

Etude de faisabilité d'un programme d'appui aux OSC féministes pour lutter contre les VBGFT

Revue de littérature

28 mars 2025

Ce document ne constitue pas une publication, il est strictement réservé à un usage interne dans le cadre de l'appel à projets soutenu par l'AFD. Il est formellement interdit de le partager, transférer ou publier, même partiellement.

En partenariat
avec



Table des matières

Acronymes	3
Propos liminaire.....	3
I. Introduction.....	4
II. Définitions & enjeux.....	6
III. Etat des lieux des VBGFT aux niveaux global et régional	14
3.1. Analyse critique des cadres juridiques internationaux	15
3.2. Constats aux niveaux régional et national	23
3.3. Engagements & lacunes des intermédiaires internet	52
3.4. VBGFT & Education	55
3.5. Présentation de la cartographie de la société civile	58
IV. Pistes d'actions	64
4.1. Recommandations générales à destination de la société civile	64
4.2. Recommandations spécifiques à l'appel à projet FSOF	65
V. Annexes	69
5.1. Compléments sur les instances internationales intégrant les droits des personnes LGBTQIA+	69
5.2. Bibliographie	71

Acronymes

Acronyme	Signification
ABI	Abus Basé sur l'Image
AFD	Agence Française de Développement
ASEAN	Association des Nations de l'Asie du Sud-Est
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CSW	Commission de la Condition de la Femme des Nations Unies
EDVAW	Plateforme des Mécanismes d'Experts Indépendants sur la Discrimination et la Violence à l'égard des Femmes
IA	Intelligence Artificielle
ICNL	International Center for Not-for-Profit Law
LGBTQIA+	Lesbiennes, Gays, Bisexuels, Transgenres, Queer, Intersexes et autres identités de genre et d'orientation sexuelle
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDC	Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
OSC	Organisation de la Société Civile
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
VBGFT	Violences Basées sur le Genre Facilitée par la Technologie

Propos liminaire

Cette revue de littérature a été financée et pilotée par l'Agence Française de Développement (Sabrine Tebessi, Perrine Bonvalet Doring, Mar Merita Blat) et réalisée par les équipes de PwC (Charlotte de Saint-Albin, Mickaëlle Chauvin et Noé Letourneux) avec la précieuse contribution de trois expertes indépendantes (Dorsaf Benna, Nina Hubinet et Jinan Limam). Elle s'appuie sur les travaux de recherche, la littérature institutionnelle et les rapports de la société civile disponibles en janvier 2025, ainsi que d'éléments remontés à l'occasion de nos échanges avec la société civile. Il ne s'agit pas d'un travail de recherche à proprement parler, mais d'une synthèse des éléments qui ont semblé les plus pertinents pour comprendre la situation et les enjeux des VBGFT dans le monde aujourd'hui.

PWC: this report has been prepared for and only for the French Development Agency in accordance with the terms of our contract dated 03/129/2024 and for no other purpose. We do not accept or assume any liability for any other purpose or to any other person to whom this report is shown or into whose hands it may come save where expressly agreed by us in writing.

I. Introduction

Les violences basées sur le genre (VBG), liées à un système social patriarcal dont les racines sont millénaires, sont parmi les violations des droits humains les plus répandues. Les éliminer, ou *a minima* réduire leur ampleur, est indispensable pour tendre vers l'égalité de genre. Il s'agit de l'un des 17 objectifs de l'Agenda 2030 de développement durable de l'Organisation des Nations Unies (ONU) - dans lequel s'inscrit également l'Agence Française de Développement (AFD), qui s'affirme comme une agence féministe dans le cadre de la diplomatie féministe française. Comme l'affirme l'ONU¹, l'égalité entre les genres n'est *"pas seulement un droit fondamental de la personne, mais aussi un fondement nécessaire pour l'instauration d'un monde pacifique, prospère et durable."*

Depuis une quinzaine d'années, avec le développement d'internet et des réseaux sociaux, ces violences s'exercent désormais également en ligne : on parle alors de **violences basées sur le genre facilitées par la technologie (VBGFT)**. Ces dernières incluent non seulement celles qui se produisent dans le monde virtuel, mais aussi celles qui, bien que survenant dans le monde physique, sont facilitées par les technologies, comme la localisation des personnes ou d'autres formes de surveillance et de harcèlement numérique. **Au-delà des femmes et filles, les VBGFT affectent également toutes les personnes qui ne se conforment pas à la norme hétérosexuelle, ainsi que, dans une moindre mesure, certains hommes, y compris ceux qui adhèrent à cette norme.** Ces derniers peuvent être victimes lorsqu'ils ne correspondent pas au stéréotype de la masculinité virile, comme c'est le cas pour les alliés féministes, entre autres.

Dans un contexte de mondialisation numérique toujours croissante, les relations humaines se transforment, avec une part de plus en plus importante des interactions sociales se passant sur internet. Si, sous l'effet de la fracture numérique, les personnes utilisant au quotidien internet restent moins nombreuses dans les pays du Sud qu'en Occident (en 2022, plus de 90 % des habitants des pays à revenu élevé étaient connectés, contre 26 % seulement dans les pays à faible revenu, d'après la Banque mondiale²), les rapports sociaux y sont aussi de plus en plus influencés par le numérique (avec bien entendu, de grandes disparités selon les régions et entre espaces urbains et ruraux). Ce type de violence n'est pas un phénomène aléatoire mais s'inscrit dans un contexte général de discriminations et de violences fondées sur le genre structurelles et systémiques. Elle participe d'un *continuum*, c'est-à-dire qu'elle s'intègre dans un ensemble de pratiques et de comportements qui se renforcent mutuellement, perpétuant ainsi les inégalités et les violences de genre. Ce *continuum* inclut des formes de violence qui vont des micro-agressions quotidiennes aux violences physiques et psychologiques plus graves, toutes alimentées par des normes sociales et des stéréotypes de genre. Ces violences sont souvent interconnectées et peuvent se manifester à la fois dans le monde physique et en ligne, créant un environnement où les victimes sont constamment exposées à des menaces et des abus.

Près des trois quarts des femmes ont subi une forme ou une autre de VBGFT, et les deux tiers des auteurs étaient des hommes³. Près de 40 % des femmes utilisatrices d'internet dans le monde ont été individuellement confrontées à des violences en ligne⁴ et si l'on compte les femmes victimes et les femmes témoins de violences en ligne, on grimpe à 85 %⁵ (de fait, même si une femme n'est pas directement ciblée, elle peut être affectée en voyant d'autres femmes subir des abus). Cette proportion

¹ ONU, 17 objectifs pour sauver le monde : <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

² Banque mondiale, Rapport sur la numérisation dans le monde, mars 2024 : <https://www.banquemondiale.org/fr/news/immersive-story/2024/03/05/global-digitalization-in-10-charts>

³ UN Broadband Commission for Sustainable Development, *Cyber Violence against Women and Girls: A world-wide wake-up call*, 2015: <https://broadbandcommission.org/publication/cyber-violence-against-women/>

⁴ The Economist Intelligence Unit, *Measuring the prevalence of online violence against women*, 2021 <https://onlineviolencewomen.eiu.com/>

⁵ Economist Intelligence Unit, cité par le UNFPA, "Virtual is real" <https://www.unfpa.org/fr/thevirtualisreal>

monte à 90 % en Afrique et 80 % en Asie-Pacifique. **L'ONU estime par ailleurs que 95 % des cyberviolences ciblent les femmes**⁶. Pendant la pandémie de Covid, alors que l'espace numérique a été massivement investi en conséquence des mesures de confinement, ces violences se sont largement amplifiées⁷.

Les VBGFT ont un impact négatif sur l'ensemble d'une société, notamment en termes de prospérité économique et de niveau global d'éducation. Ces violences entravent la participation économique des victimes, réduisant ainsi leur capacité à contribuer pleinement à l'économie. Cela se traduit par une perte de productivité et des coûts économiques importants pour la société. De plus, les VBGFT affectent le niveau d'éducation en créant un environnement où les victimes peuvent être empêchées d'accéder à l'éducation ou de s'y maintenir. Les expériences de violence et de discrimination peuvent entraîner des absences, un abandon scolaire, et une baisse des performances académiques, limitant ainsi les opportunités éducatives et professionnelles futures.

Tout en étant, paradoxalement, un vecteur d'émancipation pour les femmes et les filles et les personnes appartenant aux minorités LGBTQIA+, l'espace numérique est ainsi devenu un lieu crucial dans la lutte contre les violences de genre⁸ : à la fois parce que celles qui s'y exercent (aussi bien que celles facilitées par ces espaces mais s'exerçant dans le monde physique) doivent être combattues, mais également en raison du rôle central que jouent les contenus numériques dans le *continuum* des violences sexistes, en particulier via le pouvoir de diffusion colossal des réseaux sociaux. *“À l'ère digitale, internet est devenu un nouveau champ de bataille dans le combat pour les droits des femmes, augmentant les occasions pour les femmes de s'exprimer, mais multipliant aussi les possibilités de répression”*⁹.

Alors que l'intelligence artificielle (IA), notamment générative, se développe à une vitesse exponentielle, de nombreux spécialistes de la régulation d'internet s'inquiètent du fait que les outils qu'elle permet de créer, en particulier dans le domaine de la transformation d'images ne viennent encore donner plus d'armes aux cyber-agresseurs contre les femmes et les minorités de genre - une bonne partie des VBGFT étant déjà liées à des manipulations d'images. C'est d'autant plus problématique que ce développement de l'IA se fait *“hors de tout cadre légal et éthique, et bien plus vite que les politiques visant à les réguler”* - comme le souligne Laure Salmona, co-fondatrice de l'association Féministes contre le cyberharcèlement¹⁰. Elle y rappelle aussi que *“les technologies sont politiques, et leurs conditions de création, les besoins qu'elles engendrent, ainsi que leurs usages, sont le produit de la société dans laquelle elles émergent.”* Malgré les premières tentatives de régulation, à l'instar du règlement européen sur l'intelligence artificielle (IA), entré en vigueur en août 2024, ce constat d'un outillage légal insuffisant pour garantir que les productions de l'IA respectent les droits fondamentaux reste pertinent.

Pour toutes ces raisons, de nombreuses organisations, publiques et issues de la société civile, au niveau national, local et international, manifestent une volonté accrue, ces dernières années, d'agir contre les VBGFT. À l'image de l'Assemblée générale des Nations unies, qui a adopté une résolution intitulée “Intensification de l'action menée pour prévenir et éliminer toutes les formes de violence à

⁶ Journal of National Development (India), Priyanka Kapoor, “Social Media and Violence against Women : A Global Perspective”, 2019: <http://jndmeerut.org/wp-content/uploads/2020/09/Volume-32-No-2-Winter-2019.pdf#page=124>

⁷ UN Women, Online and ICT-facilitated violence against women and girls during COVID-19, 2020: <https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/Library/Publications/2020/Brief-Online-and-ICT-facilitated-violence-against-women-and-girls-during-COVID-19-en.pdf>

⁸ Irene Khan, *Online Gender Based Violence And Its Impact On The Civic Freedoms of Women Human Rights Defenders in the Indo-Pacific*, mars 2023 (page 5): <https://www.icnl.org/wp-content/uploads/Online-Gender-Based-Violence-report-final.pdf>

⁹ Irene Khan, rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'expression, dans son rapport lors de la 38ème session du Conseil des droits humains de l'ONU, 2021.

¹⁰ Laure Salmona, “Cyberviolences de genre : plongée dans la toile des dominations”, *Droits et libertés*, n° 203 (magazine de la Ligue des Droits de l'homme), novembre 2023 : <https://www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2023/11/DL203-Actualite-2.-Cyberviolences-de-genre.pdf>

l'égard des femmes et des filles : l'environnement numérique" en novembre 2024 (Cf. *infra* page 14)¹¹. Cette résolution avait été proposée par les Pays-Bas et la France, qui, comme d'autres pays, a affirmé à plusieurs reprises sa volonté de lutter contre les VBGFT. Le Laboratoire pour les droits des femmes en ligne (*Laboratory for women's rights online*), plateforme d'échange et incubateur de projets pour prévenir et lutter contre les violences fondées sur le genre, a ainsi été initié par la France en 2024. Notre pays accueillera par ailleurs les 10 et 11 février 2025 le Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle, qui accordera une attention particulière aux enjeux de genre¹².

Afin de proposer une analyse approfondie des VBGFT, cette revue de littérature s'articule autour de plusieurs axes complémentaires. Dans un premier temps, nous définirons précisément ces violences en exposant leurs principales formes et caractéristiques, tout en mettant en lumière les enjeux qu'elles soulèvent, notamment en matière de droits humains, d'impact sur les victimes et de lutte contre les discriminations structurelles. Nous procéderons ensuite à une analyse critique des dispositifs juridiques en place et des initiatives déployées aux niveaux national, régional et international pour lutter contre les VBGFT, en identifiant les avancées, les lacunes et les défis persistants. Enfin, en nous appuyant sur les travaux existants, nous explorerons quelques pistes d'action pour renforcer la prévention, améliorer la protection des victimes et adapter les cadres réglementaires à l'évolution rapide des usages numériques.

II. Définitions & enjeux

Principaux enjeux

Par le terme générique de "violence basée sur le genre facilitée par la technologie", on désigne **tout acte de violence perpétré, facilité ou amplifié par l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC), qui cible une personne en raison de son sexe, de son orientation sexuelle et de son identité de genre¹³, qu'il s'agisse d'une femme, d'une fille ou d'une personne appartenant à l'une des minorités LGBTQIA+**. Cela englobe aussi bien les violences en ligne que celles impliquant l'utilisation de technologies numériques pour aboutir à des agressions dans le monde physique. Il s'agit donc à la fois de cyberharcèlement, de discours de haine ou de *doxing*, mais aussi de l'organisation de traite humaine ou de formes d'exploitation sexuelle de femmes et de filles et personnes issues des minorités LGBTQIA+ via internet.

La cyberviolence motivée par le genre est un prolongement, dans l'espace numérique, des violences subies par les filles, les femmes et les personnes appartenant aux minorités LGBTQIA+ dans le monde "physique" quotidien. Certaines VBGFT peuvent aussi s'exercer hors de l'espace numérique, tout en ayant été permises par internet. L'ensemble des cyberviolences s'inscrivent dans tous les cas dans le continuum des violences sexistes. Les violences de genre en ligne et hors ligne s'entremêlent constamment¹⁴. L'exploitation sexuelle qui s'organise en ligne débouche dans de nombreux cas sur des agressions sexuelles physiques, tandis que le harcèlement en ligne peut déboucher sur de la violence physique dans le monde hors ligne.

¹¹ Intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles : violence contre les femmes et les filles facilitée par les technologies : rapport du Secrétaire général (3^{ème} Commission, point 27 de l'ordre du jour, novembre 2024) : <https://www.unwomen.org/fr/digital-library/publications/2024/10/intensification-de-laction-menee-pour-eliminer-toutes-les-formes-de-violence-a-legard-des-femmes-et-des-filles-rapport-du-secretaire-general-2024>

¹² Ministère des Affaires étrangères français, Déclaration, novembre 2024 : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-feministe/actualites-et-evenements/article/droits-des-femmes-adoption-par-l-assemblee-generale-des-nations-unies-de-la>

¹³ Violence basée sur le genre facilitée par la technologie, « Rendre tous les espaces sûrs », UNFPA, 2021 : <https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPA-TFGBV-FR.pdf>

¹⁴ *Online Gender-based Violence and Its Impact On The Civic Freedoms of Women Human Rights Defenders in the Indo-Pacific*, ICNL, mars 2023 (p. 6 et 7) : <https://www.icnl.org/wp-content/uploads/Online-Gender-Based-Violence-report-final.pdf>

Les agresseurs peuvent en effet utiliser des informations personnelles des victimes pour les localiser et les menacer directement, voire planifier des attaques physiques directes. Les victimes peuvent également être piégées par des prédateurs en ligne et se retrouver dans des situations d'abus ou d'agression dans la vie réelle. *“Les nouvelles formes de violence en ligne sont commises au sein d'un continuum et/ou avec des interactions entre l'espace numérique et la sphère non numérique”*, observe Dubravka Šimonović, rapporteuse spéciale de l'ONU sur les violences faites aux femmes. *“Il est souvent difficile de distinguer les conséquences des actions qui ont été initiées en ligne des réalités hors ligne, et vice-versa.”*¹⁵

La cyberviolence basée sur le genre revêt néanmoins des caractéristiques¹⁶ et un pouvoir de nuisance spécifiques : internet permet l'anonymat, qui facilite l'impunité, tandis que le fait d'être derrière un écran, à distance de sa ou de ses victimes, avec le sentiment d'irréalité qu'il induit, favorise le passage à l'acte. Par ailleurs, l'exercice de la violence sur internet est “bon marché”, puisqu'il ne nécessite qu'un ordinateur connecté à internet, ce que l'on trouve dans tous les cybercafés du monde. Les actes violents sur internet peuvent aussi être automatisés, et les réseaux sociaux permettent une diffusion massive et rapide. Dans l'environnement numérique, la violence des attaques peut ainsi être décuplée. Par ailleurs, les VBGFT impliquent toujours la violation de plusieurs droits fondamentaux : les libertés d'expression, d'assemblée et d'association sont aussi remises en cause lors de ces agressions sexistes en ligne.¹⁷

Pour les victimes des VBGFT, les **conséquences** sont multiples¹⁸. Anxiété, stress post-traumatique, dépression, mal-être allant parfois jusqu'au suicide : les symptômes psychologiques sont presque toujours présents, à différents niveaux selon les violences subies et la situation de chaque personne ciblée. Cet **impact sur la santé mentale** des personnes victimes a souvent des répercussions sur leur vie privée comme au niveau professionnel, et donc **économique**, avec parfois la perte de leur emploi et des difficultés pour en retrouver un. Un grand nombre de femmes qui ont été victimes ou témoins de violences en ligne vont également s'autocensurer ou réduire leur présence numérique. Internet étant dans la plupart des pays du monde un espace d'expression citoyenne et politique, ces violences aboutissent donc aussi à une **moindre participation des femmes à la vie publique**¹⁹.

Les cyberviolences, qui peuvent prendre la forme de messages privés mais sont souvent publiques, sont également très **nocives au débat public** : elles participent à perpétuer et/ou à renforcer les représentations misogynes qui fondent le système de domination patriarcale des hommes sur les femmes. Alors que la vague #MeToo²⁰ a encouragé ou relancé les mouvements d'émancipation féministes dans de nombreux pays, **l'espace numérique est à la fois le lieu de leur expression et celui du “retour de bâton” (backlash)**, où les attaques verbales ou le harcèlement envers les femmes peuvent se poursuivre sans crainte des représailles. Ainsi, dans les pays où les propos sexistes sont moins bien accueillis qu'auparavant, Internet peut en effet faire office de **lieu refuge** pour les tenants du masculinisme, et plus largement pour tous ceux et celles qui osent moins tenir des propos sexistes dans l'espace public. Pour mémoire, le mouvement **#MeToo** a inspiré des vagues de dénonciations des agressions et harcèlement sexuels y compris dans les zones d'intervention de l'AFD. Des féministes africaines se sont approprié le mouvement en lançant des campagnes en ligne, avec plus ou moins de succès. Au Sénégal, en 2018, à la suite d'une série de viols et de féminicides, Ndèye Fatou Kane, chercheuse et féministe, a créé #balancetonsaïsaï. En Tunisie #EnaZeda (« Moi aussi » en arabe

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Online Gender-based Violence And Its Impact On The Civic Freedoms of Women Human Rights Defenders in the Indo-Pacific, ICNL, mars 2023 : <https://www.icnl.org/wp-content/uploads/Online-Gender-Based-Violence-report-final.pdf>

¹⁸ Priyanka Kapoor, “Social Media and Violence against Women: A Global Perspective”, Journal of National Development (India), 2019 : <http://jndmeerut.org/wp-content/uploads/2020/09/Volume-32-No-2-Winter-2019.pdf#page=124>

¹⁹ Rapport du Secrétaire général des Nations Unies, Intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, A/77/302, 18 août 2022, p.8 : <https://docs.un.org/fr/A/77/302>

²⁰ Le mouvement #MeToo, lancé en 2017 suite à des révélations sur les agressions sexuelles perpétrées par le producteur Harvey Weinstein, vise à dénoncer les agressions et le harcèlement sexuels, en encourageant les victimes à partager leurs témoignages. Il a déclenché une prise de conscience mondiale sur l'ampleur de ces violences.

tunisien), a beaucoup fait parler de lui en 2019 et 2020. Enfin, plus récemment, on peut citer l'affaire Bopda au Cameroun en janvier 2024 où en quelques heures d'une émission sur le web, ce sont plus de 1 000 témoignages de viols qui viennent renforcer les premières dénonciations qui visent un riche héritier camerounais avec l'hashtag : #stopBopda. Ces différents mouvements lancés sur internet sont également combattus sur internet.

Au-delà des personnes ciblées, c'est donc bien l'ensemble d'une société, sur le long terme, qui est victime des manifestations de cyberviolence. Le Forum 2015 des bonnes pratiques de gouvernance sur internet soulignait que ***“les impacts des VBGFT ne se limite pas aux individus, mais s'étend aux communautés dans leur ensemble, créant des sociétés dans lesquelles les femmes ne se sentent pas en sécurité, où les inégalités entre hommes et femmes augmentent, et une culture du sexisme et de la misogynie se solidifie”***²¹.

Les différents rapports qui se penchent sur le **profil des victimes** établissent que toutes les filles et femmes qui utilisent internet peuvent être la cible de VBGFT. Toutefois, certaines catégories sont davantage visées. C'est le cas des **adolescentes** et des jeunes femmes : 58 % des filles de 15 à 25 ans présentes sur les réseaux sociaux y ont été harcelées, d'après un rapport de l'UNFPA, contre 38 % de l'ensemble des internautes féminines²². Les **femmes qui ont une activité publique**, qu'il s'agisse d'engagement politique ou associatif, de défense des droits humains ou de journalisme sont aussi plus ciblées que la moyenne. Ce sont ainsi 73 % des femmes journalistes, selon le même rapport de l'UNFPA, qui ont subi des violences en ligne.

En 2021, le Conseil des droits humains de l'ONU confirmait ainsi que *“les femmes journalistes, les femmes politiques et les défenseuses de l'égalité des sexes”* qui s'expriment sur les questions féministes étaient spécifiquement ciblées par les cyberviolences. La rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, Irene Khan, soulignait par ailleurs que ces cyberattaques basées sur le genre combinaient *« des attitudes sexistes profondément ancrées dans le passé, l'anonymat et la chambre d'écho des médias sociaux pour détruire la réputation des femmes et les écarter de la vie publique »*.²³

C'est notamment le cas pour les activistes féministes qui remettent en cause les normes patriarcales en vigueur dans leurs sociétés, et sont pour cela particulièrement visées par les VBGFT, comme le montrent les différents travaux de recherche sur le sujet²⁴. **Ces cyberattaques les conduisent bien souvent à “geler” leurs activités en ligne** : une mise en retrait qu'Amnesty International désigne comme *“the chilling effect”* après avoir interviewé des femmes cyberactivistes en Thaïlande, en Biélorussie et au Yémen²⁵. Cette présence en ligne est pourtant déterminante et il serait regrettable de limiter l'articulation du féminisme et du numérique aux violences.

Le fait de réduire ainsi au silence numérique les militantes des droits humains est souvent intentionnel, en particulier lorsque ce sont **les Etats et gouvernements** qui sont à la manœuvre : ces institutions déploient alors des stratégies précises, telles que l'utilisation de logiciels espions, à l'instar de Pegasus, pour effrayer les activistes et les pousser à limiter drastiquement leur présence en ligne. Dispositifs de surveillance en ligne, attaques sur leurs comptes Facebook, discours de haine, menaces, campagnes

²¹ Report on the Implementation of the Outcomes of the World Summit on the Information Society (WSIS), 2015 Input from the Internet Governance Forum (IGF), ONU : https://www.intgovforum.org/en/filedepot_download/4586/586

²² Violence basée sur le genre facilitée par la technologie, « Rendre tous les espaces sûrs », UNFPA, 2021 <https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPA-TFGBV-FR.pdf>

²³ “Désinformation et liberté d'opinion et d'expression”, rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, 47e session du CDH, juillet 2021 (point 27, page 6) <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/q21/085/65/pdf/q2108565.pdf>

²⁴ Online Gender-based Violence And Its Impact On The Civic Freedoms of Women Human Rights Defenders in the Indo-Pacific, ICNL, mars 2023: <https://www.icnl.org/wp-content/uploads/Online-Gender-Based-Violence-report-final.pdf>

²⁵ Amnesty International, “Online violence. Take the course”, 2024: <https://www.amnesty.org/en/what-we-do/technology/online-violence/>

publiques pour les discréditer, *doxing* : ces différentes formes de VBGFT sont les plus courantes, d'après l'ONG, pour cibler les défenseuses des droits humains.²⁶

Par ailleurs, **les femmes issues de minorités, migrantes, handicapées ou LGBTQIA+ sont aussi plus touchées que les autres** par ces violences. Dans le monde physique, l'âge, la race, la pauvreté et l'orientation sexuelle rendent les personnes plus vulnérables à ces violences que la moyenne. Les VBGFT sont façonnées par les mêmes facteurs, liés à une organisation sociale discriminatoire. D'après une étude menée par Amnesty International en 2018, les femmes racisées (noires, asiatiques, latino ou métis) sont ainsi 34 % plus susceptibles d'être visées que les femmes blanches²⁷. La proportion est encore beaucoup plus importante pour les femmes noires, qui ont 84 % plus de chances que les femmes blanches d'être la cible de ces contenus numériques hostiles, sexistes et/ou racistes. Une étude britannique portant sur 5 000 personnes LGBTQIA+ a en outre montré que 20 % des personnes LGBTQIA+ racisées étaient victimes de VBGFT, contre 9% des personnes LGBTQIA+ blanches²⁸. **L'intersectionnalité** est donc un paramètre important à prendre en compte dans la lutte contre les VBGFT.

Les études qui se penchent sur le **profil des agresseurs** mettent l'accent sur leur diversité : il peut s'agir de partenaires intimes anciens ou actuels, mais aussi de connaissances ou de collègues de travail de la victime, comme de militants politiques antiféministes ou d'institutions étatiques, en particulier dans le cas de femmes ayant une activité publique, qu'il s'agisse d'activistes, de journalistes ou de femmes politiques.

Les VBGFT sont ainsi souvent utilisées par un **partenaire intime actuel ou ancien** de la victime pour l'intimider, la contraindre et maintenir le contrôle sur elle, afin de conserver une relation, ou comme une punition ou vengeance après avoir été quitté²⁹. Il peut restreindre ou empêcher l'accès de la victime à son téléphone portable ou ordinateur, limitant ainsi sa capacité à communiquer et à demander de l'aide. Les anciens ou actuels partenaires intimes ont par ailleurs souvent accès aux comptes de la victime sur les réseaux sociaux, parfois aussi à ses informations bancaires. Cet accès privilégié leur permet d'installer plus facilement des logiciels espions, de suivre et de surveiller la localisation des victimes et leur utilisation de la technologie, voire d'usurper leur identité. Ils peuvent également menacer et faire chanter la victime lorsqu'ils ont des photos intimes ou des informations privées en leur possession, tout comme harceler la victime et son entourage par divers moyens numériques.

Comme on l'a vu, l'État peut aussi être à l'origine des VBGFT. Les **acteurs étatiques** ont la possibilité d'accéder à de grandes quantités d'informations détaillées sur les victimes, y compris les données de santé en ligne par exemple, qui contiennent des informations confidentielles³⁰. Les acteurs étatiques (comme l'Iran, l'Arabie Saoudite ou la Chine) ont généralement une grande capacité à surveiller, traquer, suivre et obtenir des données sur les individus pour perpétrer des violences, en particulier sur des femmes activistes, journalistes ou opposantes au pouvoir en place, la dimension sexiste s'ajoutant alors à la répression politique de voix dissidentes, lorsqu'elle n'est pas la cause de la persécution.

Les agresseurs **inconnus** de la victime en dehors de l'espace numérique constituent le troisième type de profil majeur parmi les auteurs de VBGFT, et semble-t-il **le plus répandu** : d'après une étude de Plan international, en 2020, plus de 68 % des agressions subies par les filles et femmes interrogées ont pour auteurs des inconnus et utilisateurs anonymes de la plateforme concernée³¹. Les visées et

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Ibid.*

²⁸ "LGBT en Grande-Bretagne - crimes de haine et discrimination", Stonewall, 2017 : <https://www.stonewall.org.uk/resources/lgbt-britain-hate-crime-2017>

²⁹ Violence basée sur le genre facilitée par la technologie, « Rendre tous les espaces sûrs », UNFPA, 2021 (page 28) : <https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPA-TFGBV-FR.pdf>

³⁰ *Ibid.*

³¹ "Libres d'être en ligne ? Les expériences des filles et des jeunes femmes en matière de harcèlement en ligne, Plan International, 2020 (étude portant sur 31 pays d'Afrique, d'Amérique et d'Europe) : <https://plan-international.org/uploads/2023/06/SOTWGR2020-CommsReport-edition2023-FR.pdf>

objectifs de ces agresseurs sont évidemment très disparates. Il peut s'agir de **prédateurs sexuels**, notamment pédophiles³². Les nouvelles formes de socialisation avec des inconnus que permet l'explosion d'internet et des réseaux sociaux facilitent largement la prise de contact de ces prédateurs avec des enfants, adolescents et adolescentes. Les formes traditionnelles de harcèlement dans les espaces publics physiques se sont par ailleurs en grande partie déplacées vers l'espace numérique, permettant aux auteurs d'identifier et de cibler facilement les femmes et les filles sur les réseaux sociaux, les sites web et les applications, tout en restant anonymes.

Ces inconnus peuvent aussi être des militants politiques anti-féministes, homophobes, transphobes et/ou racistes. Au-delà des cyberviolences perpétrées par les Etats, ce profil motivé par un agenda politique est le plus courant dans le cas des violences contre les femmes activistes, journalistes et toutes celles dont l'activité implique une exposition publique. Parmi ces **agresseurs politisés**, les trolls sont nombreux, qu'il s'agisse de véritables personnes ou de robots manipulés par ces mêmes cybermilitants antiféministes (agresseurs). Ils prennent la forme de publication de commentaires ou envoi de messages violents et provocateurs, envoi d'images offensantes, création de *hashtags* pour harceler leurs victimes, etc. Ces **trolls** - qui existent depuis les débuts d'internet - font tout leur possible pour pousser les femmes et filles ciblées à des réactions violentes. Sorte de professionnels de la cyberviolence, ils sont par ailleurs devenus experts de la manipulation par l'image, et voient leur capacité de nuisance décuplée avec l'IA. De plus en plus nombreux et organisés, ces cyber-agresseurs politisés sont portés depuis dix ans par la montée en puissance de la mouvance d'extrême-droite, en particulier en Europe et aux États-Unis, dont l'antiféminisme est l'un des piliers. L'affaire du GamerGate³³, en 2014, est emblématique de cette nébuleuse antiféministe de plus en plus puissante, qui lance régulièrement des campagnes de haine en ligne contre les femmes. Bien qu'ancrées dans un contexte occidental, ces pratiques diffusent et influencent au-delà des frontières.

Typologie de VBGFT

Les VBGFT peuvent prendre des formes très différentes³⁴, et la terminologie pour les désigner est en constante évolution. On trouve ainsi plusieurs termes pour qualifier un type de cyberviolence similaire : nous nous efforçons ici de recenser les principaux, sans toutefois prétendre à l'exhaustivité. Même si de nouvelles formes de VBGFT ont émergé depuis, on peut toujours se référer aux six catégories (non exhaustive) établies par le Forum de la gouvernance d'internet en 2015 : violation de la vie privée, surveillance et contrôle, atteintes à la réputation ou la crédibilité, harcèlement, menaces et/ou violences, attaques ciblées contre une communauté. De manière générale, ces violences s'inscrivent dans le *continuum* des violences basées sur le genre.

1. VIOLATION DE LA VIE PRIVÉE

Ces formes de violence visent à exposer des informations personnelles des victimes, souvent pour les intimider ou les discréditer.

- **Doxing** : Le *doxing* est un type de VBGFT relativement fréquent. Il consiste à divulguer les informations personnelles **d'un individu** sur internet. Il peut s'agir de l'adresse du domicile de cette personne, de son numéro de téléphone ou d'informations bancaires, comme d'informations concernant ses proches et sa famille, toujours dans le but de lui nuire et d'inciter d'autres internautes à l'importuner en ligne ou hors ligne, l'exposant au harcèlement, à des mauvais traitements et à des dangers. Sauf dans le cas où il s'agit **d'un proche** qui connaît ces

³² Violence basée sur le genre facilitée par la technologie, « Rendre tous les espaces sûrs », UNFPA, 2021 (page 28) : <https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPA-TFGBV-FR.pdf>

³³ « Derrière le Gamergate, une nébuleuse antiféministe », *Le Monde*, William Audureau, septembre 2014 : https://www.lemonde.fr/pixels/article/2014/09/15/derriere-le-gamergate-un-groupe-antifeministe_4485191_4408996.html

³⁴ « Online and ICT facilitated violence against women and girls during COVID-19 », UN Women, 2020 : <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/04/brief-online-and-ict-facilitated-violence-against-women-and-girls-during-covid-19>

informations personnelles, le doxing s'exerce via le **piratage ou hacking** (qui consiste à détecter une porte d'entrée dans un système informatique ou un réseau, illégalement ou sans l'accord de son propriétaire).

- **Usurpation d'identité** : L'usurpation d'identité, utilisée pour nuire à une personne bien avant l'apparition d'internet, existe aussi, logiquement, dans le monde numérique. Se faire passer pour une personne et poster sur les réseaux sociaux des contenus pour porter préjudice à sa crédibilité et sa réputation est ainsi une autre VBGFT qui passe souvent par le piratage de comptes numériques.
- **Partage non consenti de contenus intimes** : Le partage d'images à caractère sexuel d'une personne sans son consentement est une autre forme de cyberviolence assez fréquente, exercée en général par d'anciens partenaires intimes. On parle d'abus sexuel basé sur des images (parfois appelé *revenge porn*³⁵ ou revanche pornographique) lorsque l'auteur de l'abus partage en ligne des images ou des vidéos sexuellement explicites de la victime sans son consentement, qu'il a obtenues au cours de sa relation avec cette personne ou en piratant son ordinateur, ses comptes de réseaux sociaux ou son téléphone. Les auteurs de ces abus peuvent rechercher une gratification sexuelle ou vouloir contraindre la victime à faire quelque chose pour eux, en utilisant les images comme une forme de chantage social ou économique. Lorsque la victime est mineure, cela est considéré comme de la **pédopornographie**.
- **Google bombing ou catfishing** : Le *Google bombing* ou *catfishing* est une arnaque sur internet par laquelle l'agresseur prétend être une autre personne, et se crée pour se faire une fausse identité sur les réseaux sociaux, avec un faux parcours professionnel, de faux amis, et globalement un faux récit de vie, dans le but de séduire une personne et, le plus souvent, de lui soutirer de l'argent.

2. SURVEILLANCE ET CONTROLE

Cette catégorie regroupe les formes de surveillance abusive qui limitent la liberté des victimes.

- **Cybertraque et géolocalisation forcée** : La surveillance technologique ou la traque en ligne est une forme de cyberviolence qui consiste à suivre les déplacements de la victime grâce aux technologies numériques, et à l'en informer continuellement.
- **Logiciels espions et piratage** : L'utilisation de logiciels espions, en général par des acteurs étatiques, est ainsi une VBGFT ciblant en majorité les femmes activistes, journalistes et personnalités politiques.
- **Restriction d'accès aux outils numériques** : Limiter ou contrôler l'usage d'internet et des réseaux sociaux fait par une femme, notamment par des partenaires abusifs pour isoler leurs victimes, est également une forme de cyberviolence.

3. ATTEINTE A LA REPUTATION ET A LA CREDIBILITE

Ces actes visent à nuire à la réputation des victimes en ligne.

- **Diffamation et désinformation** : Par la désinformation, pouvant aller jusqu'à la diffamation, les agresseurs diffusent de fausses informations et rumeurs sur une femme, fille ou personne LGBTQIA+, toujours dans le but de lui nuire.
- **Abus basé sur l'image (ABI)** : Les *deepfakes* consistent ainsi à créer grâce à l'intelligence artificielle des photos ou vidéos particulièrement crédibles d'une personne. Il peut s'agir de lui faire dire ce que l'on veut, ou de représenter cette personne nue et/ou dans une situation sexuelle, avec l'objectif de l'humilier et de nuire à sa réputation. Ce type de manipulation est

³⁵ A noter que le terme "revenge porn" fait débat puisqu'il minimise la responsabilité de l'auteur et blâme souvent la victime, en se concentrant sur la notion de vengeance et en impliquant à tort un consentement de la victime, puisque dans l'esprit commun, la pornographie implique la production de contenu sexuel avec le consentement d'adultes.

souvent lié à la vengeance pornographique et/ou à des motivations économiques, permettant aux agresseurs de monétiser les images et vidéos trafiquées.

4. HARCELEMENT

Le harcèlement en ligne regroupe des actions répétées et malveillantes visant une personne spécifique.

- **Cyberharcèlement** : Le cyberharcèlement est sans doute la forme la plus courante. Il est exercé de manière individuelle ou collective, en général anonyme - le ou les agresseurs dissimulant leur véritable identité sous des pseudos. S'il se manifeste couramment via des insultes et autres attaques verbales, il n'est pas rare qu'il inclue des menaces de mort, de viol, ou d'agressions physiques sur la personne ciblée ou ses proches. Un comportement persistant et répété ciblant une personne spécifique, conçu pour causer une détresse émotionnelle sévère et souvent une peur de dommages physiques. La **cyberintimidation** (ou *cyberbullying*), une forme de cyberharcèlement par lequel on humilie, blesse, moque ou menace une personne en ligne, vise particulièrement les adolescentes et jeunes femmes. Parmi les autres formes de cyberharcèlement, on peut aussi citer le **Body shaming et slut shaming**, qui consistent à commenter, en s'en moquant, l'apparence physique d'une personne (jugée trop grosse ou trop maigre, par exemple). Ces types de violences existent au hors ligne mais la prévalence se multiplie en étant renforcé par le numérique.
- **Mobbing et dogpiling** : Il s'agit de formes de harcèlement collectif, régulièrement utilisés pour cibler les féministes ou les personnes qui publient des contenus antiracistes.
- **Trolling agressif** : Le harcèlement peut prendre la forme de **trolling**, qui consiste en l'envoi de très nombreux messages haineux et souvent insultants en un temps réduit, ou de publication de posts sur les réseaux sociaux, dans l'intention de provoquer une réaction violente de la part de la personne visée. Il est quasiment toujours anonyme, et peut être massif (*mass trolling*), c'est-à-dire émaner d'un très grand nombre de sources ou comptes sur les réseaux sociaux.
- **Flaming** : Le *flaming* est le fait de publier des messages agressifs, offensants ou hostiles, tels que des insultes, sur des réseaux sociaux ou des forums pour susciter une réaction d'un autre utilisateur en ligne.
- **Cyberflashing** : Envoyer des images de soi-même à caractère sexuel à une fille ou femme, sans l'avertir et sans son consentement est également une forme de violence de genre.

5. MENACES ET/OU VIOLENCES

Certaines formes de VBGFT impliquent des menaces directes ou facilitent des actes de violence physique.

- **Menaces de mort, de viol ou de violence physique** : Messages ou vidéos envoyés pour intimider la victime.
- **Swatting** : Pratique qui consiste à appeler les forces de l'ordre à intervenir au lieu de travail ou domicile d'une victime (ou d'un ou une de ses proches), en décrivant une fausse attaque ou événement menaçant. L'intervention d'un escadron, souvent lourdement armé étant donné la gravité des faux faits décrits, peut conduire à des blessures légères. Il aboutit toujours, pour la victime et ses proches, à un traumatisme avec des répercussions à long terme.³⁶
- **Extorsion sexuelle (sextorsion)** : L'extorsion sexuelle consiste à menacer une personne de publier des contenus sexuels (images, vidéos, *deepfakes*, rumeurs sexuelles) à des fins

³⁶ Pour exemple, voir les attaques du *hacker* Ulcan contre le journaliste Benoît Le Corre, en 2014 : https://www.lexpress.fr/societe/justice/le-pere-d-un-journaliste-de-rue89-harcele-par-le-hacker-ulcan-est-mort_1605861.html?cmp_redirect=true et <https://rsf.org/fr/les-violences-contre-un-journaliste-de-rue89-appellent-une-r%C3%A9ponse-ferme-de-la-justice>

d'intimidation, de contrainte ou de chantage pour obtenir de nouveaux contenus sexuels ou de l'argent, parfois les deux.

- **Grooming et exploitation sexuelle en ligne** : Dans ce genre de pratique, l'agresseur se lie avec une petite ou jeune fille via des échanges en ligne, parfois en se faisant d'abord passer lui-même pour un enfant. Il cherche à instaurer avec elle une relation affective, pour pouvoir *in fine* commettre plus facilement des abus sexuels. Le même type de stratégie est utilisé pour attirer des mineures dans des réseaux de traite sexuelle ou de production de matériel pédopornographique. L'agresseur, ou « *loverboy* », qui travaille pour un réseau d'exploitation sexuelle, fait en sorte de séduire les jeunes filles visées, contactées en général sur les réseaux sociaux³⁷. Dans les deux cas, les jeunes filles souffrant d'un manque d'affection, d'attention ou de reconnaissance sont des proies particulièrement vulnérables. Dans le cas des réseaux d'exploitation sexuelle, elles sont aussi souvent motivées financièrement.
- **Piratage de comptes personnels** : Prise de contrôle de comptes pour nuire à la victime ou exiger une rançon.

6. ATTAQUES CIBLEES CONTRE UNE COMMUNAUTE

Ces violences visent des groupes spécifiques pour limiter leur accès aux espaces numériques.

- **Cyber-haine sexiste** : Les discours de haine sexistes et basés sur le genre procèdent de la même logique. Il s'agit de toute affirmation, geste ou acte visant à exprimer du mépris envers une personne en raison de son sexe ou de son genre, ou à considérer cette personne comme inférieure ou essentiellement réduite à sa dimension sexuelle. Cela inclut les expressions qui diffusent, incitent, promeuvent ou justifient la haine basée sur le genre. Les campagnes de discours de haine sont souvent organisées de manière collective visant une personne ou un groupe de personnes.
- **Ciblage en ligne** : Cela correspond à l'utilisation de médias numériques pour sélectionner un individu ou un groupe comme objet d'une attaque (pièges sur les réseaux sociaux et les applications de rencontres, extorsion en ligne, harcèlement et outing en ligne, et utilisation d'informations numériques dans le cadre de poursuites judiciaires).
- **Zoombombing** : Il s'agit d'une pratique malveillante qui consiste à perturber ou saboter une réunion virtuelle organisée sur une plateforme de visioconférence en y faisant intrusion de manière non autorisée. Dans un incident typique de *zoombombing*, une session de visioconférence est détournée par l'insertion de matériel de nature obscène, raciste, antisémite ou sexiste, résultant généralement dans la fermeture de la session. Il s'agit d'une VBGFT lorsque cette pratique vise spécifiquement des femmes.
- **Hashtag poisoning** : La création d'un hashtag malveillant ou offensant pour les femmes, les filles ou les personnes LGBTQIA+, ou le piratage d'un hashtag existant avec des contenus offensants constitue une autre forme de VBGFT.
- **Deadnaming et outing** : Le *outing* consiste à révéler l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne lesbienne, gay, bisexuelle ou transgenre sans son consentement, souvent publiquement. Le *deadnaming* ou morinomage consiste à utiliser sciemment le prénom de naissance d'une personne transgenre (prénom qui ne correspond pas au genre de cette personne) pour l'humilier, la menacer, lui faire peur ou lui faire du mal.
- **Censure et suppression de contenus féministes** : Actions visant à réduire la visibilité des contenus liés aux droits des femmes.

³⁷ Basic Stages of Grooming for Sexual Exploitation, End Slavery Now, 2014 : <https://www.endslaverynow.org/blog/articles/basic-stages-of-grooming-for-sexual-exploitation>

FOCUS : EXPLOITATION SEXUELLE VIA INTERNET

L'explosion de l'utilisation des réseaux sociaux à partir de 2010 a favorisé l'émergence d'une cyber prostitution, et donc de l'exploitation sexuelle via internet, la prostitution contrainte étant très largement majoritaire, représentant au moins 90 % des transactions. D'après l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), ce sont les deux tiers de la traite humaine qui passent aujourd'hui par Internet³⁸.

En fonction des tendances sur les réseaux sociaux, applications ou sites de rencontres entre adultes, ces réseaux d'exploitation sexuelle sur internet prennent diverses formes. Ils s'adaptent aussi en permanence aux évolutions législatives. *“Tout est « géré » via de faux comptes Facebook, Instagram, Snapchat ou Twitter, sur des sites de rencontres « entre adultes », véritables cache-sexes de réseaux de prostitution enfantine, dont les proxénètes contournent sans arrêt les filtres en euphémisant le vocabulaire employé pour proposer des services sexuels à une clientèle de plus en plus avertie”,* affirmait le magistrat Yves Charpenel, spécialiste de la lutte contre l'exploitation sexuelle, s'appuyant sur un rapport de la Fondation Scelles, en juin 2019³⁹. *“Le Web est devenu l'outil gratuit et discret du recrutement et de la gestion de la prostitution.”* D'après ce même rapport, la grande majorité des faits d'exploitation sexuelle s'organise désormais en ligne.

Les jeunes étant les plus connectés, ils et elles sont aussi les plus ciblés par la prédation des réseaux d'exploitation sexuelle. En Europe, les “lover boys”, également de plus en plus jeunes, sont à l'œuvre pour séduire des adolescentes vulnérables afin de les réduire à une sorte d'esclavage sexuel⁴⁰. En Afrique, les trafiquants sexuels s'appuient sur le désir de s'expatrier en Occident de jeunes filles en grande partie recrutées sur internet pour les enrôler dans des réseaux d'exploitation sexuelle. *“Les enquêtes d'Europol et d'Interpol ont établi le lien entre les parcours de migrants et les filières de traite en Afrique, en Europe, au Moyen-Orient et en Asie. Les Africaines subsahariennes, dont les Nigériennes, sont au cœur d'un trafic qui se noue dès le village, que les filles quittent pleines d'espoir pour un voyage en bateau payé par toute une communauté dont elles deviennent redevables”,* avançait également Yves Charpenel.

III. Etat des lieux des VBGFT aux niveaux global et régional

Les violences basées sur le genre facilitées par la technologie (VBGFT) posent un **défi croissant en raison de l'évolution rapide du numérique et de la difficulté à adapter les cadres juridiques**. Si plusieurs réglementations internationales et initiatives nationales ont vu le jour, leur efficacité reste limitée par le **manque d'harmonisation des législations, l'absence d'un cadre juridique contraignant global et la difficulté d'application des lois face à un phénomène**

³⁸ Cyberprostitution : « Enfants et jeunes majeurs sont désormais les premières victimes », interview du magistrat Yves Charpenel, président de la Fondation Scelles, juin 2019 : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/06/11/cyberprostitution-enfants-et-jeunes-majeurs-sont-dormais-les-premieres-victimes_5474795_3212.html

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ “A Perpignan, des travailleurs sociaux en dernier rempart contre la prostitution des mineurs : « On ne s'attendait pas à un tel niveau de détresse »”, *Le Monde*, janvier 2024 : https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/01/04/a-perpignan-des-travailleurs-sociaux-en-dernier-rempart-contre-la-prostitution-des-mineurs-on-ne-s-attendait-pas-a-un-tel-niveau-de-detresse_6209004_3224.html

“Prostitution des mineurs : à Nice, des maraudes en ligne”, *Le Media social*, avril 2024 : https://www.lemediasocial.fr/prostitution-des-mineurs-a-nice-des-maraudes-en-ligne_Nc95eX

transnational. Toutes convergent vers la nécessité de traiter les VBGFT dans le contexte plus large de la discrimination et de la violence de genre hors ligne. Ces mesures, bien que centrées sur l'environnement numérique, s'inscrivent donc dans une démarche globale de lutte contre les causes structurelles des discriminations et violences de genre. La protection des droits des femmes, des filles et des personnes LGBTQIA+ dans le numérique est indissociable de leurs droits fondamentaux à l'égalité, la non-discrimination, la dignité, le respect de la vie privée et la liberté d'expression. La démarche proposée est globale et multisectorielle, axée sur la protection de la victime. Elle s'articule autour de mesures juridiques et de politiques publiques portant sur la prévention, la protection des victimes, les poursuites, la sanction et la réparation⁴¹. En outre, les fournisseurs et intermédiaires Internet sont également appelés à respecter leurs responsabilités spécifiques en matière de droits humains dans la régulation et la gouvernance d'Internet⁴².

3.1. Analyse critique des cadres juridiques internationaux

Nota Bene : Bien que la multiplicité des terminologies pour désigner les VBGFT puisse entraîner un manque de clarté, de la confusion et des difficultés à délimiter clairement le sujet, dans la section suivante, nous utiliserons les termes « violences numériques envers les femmes » ou « violences basées sur le genre », etc. en stricte conformité avec les textes cités, sans interprétation.

3.1.1. Instruments juridiques existants

Il n'existe actuellement aucun traité universel spécifiquement dédié à la lutte contre la VBGFT, ni même contre la VBG plus largement. La Convention CEDAW n'intègre pas d'interdiction explicite de la **violence basée sur le genre à l'encontre des filles et des femmes**. Cependant, son interprétation par le comité CEDAW a fourni un fondement juridique pour la lutte contre la violence à l'égard des femmes. Dans sa Recommandation générale n° 19 (1992), le Comité a interprété pour la première fois la violence basée sur le genre visant les femmes comme une forme de discrimination à l'égard des femmes, interdite par l'Article 1 de la Convention, et n'a cessé depuis d'adapter la Convention aux nouveaux enjeux liés entre autres à la problématique de la VBGFT.

Outre le corpus normatif CEDAW, la VBGFT est régie par des textes hétérogènes, tels ceux portant par exemple, sur la cybersécurité ou la liberté d'expression et des médias, rendant difficile une approche cohérente et exhaustive du corpus normatif.

⁴¹ Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, (A/HRC/35/9), 2018

⁴² *Ibid.*

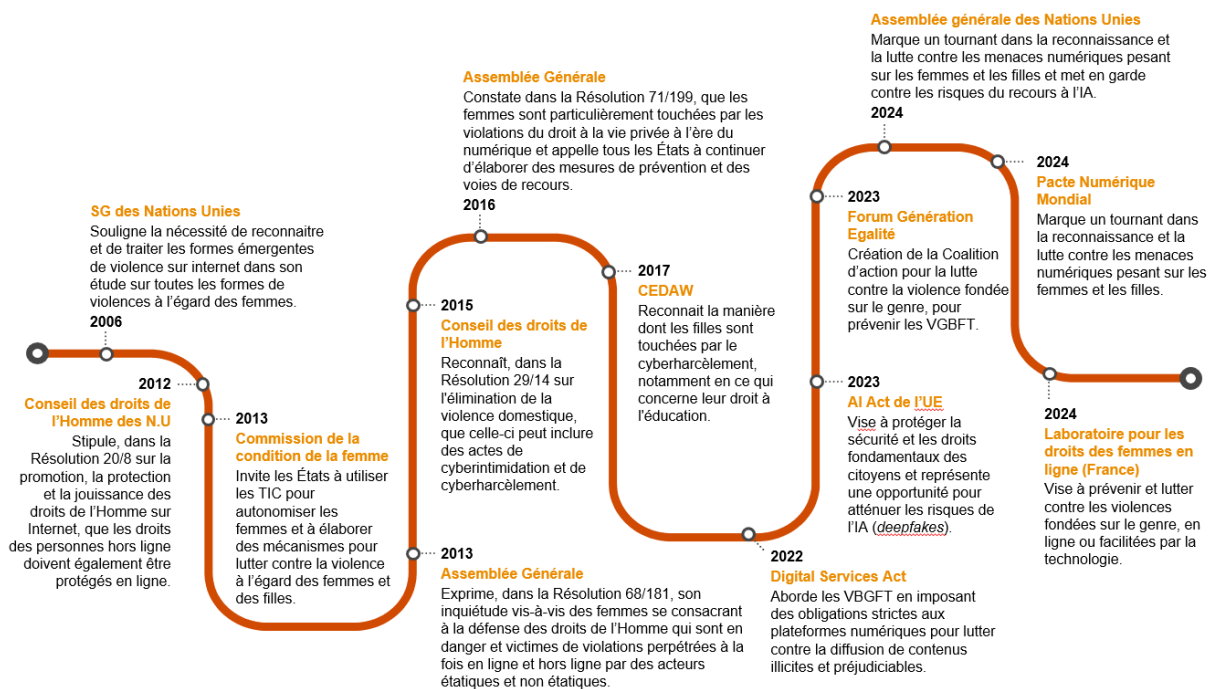


Figure 1 - Prise en compte progressive de la violence en ligne fondée sur le genre dans le cadre national et international

Au niveau des **Nations Unies**, les **principaux instruments internationaux relatifs aux droits humains, y compris ceux relatifs aux droits des femmes**⁴³, s'appliquent aux actes commis en ligne conformément au principe selon lequel les droits protégés hors ligne doivent également l'être en ligne. Ce parallélisme a permis de lier les technologies numériques aux normes relatives aux droits des femmes et d'intégrer la lutte contre les VBGFT dans le droit international des droits humains, fondé sur les principes d'égalité, de liberté et de dignité. Avec ces trois piliers, le droit international a évolué de 1948, date de la déclaration universelle des droits de l'Homme, jusqu'à nos jours vers une acceptation universelle, indissociable et interdépendante des droits humains⁴⁴ et une consécration claire et progressive de la lutte contre toutes les formes de discrimination. Cette démarche qui a commencé par les interdictions de la discrimination sur la base « de la race, du sexe, de la religion, de la langue, de l'origine ethnique »⁴⁵, s'est progressivement enrichie par d'autres formes de lutte contre les discriminations basées sur l'identité de genre et l'orientation sexuelle. Par conséquent, l'interdiction de la violence fondée sur le genre, devenue un principe du droit international des droits humains, tels qu'établis dans les conventions internationales et régionales de portée générale⁴⁶, s'applique non

⁴³ Les principaux instruments relatifs aux droits fondamentaux des femmes, tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes (1979), la déclaration des Nations unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes (1993) et la Déclaration et le Programme d'action de Beijing. Au niveau des objectifs de développement durable (ODD), les cibles 5.2 et 5.b des ODD visent à éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles dans les sphères publique et privée, et à utiliser la technologie pour promouvoir l'autonomisation des femmes.

⁴⁴ Déclaration et Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'Homme le 25 juin 1993, section I, paragraphe 5 : « il est du devoir des États, de promouvoir et de protéger tous les droits de l'Homme et toutes les libertés fondamentales ».

⁴⁵ Disposition clairement formulée par la Déclaration universelle des droits de l'Homme ; le Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte des droits civils et politiques.

⁴⁶ Les normes instaurées par la CEDAW ont été renforcées par de nombreux instruments complémentaires de protection des femmes et des filles contre la violence au niveau régional. Par exemple, la Convention interaméricaine de 1994 sur la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre la femme (Convention de Belém do Pará) a reconnu le droit fondamental des femmes à une vie exempte de violence, ce qui inclut le droit de libre de toute forme de discrimination. Elle a également établi l'obligation pour l'Etat de diligence voulue afin de prévenir, de sanctionner et d'éliminer la violence à l'égard des femmes. Cette

seulement dans le monde hors ligne mais s'étend à l'espace virtuel, notamment par l'interdiction de la violence fondée sur le genre sous ses formes en ligne et facilitées par les TIC.

Grâce à une interprétation dynamique du droit conventionnel, les organes des Nations Unies ont développé un dispositif international cohérent qui s'articule autour du droit à une vie exempte des nouvelles formes de VBGFT à l'égard des femmes, du droit à la liberté d'expression⁴⁷ et du droit à la vie privée et à la protection des données personnelles⁴⁸ ; et cela pour éviter la conflictualité normative et les effets collatéraux adverses de la protection des femmes contre la violence numérique sur d'autres droits humains⁴⁹. **Dans ce cadre, le droit souple (soft law)⁵⁰, qui a sensiblement progressé dans les deux dernières décennies, a joué un rôle clef dans la compréhension et la reconnaissance de la VBGFT dans le cadre international** des droits humains en général et des droits des femmes de façon plus spécifique.

La question de la VBGFT a d'abord été traitée en 2006 par le Secrétaire général des Nations Unies dans son étude approfondie de toutes les formes de violence à l'égard des femmes, dans laquelle il a souligné la nécessité de reconnaître et de traiter les formes émergentes de violence sur internet⁵¹.

En 2012, dans sa résolution 20/8 sur la promotion, la protection et la jouissance des droits de l'homme sur Internet, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies affirme que les droits des personnes hors ligne doivent également être protégés en ligne. La perception de l'Internet et des **technologies**

convention régionale, ainsi que le Protocole de 2003 à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme (Protocole de Maputo) instaurent tous deux la violence économique comme une forme de violence à l'égard des femmes. La Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul) a établi, en 2011, un ensemble de normes juridiques globales de grande portée visant à assurer, de manière holistique, la prévention de la violence à l'égard des femmes sous toutes ses formes, la protection et le soutien des victimes et la poursuite des auteurs de violence.

⁴⁷ La liberté d'expression et à l'accès à l'information est consacrée à l'article 19 de la Déclaration universelle de droits de l'homme et à l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils politiques, s'exerce maintenant dans l'espace numérique par l'utilisation des TIC et d'Internet.

⁴⁸ Le Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée a souligné qu'il était nécessaire de consacrer un examen à la cyberviolence à l'encontre des plus vulnérables, notamment la violence familiale par le canal d'appareils numériques, ainsi qu'aux risques pesant sur la vie privée des jeunes enfants et aux préjugés, fondés sur le genre et autres, intégrés dans les algorithmes (A/HRC/37/62).

⁴⁹ L'obligation des États de promouvoir et de protéger les droits humains en ligne est bien établie (A/HRC/38/47, par. 13). Cependant, il peut être difficile de trouver un équilibre entre les droits des utilisateurs du numérique – la liberté d'expression, y compris l'accès à l'information, le droit à la vie privée et la protection des données – et le droit à une vie exempte de violence (A/HRC/38/47, par. 20 et 30). Néanmoins, le droit à la liberté d'expression ne peut être invoqué pour justifier un langage ou d'autres formes d'expression incitant à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence, y compris la VBGFT spécifiquement à l'égard des femmes et des filles (A/HRC/38/47, par. 52). En outre, les États ont l'obligation de veiller à ce que les agents étatiques et non étatiques s'abstiennent de tout acte de discrimination ou de violence à l'égard des femmes et des filles, y compris en exerçant la diligence voulue en vue de prévenir les actes de violence à l'égard des femmes commis par des entreprises privées, telles que les intermédiaires d'Internet, d'enquêter à leur sujet et d'en punir les auteurs (A/HRC/38/47, par. 62). Le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit la liberté d'opinion et d'expression a aussi souligné que les restrictions imposées par l'Etat aux contenus devraient être prévues par la loi, poursuivre l'un des objectifs énoncés au paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte et respecter les principes de nécessité et proportionnalité (voir A/HRC/17/27, par. 24, et A/66/290, par. 15).

⁵⁰ Constitué d'instruments juridiques non contraignants mais faisant autorité sur la teneur des obligations contractées par les États parties aux conventions et apportant des clarifications sur la façon d'interpréter les dispositions d'un traité, par exemple les recommandations générales de la CEDAW, notamment la recommandation générale n° 35 sur la violence basée sur le genre à l'encontre des femmes, adoptée en 2017. Cette recommandation reconnaît que les États parties ont approuvé l'interprétation du Comité, entraînant ainsi une évolution de l'*opinio juris* et de la pratique des États concernant l'interdiction de la violence de genre, qui est devenue un principe du droit international coutumier (voir RG 35, paragraphe 2). Cela signifie que même les États n'ayant pas ratifié la Convention CEDAW sont tenus, en vertu du droit international des droits humains, de protéger les femmes contre la violence basée sur le genre. De façon générale, bien que les recommandations générales ne soient pas juridiquement contraignantes, elles constituent des interprétations faisant autorité des obligations des États et recommandent des mesures ciblées pour mettre en œuvre les dispositions du traité ainsi que des normes de responsabilité pour la Convention CEDAW. Aucun État partie n'a contesté les recommandations générales traitant de la violence basée sur le genre à l'égard des femmes ni remis en question la compétence du Comité pour aborder cette problématique.

⁵¹ A/61/122/Add.1 et Corr.1

numériques comme étant des catalyseurs de droits, et de l'espace numérique comme constituant un prolongement de droits détenus hors ligne, a ouvert la voie à un débat sur la façon dont les technologies numériques influent sur les droits des femmes et des filles, notamment en ce qui concerne la violence fondée sur le genre⁵².

De son côté, la Commission de la condition de la femme a appelé en 2013, dans ses conclusions concertées, les États à utiliser les TIC pour autonomiser les femmes et à élaborer des mécanismes pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles⁵³.

En 2013 également, l'Assemblée générale, dans sa résolution 68/181, est allée plus loin en se déclarant gravement préoccupée par le fait que les femmes se consacrant à la défense des droits de l'homme étaient en danger et étaient victimes de violations perpétrées à la fois en ligne et hors ligne par des acteurs étatiques et non étatiques et elle a demandé aux États d'agir avec la diligence voulue et de traduire rapidement en justice les auteurs de ces violations.

En 2015, le Conseil des droits de l'homme, dans sa résolution 29/14 (2015) sur l'élimination de la violence domestique, reconnaît que celle-ci peut inclure des actes de cyberintimidation et de cyberharcèlement.

En 2016, l'Assemblée générale, dans sa résolution 71/199, a constaté que les femmes étaient particulièrement touchées par les violations du droit à la vie privée à l'ère du numérique et a appelé tous les États à continuer d'élaborer des mesures de prévention et des voies de recours.

En 2017, le Conseil des droits de l'homme, dans sa résolution 34/7 (2017) considère que les abus du droit à la vie privée à l'ère numérique peuvent avoir des effets particuliers sur les femmes, les enfants et les personnes en situation de vulnérabilité.

Dans le cadre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), la Recommandation générale n° 19 sur la violence à l'égard des femmes, a été adoptée en 1992 et a été actualisée en 2017 par la Recommandation générale n°35 sur la violence à l'égard des femmes fondée sur le genre. **Dans sa recommandation générale n° 35 (2017), le Comité précise que la Convention est pleinement applicable aux environnements créés par la technologie, tels que l'Internet et les espaces numériques.** La VBGFT constitue en effet une nouvelle forme de violence à l'égard des femmes fondée sur le genre qui relève de son mandat. Cette violence se « *manifeste sous des formes multiples, interdépendantes et récurrentes, dans des contextes divers, publics ou privés, y compris dans les cadres créés par la technologie* ». Le texte fait également mention des « *formes de violence [exercées] en ligne et dans les autres espaces numériques* ». Le Comité met aussi l'accent sur la nature intersectionnelle de la violence fondée sur le genre et dresse une liste exhaustive des caractéristiques qui influent sur les expériences de violence. Dans sa recommandation générale n° 36 (2017) sur le droit des filles et des femmes à l'éducation, le Comité a également reconnu la manière dont les filles sont touchées par le cyberharcèlement, notamment en ce qui concerne leur droit à l'éducation⁵⁴.

La question de la VBGFT a été soulevée par des titulaires de mandat⁵⁵ au titre des procédures spéciales⁵⁶ et des organes conventionnels⁵⁷, ainsi que dans le cadre de l'Examen périodique

⁵² 29 Voir Association pour le progrès des communications et Hivos, « Global Information Society Watch 2013: Women's rights, gender and ICTs », 2013. A/HRC/38/47 12 GE.18-09877

⁵³ Voir E/2013/27

⁵⁴ Voir CEDAW/C/GC/36, par 70, 71.

⁵⁵ Terme officiel employé pour désigner les titulaires de mandats au titre de procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Ce sont des rapporteurs spéciaux, des experts indépendants ou des groupes de travail composés de cinq membres nommés par le Conseil et qui siègent à titre personnel.

⁵⁶ Voir A/76/258, A/HRC/38/47, A/HRC/38/47/Add.1, A/HRC/41/42/Add.1, A/HRC/41/42/Add.2 et A/HRC/44/52/Add.2.

⁵⁷ Voir Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, recommandation générale no 39 (2022).

universel⁵⁸. La Commission de la condition de la femme a entièrement consacré sa soixante-septième session à des questions relatives à la technologie⁵⁹.

Les organes des Nations Unies se sont également intéressés dans des rapports thématiques aux répercussions de la VBGFT spécifiquement à l'égard des femmes en visant certaines catégories de femmes plus exposées à la violence numérique, en raison de leur vulnérabilité⁶⁰ ou à cause de leurs activités professionnelles ou notoriété publique, telles les journalistes⁶¹, et les femmes politiques⁶². Dans ce dernier cas, la violence numérique constitue une attaque directe contre la visibilité des femmes et leur pleine participation à la vie publique.

UN TOURNANT POUR PREVENIR ET ELIMINER LES VIOLENCES CONTRE LES FEMMES ET LES FILLES DANS L'ENVIRONNEMENT NUMERIQUE

L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté le 14 novembre 2024 une résolution ambitieuse visant à lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles dans l'environnement numérique. Portée par la France et les Pays-Bas, et adopté par 170 pays, cette **résolution intitulée « Intensification de l'action menée pour prévenir et éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles : l'environnement numérique »** marque un tournant dans la reconnaissance et la lutte contre les menaces numériques pesant sur les femmes et les filles⁶³.

Ces violences numériques englobent « le harcèlement criminel, les menaces de mort et les menaces de violence sexuelle et fondée sur le genre ainsi que les tendances connexes observées dans les environnements numériques, comme le trolage, le cyberharcèlement et d'autres formes de harcèlement en ligne, y compris toute forme de conduite verbale ou non verbale non désirée à caractère sexuel, la surveillance et le pistage arbitraires ou illégaux, la traite des personnes, l'extorsion, la censure et le piratage des comptes numériques, des téléphones mobiles et autres appareils électroniques »⁶⁴.

La résolution met également en garde contre **les risques du « recours à l'intelligence artificielle peut avoir des répercussions considérables et porter atteinte de manière disproportionnée aux femmes et aux filles**, en particulier en raison des technologies nouvelles, en constante évolution, qui font naître de nouvelles formes de violence, telles que les hyper-trucages ».

Cette résolution exhorte les États à adopter des mesures multisectorielles et coordonnées pour prévenir et éliminer les violences dans l'espace numérique, en **réduisant la fracture numérique entre les genres**, en favorisant un accès égalitaire aux technologies numériques, luttant contre les discours de haine en ligne et hors ligne ciblant les femmes et les filles, en **imposant aux plateformes numériques la suppression des contenus violents**, notamment ceux relatifs à la violence sexuelle et en les encourageant à éliminer les contenus qui sexualisent ou exploitent les femmes et les filles.

⁵⁸ Voir A/HRC/53/11 et A/HRC/52/6.

⁵⁹ Voir E/2023/27-E/CN.6/2023/14.

⁶⁰ En juin 2023, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a organisé une réunion globale du Groupe d'experts sur le retrait d'Internet des contenus montrant des abus sexuels sur enfant. Celle-ci a rassemblé des gouvernements, des organisations de la société civile, des banques de développement et le secteur privé afin de lutter contre l'exploitation des enfants et les atteintes sexuelles à leur encontre en ligne.

⁶¹ Voir à titre d'exemple, le rapport de la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences sur les femmes journalistes, Conseil des droits de l'homme, 2020 ; et, UNESCO, *Legal and normative frameworks for combatting online violence against women journalists*, 2022: <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383789>

⁶² La violence en ligne contre les femmes politiques couvre « tout acte de violence fondée sur le genre qui est commis, facilité ou aggravé pleinement ou partiellement par l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, par exemple les téléphones portables et les smartphones, Internet, les plateformes des médias sociaux ou les courriers électroniques, et qui vise une femme parce qu'elle est une femme ou touche spécialement la femme » (Nations Unies, 2018)

⁶³ *A/C.3/79/L.17/Rev.1* : <https://documents.un.org/doc/undoc/ltd/n24/340/34/pdf/n2434034.pdf>

⁶⁴ *Ibid.*

Depuis 2017, **l'Assemblée générale et le Conseil des droits de l'homme ont adopté plusieurs résolutions condamnant la VBGFT spécifiquement contre les femmes journalistes**⁶⁵. Ils demandent aux États de créer et de préserver, en droit et dans la pratique, un environnement sûr et favorable qui permette aux journalistes d'exercer leur métier, notamment en mettant l'accent sur la lutte, en ligne et hors ligne, contre la discrimination sexuelle et sexiste et la violence à l'égard des femmes journalistes, ainsi que sur les particularités des menaces et des actes de harcèlement en ligne que subissent les femmes journalistes. S'appuyant sur les résultats d'une enquête réalisée en 2020 et sur d'autres travaux de recherche, l'International Center for Journalists a publié, à la demande de l'UNESCO, un rapport⁶⁶ mettant en évidence les violences systématiques auxquelles font face les femmes journalistes, notamment des menaces de mort et de viol, de la misogynie en ligne et de la manipulation psychologique organisée. Ces actes de violence causaient des préjudices moraux bien réels, décourageaient le journalisme d'intérêt général, mettaient fin à la carrière des femmes et privaient la société de voix et de points de vue importants. Le Secrétaire général de l'ONU, à l'occasion de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes, célébrée le 2 novembre 2022, a considéré que cette forme de violence constituait une grave menace pour les femmes journalistes⁶⁷. La Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression s'est penchée à plusieurs reprises sur les questions de genre, notamment dans des rapports sur la justice de genre⁶⁸, la désinformation genrée⁶⁹ et la sécurité des journalistes⁷⁰. Le Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles s'est inquiété de la surveillance généralisée des militantes en ligne⁷¹.

COOPERATION INSTITUTIONNELLE

La Plateforme des Mécanismes d'Experts Indépendants sur la Discrimination et la Violence à l'égard des Femmes (Plateforme EDVAW), lancée dans le cadre de la Commission de la condition de la femme (ONU) en 2018, permet la coopération entre les sept mécanismes internationaux et régionaux sur la violence et la discrimination à l'égard des femmes⁷², y compris sur la question de la dimension numérique de la violence à l'égard des femmes.⁷³

La Coalition d'action sur les technologies et l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes, et la Coalition d'action pour la lutte contre la violence fondée sur le genre, créées

⁶⁵ Voir à titre d'exemple, la résolution 76/173 de l'Assemblée générale des Nations Unies.

⁶⁶ Julie Posetti, Nermine Aboulez, Kalina Bontcheva, Jackie Harrison et Silvio Waisbord, Violence en ligne à l'égard des femmes journalistes : un aperçu mondial des incidences et impacts, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 2020: <https://www.icfj.org/sites/default/files/2021-03/Online%20Violence%20Against%20Women%20Journalists%20Global%20Snapshot%20French.pdf>

⁶⁸ A/76/258

⁶⁹ A/78/288. Voir aussi A/77/288.

⁷⁰ A/HRC/50/29.

⁷¹ Voir A/HRC/50/25.

⁷² La Rapporteuse Spéciale des Nations Unies sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences (SR VAW), Le Groupe de travail des Nations Unies sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles (WGDAW), Le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), La Rapporteuse sur les droits des femmes de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (RWA-IACHR), La Rapporteuse Spéciale sur les droits des femmes en Afrique de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (SR RWA), Le Groupe d'experts du Conseil de l'Europe sur la Lutte contre la Violence à l'égard des Femmes et la Violence Domestique (GREVIO), et la Rapporteuse sur les droits des femmes de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (RWA-IACHR).

⁷³ La dimension numérique de la violence à l'égard des femmes abordée par les sept mécanismes de la Plateforme EDVAW, Rapport thématique adopté* par la Plateforme des mécanismes indépendants d'experts sur la discrimination et la violence à l'égard des femmes précité.

dans le cadre du Forum Génération Égalité (FGE) de 2021⁷⁴, réunissent des acteurs clés tels que des gouvernements, système des Nations Unies, secteur privé, fondations philanthropiques, ainsi que des organisations féministes, de défense des droits des femmes et de la jeunesse. Leur objectif est de prévenir et d'éliminer la violence fondée sur le genre facilitée par les technologies. Pour ce faire, elles mobilisent les parties prenantes et en publiant un document de position dans lequel elles appellent à placer l'égalité de genre au cœur du Pacte numérique mondial⁷⁵. Lors de ce Forum, organisé par ONU Femmes et co-présidé par la France et le Mexique, les VBGFT, en particulier contre les femmes et les filles, a donc été reconnue comme un problème croissant nécessitant une action urgente. Les engagements pris lors du forum incluaient un ensemble de mesures pour renforcer les législations, améliorer les mécanismes de signalement et de soutien aux victimes, et sensibiliser le public aux dangers des VBGFT. En outre, des efforts ont été faits pour impliquer les plateformes de médias sociaux et les entreprises technologiques dans la prévention et la réponse à la violence en ligne.

Enfin, l'organisation des Nations unies a amorcé depuis 2021 le processus d'élaboration d'une Convention internationale globale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et de la communication à des fins criminelles. Certaines délégations de pays participant aux négociations estiment que la Convention doit être inclusive et intégrer les perspectives de genre. Le texte final présenté par le Comité spécial chargé d'élaborer la convention lors de la session de clôture le 19 août 2024 indique prendre en compte les questions de genre dans les efforts visant à prévenir et à combattre les infractions pénales visées par le traité, mais le texte est général et neutre de point de vue genre. Des dispositions érigent en infractions pénales entre autres, l'accès illégal à un système d'information et de communication (article 1), l'interception, par des moyens techniques, des données électroniques (article 8), les infractions relatives à des contenus en ligne présentant des abus sexuels sur enfant ou l'exploitation sexuelle d'enfants (article 14) et la diffusion non consentie d'images intimes des personnes (article 16).

Grâce à une interprétation dynamique du droit conventionnel, les organes des Nations Unies ont progressivement articulé un cadre cohérent autour du droit à une vie exempte de violence numérique, du droit à la liberté d'expression et du droit à la vie privée et à la protection des données personnelles.

FOCUS SUR LES STANDARDS INTERNATIONAUX ENCADRANT LES VIOLENCES HOMOPHOBES ET TRANSPHOBES

Avec l'essor des technologies numériques et des réseaux sociaux, les violences basées sur le genre ont trouvé de nouveaux terrains d'expression, amplifiant les discriminations et persécutions à l'encontre des populations les plus vulnérables. Parmi celles-ci, **les violences homophobes et transphobes facilitées par la technologie constituent une forme spécifique de VBGFT**, touchant particulièrement les personnes LGBTQIA+ (i.e., personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres, queer, intersexe, asexuelles - le « + » permettant d'inclure les nombreux autres termes désignant les genres et les sexualités).

Internet représente pourtant un espace crucial d'expression, d'information et de mobilisation pour les communautés LGBTQIA+ - en particulier dans des environnements inhospitaliers. C'est également un outil essentiel pour défendre et faire progresser l'égalité des droits et permettre aux groupes de s'organiser et de se connecter à l'intérieur des pays et au-delà des frontières nationales. Cependant, Internet est aussi le terrain d'une violence omniprésente, exacerbée par

⁷⁴ Action Coalition Technology and Innovation for Gender Equality, 2023: <https://techforgenerationequality.org/about>

⁷⁵ Les leaders de la Coalition d'Action sur l'Innovation et la Technologie pour l'Égalité de Genre : A+ Alliance, le gouvernement de l'Arménie, le gouvernement du Chili, Digital Grassroots, le gouvernement de la Finlande, le Global Fund for Women, l'UIT, Koç Holding, Microsoft, la Fondation Rockefeller, le gouvernement du Rwanda, Social Builder, le gouvernement de la Tunisie, et l'UNICEF. La déclaration conjointe a été approuvée par plusieurs organisations de la société civile et des individus dont la liste est disponible sur le lien suivant : https://docs.google.com/document/d/1wPv1ksk9crdWfltx4xhPNUQNflev_WQ/edit

l'anonymat des agresseurs, l'absence de cadre légal robuste et l'inaction, voire la complaisance, de certaines plateformes numériques.

Les manifestations de ces violences varient selon les contextes sociaux et politiques : dans les pays où l'homosexualité est criminalisée⁷⁶ *de jure* ou *de facto* (39 en Afrique, 25 en Asie, 4 en Amérique, 4 en Europe, et 6 en Océanie), les technologies numériques sont parfois détournées pour traquer, piéger et persécuter les personnes LGBTQIA+, via des applications de rencontre ou la surveillance des réseaux sociaux. Ailleurs, les personnes militantes des droits LGBTQIA+ sont victimes de campagnes de harcèlement de masse, orchestrées par des mouvements extrémistes ou masculinistes⁷⁷, cherchant à les réduire au silence. Ce climat de répression numérique a des conséquences directes : les victimes hésitent à signaler les violences de peur d'être arrêtées en raison de leur orientation sexuelle ou identité de genre. Les plateformes numériques comme Meta (Facebook, Instagram) ou *Grindr* manquent souvent de proactivité dans la protection de leurs utilisateurs⁷⁸, laissant prospérer des pratiques telles que le chantage, le *doxing* (divulgaration de données personnelles), le *outing* (révélation de l'identité de genre) et le harcèlement en ligne, incluant des menaces de viol ou de meurtre. Ces abus ont un effet dissuasif sur la liberté d'expression des personnes LGBTQIA+ et peuvent avoir des répercussions durables sur leur sécurité, leur santé mentale et leurs moyens de subsistance.

Si l'orientation sexuelle ne figure pas expressément parmi les motifs interdits de discrimination dans la plupart des instruments internationaux et régionaux des droits humains, son inclusion est permise par une interprétation flexible du principe de non-discrimination. **Le principe de « ne laisser personne de côté », inscrit dans l'Agenda 2030 pour le développement durable**, renforce cette reconnaissance.

3.1.2. Limites et défis

Malgré ces avancées, plusieurs défis persistent, en matière de réponse et de prévention, en raison du caractère complexe et dynamique des technologies et des violences qui y sont liées. **L'absence d'un cadre international contraignant spécifiquement dédié aux VBGFT** rend difficile une réponse harmonisée et cohérente à ce phénomène. La fragmentation et l'hétérogénéité des normes entre États entraînent des lacunes dans la répression des violences numériques, créant ainsi des failles dans la protection des victimes et la sanction des auteurs. Les cas impliquent généralement plusieurs victimes, auteurs et plateformes à travers différentes juridictions.

L'évolution rapide des nouvelles formes de violences accroît encore les lacunes en matière de connaissances et de données, ce qui fait que les gouvernements ont du mal à suivre les derniers développements. Depuis son lancement en 2017, l'Initiative Spotlight de la Commission européenne, appuyant le système des Nations Unies⁷⁹, a favorisé l'adoption ou le renforcement de 548 lois et politiques visant à mettre fin à la violence contre les femmes et les filles, y compris celles portant sur la dimension numérique de ces violences. Plusieurs pays ont ainsi intégré des dispositions spécifiques dans leurs législations pour lutter contre les cyberviolences dans le cadre de l'Initiative Spotlight, comme le Zimbabwe (Loi sur le Revenge porn), le Nigéria (Loi sur les cybercrimes) ou encore l'Argentine (Loi

⁷⁶ En décembre 2023, 61 États Membres des Nations Unies avaient des lois qui criminalisaient les relations sexuelles entre personnes consentantes du même sexe. Pour la liste des pays, voir : l'Association internationale des personnes lesbiennes et gays (ILGA), nos identités en état d'arrestation - état des lieux des persécutions étatiques subies par les minorités sexuelles et de genre dans les pays pénalisant les actes sexuels consensuels entre personnes de même sexe ou les expressions de genre non conformes 2023 deuxième édition, Genève – novembre 2023 [ilga.org : https://depenalisation-homosexualite.org/wp-content/uploads/2024/02/rapport-nos-identites-en-etat-darrestation-ilga-world-fr-2023.pdf](https://depenalisation-homosexualite.org/wp-content/uploads/2024/02/rapport-nos-identites-en-etat-darrestation-ilga-world-fr-2023.pdf)

⁷⁷ Human Rights Watch, « "Toute cette terreur à cause d'une photo" : Le ciblage en ligne et ses conséquences hors ligne pour les personnes LGBT au Moyen-Orient et en Afrique du Nord », 2023 : <https://www.hrw.org/fr/report/2023/02/21/toute-cette-terreur-cause-dune-photo/le-ciblage-en-ligne-et-ses-consequences-hors>

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ Initiative Spotlight, Nations Unies : vise à mettre fin aux violences faites aux filles et aux femmes : <https://spotlightinitiative.org/>

sur les violences numériques). Bien que cette initiative ait contribué à des progrès législatifs concernant la violence en ligne contre les femmes, plusieurs lacunes subsistent, notamment l'insuffisance du cadre juridique, le manque de sensibilisation et l'absence de contrôles adéquats des plateformes numériques.

L'application des lois existantes est souvent inefficace en raison du **manque de formation des autorités judiciaires** et des difficultés à identifier et poursuivre les auteurs de violences en ligne. Le conflit entre la protection des victimes et le respect de la liberté d'expression complexifie la mise en place de mesures efficaces contre les contenus haineux ou abusifs sans porter atteinte aux droits fondamentaux. Par ailleurs, l'absence de données exhaustives sur les VBGFT entrave l'évaluation de l'ampleur du phénomène et limite l'adoption de politiques publiques adaptées.

Une grande partie des dispositifs existants pour aborder la violence basée sur le genre en ligne est fragmentée, avec une **absence de normes et de vocabulaire communs**. Par ailleurs, la perception de la VBGFT comme une cybercriminalité plutôt que comme une question de discrimination structurelle et de violence fondées sur le genre, marginalise les dimensions de genre et les besoins spécifiques des femmes et des filles victimes. De plus, cette approche principalement répressive ne favorise pas une démarche globale et multisectorielle. La diversité des terminologies utilisées, telles que « violence en ligne », « violence numérique », « cyberviolence » ou encore « violence facilitée par les TIC », alimente la confusion et complique l'élaboration de réponses concertées. De plus, certaines lois ne définissent pas clairement les VBGFT, et n'ont pas suivi le rythme des évolutions technologiques et l'émergence des nouvelles formes de ce type de violence et sont donc d'ores et déjà déconnectées et obsolètes.

Par ailleurs, même lorsque des lois et des stratégies pour ériger les VBGFT en infraction existent, plusieurs barrières bureaucratiques, institutionnelles et culturelles entravent les démarches des victimes. Les professionnels de la justice et les forces de l'ordre, ne sont pas toujours formés ou équipés pour en assurer l'application effective, car ils ne sont pas assez sensibilisés à la question du genre et ne perçoivent en général pas la VBGFT comme une infraction grave.

Le faible taux de signalement des victimes s'explique en partie par un **manque de sensibilisation et de familiarité avec les mécanismes existants**, ainsi qu'une méconnaissance des lois en vigueur. Les enjeux et les solutions à apporter sont bien entendu différents en fonction du profil des victimes (par exemple, des jeunes filles mineures seront moins outillées que des femmes militantes⁸⁰). Cette situation trouve notamment ses origines dans le système éducatif, où les enseignants sont souvent insuffisamment formés et disposent de peu de ressources pour aborder la sécurité en ligne et la prévention des VBGFT, notamment sous l'angle du genre. Par ailleurs, dans de nombreux pays, les mécanismes de soutien aux victimes restent limités et les dispositifs de prévention et de lutte contre la violence numérique basée sur le genre demeurent insuffisants.

Face à ces enjeux, l'élaboration d'un traité international contraignant intégrant une approche genrée des violences numériques serait essentielle. Une coopération transnationale accrue et des formations adaptées pour les autorités judiciaires permettraient de renforcer la réponse juridique face aux VBGFT et d'assurer une meilleure protection des victimes.

3.2. Constats aux niveaux régional et national

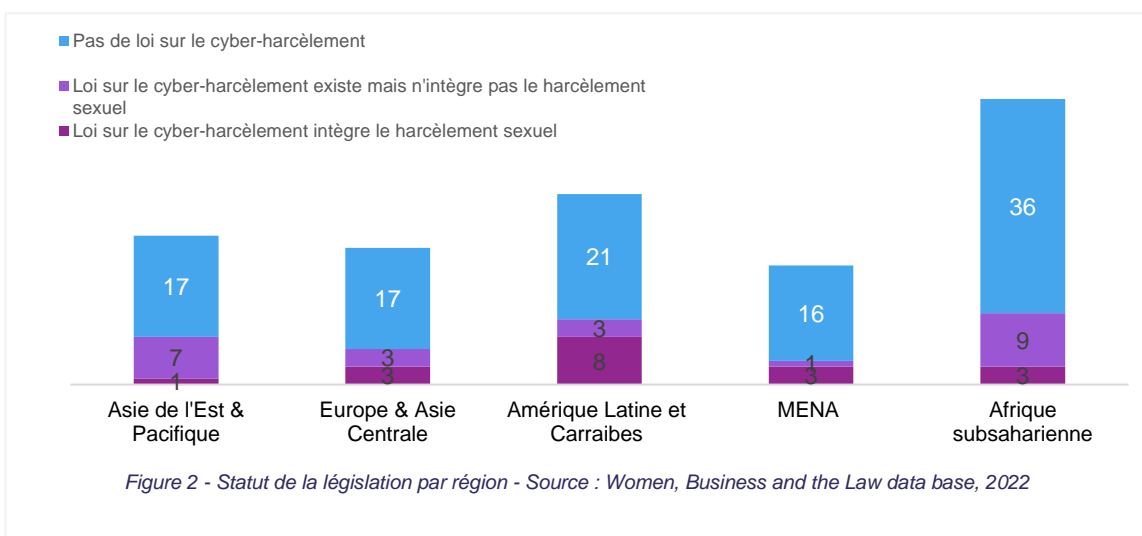
Au cours des deux dernières décennies, les législations nationales et des mesures de politiques publiques ont progressivement pris acte des VBGFT aussi bien en Afrique, Amérique Latine, Europe de l'Est, Asie et Pacifique.

De plus en plus d'États ont ainsi actualisé leurs cadres juridiques pour lutter contre ces violences, s'appuyant principalement sur des instruments tels que le droit pénal, les lois relatives à la

⁸⁰ Voir par exemple le Guide de lutte contre la violence digitale envers les femmes en Algérie, CRDI, 2024 : https://femicides-dz.com/wp-content/uploads/2025/01/Guide-pour-la-lutte-contre-la-violence-digitale-faite-aux-femmes-en-Algerie-FR.pdf?fbclid=IwY2xjawlyU79leHRuA2FlbQlxMAABHb7epYi_GTMn_hDN-vO4gO9llwmBOs6-lyAKbMhBPLd1wgNwew00Zwi5pA_aem_8HGF75bUixBEPdUOmJirrg

cybercriminalité, la législation sur la violence familiale et la violence à l'égard des femmes, ainsi que les textes portant sur les discours de haine, la protection des données, la vie privée et la sécurité numérique.

Cependant, **seules 30 % des législations nationales incluent des dispositions spécifiques contre le cyberharcèlement ciblant les femmes**. Environ 70 % de pays ne se sont pas encore dotés de textes spécifiques aux VBGFT⁸¹ et s'appuient sur plusieurs textes juridiques plus généraux, notamment le droit pénal général. Or, les dispositions pénales exigent souvent de prouver l'intention de causer un préjudice ou une souffrance morale à la victime, ce qui s'avère particulièrement complexe dans le cadre des violences en ligne, rendant ainsi plus difficile la condamnation des auteurs.



Dans les pays d'intervention de l'AFD, le phénomène des VBGFT varie en fonction de plusieurs facteurs, tels que le contexte politique, le taux de littératie numérique, le niveau d'éducation ou encore les conditions économiques. Toutefois, comme évoqué en introduction, le pourcentage de femmes utilisatrices d'internet et autres minorités de genre victimes de VBGFT est en général plus important dans ces pays qu'en Europe. Plusieurs éléments expliquent cette tendance⁸² : la législation en la matière peut être moins protectrice et/ou moins appliquée, les institutions étatiques sont parfois elles-mêmes auteurs de cyberharcèlement, en particulier dans les contextes autoritaires, et les normes patriarcales y restent souvent plus prégnantes et l'éducation et la sensibilisation à la cybersécurité moins généralisées.

Dans ce contexte, nous proposons ici d'examiner les caractéristiques principales des VBGFT dans les différentes régions du monde où intervient l'AFD : l'Asie, l'Afrique subsaharienne, le Moyen-Orient, l'Amérique latine et l'Europe de l'Est.

Une sous-catégorisation par aire géographique couverte par les Directions Régionales de l'AFD est proposée autant que possible afin de faciliter l'appréhension du sujet en vue de l'appel à projets.

3.2.2. Europe de l'Est & Voisinage européen

DIRECTION REGIONALE ÉLARGISSEMENT ET VOISINAGE EUROPEEN

⁸¹ Nelsy Reyhanne Marikel Affoum, Isabel Micaela Santagostino Recavarren, Nayantara Vohra, and Quentin Wodon, Protecting Women and Girls from Cyber Harassment: A Global Assessment of Existing Laws, Women, business and the Law, World Bank Group, 22 juin 2013: <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099456506262310384/idu0c7c3a5a70b56a04b250a31b0b32b8f5cd856>

⁸² Violence basée sur le genre facilitée par la technologie, « Rendre tous les espaces sûrs », UNFPA, 2021 : <https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPA-TFGBV-FR.pdf>

La Direction Régionale Élargissement et Voisinage Européen de l'AFD couvre un espace s'étendant de la mer Adriatique à la mer Caspienne qui se caractérise par une certaine diversité socio-économique et par une grande proximité géographique avec l'Union européenne. Ainsi, parmi les douze pays couverts (**Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie Herzégovine, Géorgie, Kosovo, Macédoine du Nord, Moldavie, Monténégro, Serbie, Türkiye, Ukraine**), figure l'ensemble des pays candidats à l'adhésion.

Nous présentons ci-dessous l'état des lieux des VBGFT et le cadre juridique en matière de lutte contre le phénomène dans un certain nombre de ces pays.

a. *Etat des lieux des VBGFT*

En Europe, les cyberviolences basées sur le genre sont en augmentation constante, à mesure que les réseaux sociaux s'étendent et que les nouvelles technologies, notamment l'intelligence artificielle (IA), offrent des outils toujours plus sophistiqués aux auteurs de ces violences. Cette montée en puissance se traduit par une diversification des formes de harcèlement et d'abus en ligne, touchant de manière disproportionnée les femmes, les militantes des droits humains, les journalistes et les personnalités politiques. On a pu le voir en France, par exemple, avec la journaliste Salomé Saqué qui a témoigné du harcèlement subi et de ses conséquences en termes de places des femmes en démocratie⁸³, tandis que les cyberattaques subies par la journaliste Nadia Daam⁸⁴ sont représentatives des violences intersectionnelles.

Une problématique qui touche toute l'Europe

Le cas français est loin d'être une exception. La montée des cyberviolences sexistes et de genre est observée dans toute l'Europe et dans les pays de voisinage européen, bien que des spécificités locales existent. Cela a poussé notamment le Conseil de l'Europe à mettre en place une liste de contacts pour l'assistance aux victimes LGBTQIA+ de discrimination ou de violence⁸⁵ - qui sont des cibles privilégiées des auteurs de VBGFT.

Dans les pays d'Europe centrale et orientale, la pénétration d'internet a fortement augmenté ces dernières années, atteignant par exemple 79 % en Ukraine en 2021 et 64 % en Moldavie selon la Banque Mondiale. Les taux sont légèrement supérieurs dans les Balkans (avec 85 % en Serbie et 83 % en Albanie en 2023⁸⁶) ou en Türkiye, avec 86 %⁸⁷. **Pour ce qui est de la prévalence des VBGFT, on ne dispose pas, en revanche, de données séparées du reste de l'Europe (74 %, pour rappel).**

Dans les **Balkans**, où la violence de genre, liée à un système patriarcal toujours bien vivant, est omniprésente, les réseaux sociaux représentent "*une lame à double tranchant*" : c'est à la fois un lieu de parole où les activistes peuvent partager leurs histoires "*autour de cette violence, mobiliser des soutiens, et plaider pour le changement*", note un article de Balkan Insight⁸⁸. Mais c'est aussi "*une nouvelle autoroute pour les abus*", du cyberharcèlement au *revenge porn*, du *doxxing* au *mass trolling*.

L'ensemble des acteurs semblent confirmer la hausse des VBGFT sur le territoire. Les organisations de la société civile des Balkans, telles que le Centre for Monitoring and Research⁸⁹ au Monténégro, rapportent des cas de harcèlement en ligne dont visant leurs militantes, particulièrement lors des actions

⁸³ Discours de Salomé Saqué à l'Unesco le 10 janvier 2025 : <https://www.tiktok.com/@salomesaque/video/7457519760671051030>

⁸⁴ "Le cas de la journaliste Nadia Daam : décryptage d'un cyberharcèlement", *Le Monde*, décembre 2017 : https://www.lemonde.fr/idees/article/2017/12/16/la-cas-nadia-daam-decryptage-d-un-cyberharcement_5230669_3232.html

⁸⁵ Conseil de l'Europe, *Orientation sexuelle, identité et expression de genre et caractéristiques sexuelle* : <https://www.coe.int/fr/web/soqi/victim-support-organisations>

⁸⁶ Utilisateurs d'internet, Albanie, Banque Mondiale, 2023 : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/IT.NET.USER.ZS?locations=AL>

⁸⁷ Utilisateurs internet, Turquie, Banque Mondiale, 2023 : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/IT.NET.USER.ZS?locations=TR>

⁸⁸ *For Women in the Balkans, Digital Space is a Double-Edged Sword*, Balkan Insight, juin 2023 : <https://balkaninsight.com/2023/06/07/for-women-in-the-balkans-digital-space-is-a-double-edged-sword/>

⁸⁹ Centre for Monitoring and Research: <https://cemi.org.me/en/about>

de sensibilisation. Plusieurs militantes ont rapporté être victimes de *cyberstalking*, de tentatives d'intimidation, de *trolling* et attaques misogynes, visant à brider leur engagement militant. Par ailleurs, les autorités – notamment albanaises – ont observé ces dernières années une augmentation générale des crimes commis dans l'espace numérique, avec une hausse particulièrement marquée des violences en ligne visant les femmes. Cette tendance est notamment visible dans la recrudescence des **cas de cyber-harcèlement**, en particulier sur les réseaux sociaux. À cet égard, une étude a révélé que **12 % des jeunes femmes et 5 % des jeunes hommes en Albanie** ont été victimes de **chantage** impliquant des **photos, vidéos ou autres contenus à caractère sexuel**⁹⁰.

La société turque est marquée pendant ces dernières années par la polarisation croissante en ce qui concerne les droits des femmes et les questions de genre - que l'on retrouve aussi bien en ligne qu'hors ligne. La **Türkiye** a historiquement bénéficié d'une société civile dynamique et engagée, avec des organisations de défense des droits des femmes représentant divers groupes, notamment les minorités ethniques, les défenseuses des droits humains, les journalistes, ainsi que les femmes et filles de diverses orientations sexuelles et identités de genre. Cependant, bien que ces organisations et initiatives restent actives, l'espace dédié au plaidoyer, au dialogue politique et à la participation aux prises de décision se réduit considérablement. **Les défenseuses des droits humains, en particulier celles travaillant sur la justice de genre, les droits des personnes LGBTQIA+ et celles issues de minorités ethniques, font l'objet de ciblage et de harcèlement hors ligne et en ligne.** Ces attaques sont perpétrées par des acteurs étatiques et non étatiques dans une tentative de délégitimer leur travail.

Des initiatives pour contrer les cyberviolences de genre

Face à ces menaces, certaines initiatives de la société civile émergent, afin de mieux outiller leurs membres face aux VBGFT. Ainsi, l'association roumaine Necuvinte dispense une formation renforcée à la sécurité numérique à ses membres, incluant des pratiques de sécurité en ligne telles que le renforcement de la sécurité des comptes, la reconnaissance des tentatives de phishing et la gestion des paramètres de confidentialité sur les réseaux sociaux. Des protocoles de signalement des incidents ont été établis, avec des procédures internes claires pour signaler et documenter le harcèlement en ligne, garantissant ainsi que les personnes concernées se sentent soutenues et puissent réagir efficacement. En cas d'escalade de la violence en ligne, un soutien juridique est également fourni aux membres de l'association, les aidant à déposer des plaintes officielles auprès des forces de l'ordre ou à poursuivre des recours juridiques. Enfin, les contenus et comportements abusifs ont été signalés directement aux plateformes de réseaux sociaux, plaidant pour une application plus stricte de leurs directives communautaires contre le harcèlement et la violence basée sur le genre.

Cependant, les cyberviolences de genre ne sont pas uniquement le fait d'individus : certains États y participent également. **L'Azerbaïdjan** figure parmi les pays du voisinage européen "contaminés" par la cybersurveillance de **Pegasus**⁹¹. Le pays aurait utilisé le logiciel contre des journalistes, des propriétaires de médias indépendants et des militants de la société civile, dans le cadre du conflit avec l'Arménie notamment.

Un manque de données et de réponses adaptées

Nous n'avons pas trouvé de données récentes et précises par pays ou groupe de pays sur les VBGFT, ni sur la stratégie des différents Etats d'Europe de l'Est et du voisinage européen pour lutter contre. Il est possible que leur situation soit plus ou moins proche de celle de l'Europe de l'Ouest et centrale, selon leur niveau de développement, les moyens déployés pour les combattre et le volontarisme des gouvernements en place.

⁹⁰ Dhëmba E. and Duci V. (2021), "Intimate partner violence and sexual violence among young people in Albania", AWEN: www.awenetwork.org/media/6488746058da0.pdf p.14.

⁹¹ *Pegasus, révélations sur un système mondial de surveillance*, Amnesty International, 2023 : <https://www.amnesty.fr/actualites/projet-pegasus-revelations-sur-un-systeme-mondial-de-surveillance>

b. Revue critique du cadre juridique

Afin de lutter contre le phénomène de VBGFT, différents instruments juridiques ont été adoptés au niveau du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne. Si ces instruments ont permis des avancées notables, des défis persistent, notamment en ce qui concerne l'harmonisation des législations nationales et l'efficacité des mesures de protection des victimes.

Conseil de l'Europe

Le Conseil de l'Europe est composé de 46 États membres, dont **l'Albanie, l'Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, République de Moldova, Monténégro, Macédoine du Nord, Serbie, Türkiye, et l'Ukraine**. La Convention du Conseil de l'Europe⁹² sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique – connue sous le nom de Convention d'Istanbul⁹³ – offre un cadre juridique important pour prévenir et combattre la dimension numérique de la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. La plupart des membres du conseil de l'Europe y sont parties, à l'exception de **l'Azerbaïdjan** qui n'a ni signé ni ratifié la Convention. **L'Arménie** a seulement signé la convention sans ratification. Le retrait de la **Türkiye** de la Convention en 2021⁹⁴, pour menace des "valeurs familiales" et la "normalisation de l'homosexualité", est symptomatique de l'érosion des droits humains dans le cadre du régime conservateur en place. Dans le cadre de l'interprétation de la Convention, des progrès ont été réalisés en ce qui concerne la reconnaissance des formes numériques de violence à l'égard des femmes en tant que violation du droit à la vie privée⁹⁵.

Parallèlement, la Convention de Budapest du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité offre un cadre juridique contraignant en matière de cybercriminalité et exploitation sexuelle des enfants. Elle vise à assurer la collecte de preuves et à instaurer une coopération transfrontière et internationale, y compris dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes en ligne.

En 2021, le Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO) a constaté que la dimension numérique de la violence à l'égard des femmes est souvent négligée dans les lois et politiques nationales. Pour y remédier, une recommandation générale sur la dimension numérique de la violence à l'égard des femmes est adoptée⁹⁶. Le texte englobe un large éventail de comportements qui relèvent de la définition de la violence à l'égard des femmes figurant à l'article 3 a de la Convention d'Istanbul⁹⁷ et recommande aux États parties d'adopter une réponse globale et de prendre les mesures dans les domaines de la prévention, de la protection, des poursuites et des politiques coordonnées. Le GREVIO examine aussi les mesures prises par les États parties pour lutter contre la dimension numérique de la violence à l'égard des femmes, notamment dans ses récents rapports d'évaluation de référence sur l'Albanie.

Dans ce dernier rapport d'évaluation portant sur **l'Albanie**, publié en 2024⁹⁸, le GREVIO se félicite des mesures prises par les autorités pour lutter contre la VBGFT, notamment avec la création d'une unité de police spécialisée. Cependant, comme cette unité n'est pas spécifiquement dédiée aux violences faites aux femmes, il existe des inquiétudes quant à l'adéquation des réponses apportées. Le rapport

⁹² Depuis 2013, le Conseil de l'Europe permet à tout État non-membre d'adhérer aux traités de l'organisation : Voir le tableau sur <https://rm.coe.int/16806cac22>.

⁹³ Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (CETS No. 210) adoptée le 11/05/2011 et entrée en vigueur le 01/07/2014 : <https://rm.coe.int/1680084840>

⁹⁴ Voir la liste des pays sur ce lien : <https://www.coe.int/en/web/conventions/full-list?module=signatures-by-treaty&treaty=210>

⁹⁵ L'affaire Buturuga c. Roumanie a donné lieu à la première reconnaissance explicite de la cyberviolence par la Cour européenne des droits de l'homme : 8. Buturuga c. Roumanie, n° 56867/15, 11 février 2020.

⁹⁶ GREVIO, Recommandation générale No. 1 sur la dimension numérique de la violence à l'égard des femmes du 20 octobre 2021 : <https://rm.coe.int/recommandation-no-du-grevio-sur-la-dimension-numerique-de-la-violence-/1680a49148>

⁹⁷ Selon cette définition, le terme « violence à l'égard des femmes » désigne « tous les actes de violence fondés sur le genre qui entraînent, ou sont susceptibles d'entraîner pour les femmes, des dommages ou souffrances de nature physique, sexuelle, psychologique ou économique, y compris la menace de se livrer à de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou privée ».

⁹⁸ GREVIO, First thematic evaluation report Building trust by delivering support, protection and justice- Albania, 2024, p. 9: <https://rm.coe.int/grevio-s-first-thematic-evaluation-report-on-albania/1680b1a0ca>

recommande à l'Albanie d'accorder davantage d'attention et de ressources à la prévention et à la répression de ces violences. Cela pourrait passer par des réformes législatives, tant sur le fond que sur la procédure, ainsi que par la création d'unités spécialisées chargées d'enquêter et de poursuivre ces crimes.

Le Conseil de l'Europe dispose d'autres instruments de droit non-contraignant – notamment la Recommandation CM/Rec(2019)1 du Comité des ministres sur la prévention et la lutte contre le sexisme, la Recommandation CM/Rec(2018)2 sur les rôles et responsabilités des intermédiaires d'internet et l'étude cartographique sur la cyberviolence du Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY) – qui abordent tous, d'une manière ou d'une autre, des aspects liés à la dimension numérique de la violence à l'égard des femmes.

La lutte contre les violences numériques faites aux femmes est également sur « l'Agenda numérique du Conseil de l'Europe 2022-2025. Protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit dans l'environnement numérique »⁹⁹.

Union européenne

Dans le cadre de sa politique de voisinage avec les pays non-membres de l'UE, l'Union a mis en place depuis 2009 un partenariat oriental, pour renforcer ses relations avec la plupart de ses voisins orientaux : **l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine**. Les questions relatives aux droits de l'homme, à la démocratie et à l'État de droit, ainsi que le renforcement des OSC et la mise en place de sociétés justes et inclusives font partie des axes stratégiques de la coopération. L'UE soutient en effet ses partenaires dans leur cheminement vers des réformes démocratiques durables, y compris au niveau de l'égalité de genre et l'élimination des violences de genre. Parmi les objectifs clés du partenariat pour 2025, il y a l'investissement dans des sociétés inclusives, égalitaires en matière de genre et diversifiées, ainsi que dans la communication stratégique – 2 500 organisations locales de la société civile, 120 médias indépendants et 2 000 journalistes soutenus¹⁰⁰.

L'Union européenne a renforcé son engagement dans la lutte contre la violence basée sur le genre à travers plusieurs initiatives récentes :

- La stratégie de l'UE en matière d'égalité des sexes 2020-2025 vise à renforcer la lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes, y compris dans l'environnement numérique¹⁰¹.
- En 2023, elle a adhéré à la Convention d'Istanbul, marquant une avancée importante pour l'harmonisation des efforts au sein des États membres.¹⁰²
- De plus, la loi sur les services numériques (DSA)¹⁰³, qui réglemente les intermédiaires et les plateformes en ligne, impose désormais une responsabilité accrue aux prestataires de services pour créer un espace numérique plus sûr pour les utilisateurs.

⁹⁹ Conseil de l'Europe, Agenda numérique du Conseil de l'Europe 2022-2025. Protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit dans l'environnement numérique, 2022 : <https://edoc.coe.int/en/artificial-intelligence/11892-agenda-numerique-du-conseil-de-leurope-2022-2025-protéger-les-droits-de-lhomme-la-democratie-et-letat-de-droit-dans-lenvironnement-numerique.html>

¹⁰⁰ https://enlargement.ec.europa.eu/european-neighbourhood-policy/eastern-partnership_en

¹⁰¹ Commission européenne, Communication de la commission au parlement européen, au conseil, au comité économique et social européen et au comité des régions : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A52020DC0152>

¹⁰² Union européenne, Adhésion de l'Union européenne à la convention d'Istanbul : <https://eur-lex.europa.eu/FR/legal-content/summary/eu-accession-to-the-istanbul-convention.html>

¹⁰³ Union européenne, Règlement sur les services numériques : <https://eur-lex.europa.eu/FR/legal-content/summary/digital-services-act.html>

- Par ailleurs, la directive (UE) 2024/1385 du 14 mai 2024 relative à la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique¹⁰⁴ constitue un engagement législatif significatif pour lutter contre la violence envers les femmes.
- L'adoption de la législation novatrice sur l'IA en 2024¹⁰⁵ est une autre étape importante pour l'Union européenne afin d'harmoniser les règles relatives à l'intelligence artificielle dans ses Etats membres. Alors qu'il s'agit de la première législation de ce type dans le monde et représente une opportunité pour atténuer quelques-uns des risques posés par un mauvais usage de l'IA tels que les « deepfakes », **le règlement européen ne contient pas de référence explicite aux cyberviolences contre les femmes ou basées sur le genre**. De plus, le Règlement ne se réfère à l'égalité femmes-hommes que de façon générale¹⁰⁶.

La **Macédoine du Nord**¹⁰⁷ est classée 44^{ème} sur 177 dans l'indice WPS 2023-2024¹⁰⁸. Le pays a entrepris plusieurs réformes visant la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et l'introduction de la notion de genre de façon transversale. La Macédoine du Nord a ratifié la Convention d'Istanbul en juillet 2018. Elle est appliquée dans le cadre du Plan d'action (2018-2023) qui a été adopté et qui définit des activités, les principales institutions chargées de sa mise en œuvre, des indicateurs et un calendrier pour l'harmonisation de la législation interne. La nouvelle loi sur la prévention et la protection contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique adoptée en 2021 est pleinement harmonisée avec la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Elle permet ainsi une réponse multidisciplinaire intégrée dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Les principales nouveautés sont les nouvelles formes de violences : l'article 3 de la loi couvre la violence physique, psychologique, économique et sexuelle, la traque furtive (stalking), le harcèlement sexuel hors ligne et en ligne. Le harcèlement sexuel en ligne est défini dans le glossaire que prévoit la loi, comme une forme spécifique de violence fondée sur le genre comme tout comportement verbal, non verbal ou autre, de nature sexuelle, ayant pour but ou pour effet de porter atteinte à la dignité, ou de créer un environnement menaçant, hostile, humiliant ou intimidant, via des moyens de communication électroniques. **Toutefois, la loi ne prévoit pas de mesures spécifiques pour la protection contre la VBGFT.**

La **Turkiye**¹⁰⁹ est classée 99^{ème} sur 177 dans l'indice WPS 2023-2024¹¹⁰. La violence à l'encontre des femmes issues de groupes minoritaires est particulièrement préoccupante, tandis que la VBGFT spécifiquement à l'encontre les femmes et les filles est un problème émergent. L'article 10 de la Constitution dispose explicitement que toutes les personnes sont égales devant la loi, sans discrimination fondée notamment sur la langue, la race, la couleur, le sexe, l'opinion politique, la

¹⁰⁴ Journal officiel de l'Union européenne, Directive (UE) 2024/1385 du 14 mai 2024 sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, L 2024/1385, 24/05/2024 : https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=OJ:L_202401385&qid=1737121178106

¹⁰⁵ Règlement (UE) 2024 établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle et modifiant les règlements (CE) n° 300/2008, (UE) n° 167/2013, (UE) n° 168/2013, (UE) 2018/858, (UE) 2018/1139 et (UE) 2019/2144 et les directives 2014/90/UE, (UE) 2016/797 et (UE) 2020/1828 (règlement sur l'intelligence artificielle) : <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/PE-24-2024-INIT/fr/pdf>

¹⁰⁶ Lobby européen des femmes, Rapport sur la cyber violence contre les femmes, 2024 : https://www.womenlobby.org/IMG/pdf/ewl_french.pdf

¹⁰⁷ Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur l'Examen périodique universel Quarante-sixième session 29 avril-10 mai 2024 Rapport national soumis comme suite aux résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'Homme* Macédoine du Nord : <https://docs.un.org/fr/A/HRC/WG.6/46/MKD/1>

¹⁰⁸ Women Peace and Security Index, 2023-24 : <https://qiwps.georgetown.edu/wp-content/uploads/2023/10/WPS-Index-full-report.pdf>

¹⁰⁹ Visite en Turquie Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes et les filles, ses causes et ses conséquences, Reem Alsalem, Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies, A/HRC/53/36/Add.1 juin 2023 : <https://docs.un.org/fr/A/HRC/53/36/Add.1>

¹¹⁰ Women Peace and Security Index, 2023-24 : <https://qiwps.georgetown.edu/wp-content/uploads/2023/10/WPS-Index-full-report.pdf>

croyance philosophique ou la religion. Au niveau du cadre législatif et politiques de lutte contre la violence à l'égard des femmes, des progrès considérables ont été réalisés en matière de lutte contre la discrimination et de prévention de la violence à l'égard des femmes et des filles. La loi n° 6284/2012 sur la protection de la famille et la prévention de la violence contre les femmes et son règlement d'application constituent un cadre important pour prévenir la violence et protéger les victimes, y compris pour les VBGFT. Elle est fondée sur la Constitution et les accords internationaux auxquels la Türkiye est partie, notamment la Convention du Conseil de l'Europe. Pour autant, bien que la loi introduise des initiatives prometteuses, son application reste limitée en raison d'un manque d'opérationnalisation effective. Parmi les principaux obstacles une coordination insuffisante entre la police, le système judiciaire, les services sociaux, le système de santé et les autres acteurs concernés, et une mise en œuvre incomplète des mesures prévues, notamment au niveau local et dans les zones reculées. En outre, le retrait de la Türkiye de la Convention d'Istanbul en 2021¹¹¹ a non seulement ralenti les avancées, mais a aussi créé une confusion quant à la légalité et l'applicabilité de certaines dispositions clés de la loi n° 6284, qui s'appuyaient sur cette convention. Ce retrait a renforcé la désinformation propagée par certaines figures publiques et des groupes conservateurs au sein de la société turque, notamment autour du terme "genre".

La **Bosnie Herzégovine**¹¹² est classée 55^{ème} sur 177 dans l'indice WPS 2023-2024¹¹³. La Bosnie-Herzégovine est également Partie contractante à la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité (Convention de Budapest) (STCE n° 185). Dans son rapport de 2022, le GREVIO a encouragé les autorités de Bosnie-Herzégovine à modifier la législation pertinente afin de criminaliser de manière adéquate le harcèlement criminel, qu'il soit commis dans ou en dehors du cadre familial/domestique, en précisant ses éléments constitutifs, conformément à l'article 34 de la Convention d'Istanbul. Il encourage également les autorités à organiser des formations spécialisées à destination des forces de l'ordre, des procureurs et des juges sur la nature genrée et la gravité du harcèlement criminel, y compris le harcèlement via les moyens numériques et technologiques, afin de garantir une criminalisation effective et l'application de sanctions proportionnées et dissuasives. Le rapport incite également le pays à collecter des données sur le nombre de cas de harcèlement criminel, y compris dans sa dimension en ligne, afin d'évaluer l'ampleur du phénomène et de mettre en place des mesures adaptées. En 2025, le Conseil de l'Europe a lancé un projet en Bosnie-Herzégovine pour harmoniser les lois et pratiques avec les normes européennes contre la violence numérique et sexuelle à l'égard des femmes. Ce projet, basé sur un pilote de 18 mois, se concentre sur trois axes : renforcer les lois et politiques de protection, améliorer les capacités des institutions, et sensibiliser à la violence numérique et sexuelle¹¹⁴.

3.2.2. Afrique

L'AFD est largement présente en Afrique avec 6 directions régionales :

- **La direction régionale Afrique du Nord** couvre 5 pays : Algérie, Egypte, Lybie, Maroc et Tunisie.
- **La Direction régionale Grand Sahel** couvre 9 pays : Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad, Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau et Cap-Vert.

¹¹¹ Le 20 mars 2021, le Président de la Turquie a émis la décision n° 3718, annonçant le retrait du pays de la Convention. Le 28 avril 2022, le Conseil d'État a examiné dix recours contestant cette décision. Dans son avis, le Parquet du Conseil d'État a estimé que le retrait par décision présidentielle était illégal, car la ratification initiale avait été approuvée par le Parlement. Cependant, le 19 juillet 2022, la 10^e Chambre du Conseil d'État a voté à trois voix contre deux le rejet de la demande d'annulation de la décision présidentielle.

¹¹² Conseil de l'Europe, Plan d'action pour la Bosnie, 2022-2^e25 : <https://rm.coe.int/action-plan-bosnia-and-herzegovina-2022-2025-eng/1680a54231>

¹¹³ Woman Peace and Security Index, 2023-2024 : <https://giwps.georgetown.edu/wp-content/uploads/2023/10/WPS-Index-full-report.pdf>

¹¹⁴ Conseil de l'Europe, *Next stage in combating digital and sexual violence against women in Bosnia and Herzegovina*, Février 2025 : <https://www.coe.int/en/web/sarajevo/-/next-stage-in-combating-digital-and-sexual-violence-against-women-in-bosnia-and-herzegovina>

- **La Direction régionale golfe de Guinée** couvre 8 pays : Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Libéria, Nigéria, Sierra Leone et Togo.
- **La Direction régionale Afrique centrale** couvre quant à elle, 7 pays : Cameroun, Congo, République centrafricaine, Gabon, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et Guinée équatoriale.
- **La Direction régionale Afrique de l'Est** couvre 11 pays : Burundi, Djibouti, Éthiopie, Érythrée, Kenya, Ouganda, Rwanda, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tanzanie.
- Enfin, la **Direction régionale Afrique australe** couvre 10 pays : Afrique du Sud, Angola, Botswana, Eswatini, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Zambie et Zimbabwe.

Nous présentons ci-dessous l'état des lieux des VBGFT et le cadre juridique en matière de lutte contre le phénomène dans un certain nombre des pays de ces 6 sous-ensembles régionaux calqués sur les découpages géographiques de l'AFD, à partir des données que nous avons pu rassembler.

a. *Etat des lieux des VBGFT*

Le continent africain offre un paysage contrasté en termes de pénétration du numérique¹¹⁵. D'un côté les populations d'Afrique du Sud, et dans une moindre mesure du Maghreb ou d'Egypte sont connectées à plus de 70 %. De l'autre, l'Afrique de l'Est a le taux d'utilisation d'internet le plus bas du monde, estimé à 29 %, avec pourtant de grandes disparités (41 % au Kenya en 2022 selon la Banque mondiale, 34 % au Rwanda, 19 % en Ethiopie ou encore 11 % au Burundi). Ce taux tourne autour de 50 % des personnes habitant en Afrique de l'Ouest, où la progression est rapide, puisqu'il était d'à peine 20 % en 2015. Là aussi, on peut observer de fortes différences d'un pays à l'autre, avec 60 % au Sénégal, 38 % en Côte d'Ivoire et au Togo ou encore 35 % au Nigéria.

Au global, le taux moyen de connexion des Africains reste le plus bas des cinq continents. Malgré ces disparités, les VBGFT sont en forte croissance sur l'ensemble du continent.

Une cyberviolence omniprésente mais sous-documentée

Les VBGFT sont très présentes en Afrique subsaharienne avec 90 % de prévalence, selon l'enquête de The Economist¹¹⁶. Au Sénégal, comme dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, l'essor des réseaux sociaux a favorisé une recrudescence de ces violences. Pourtant, le manque de documentation sur le phénomène complique l'élaboration de réponses adaptées. Certaines ONG locales tentent néanmoins d'y remédier, à l'image de la campagne #TaxawTem! Aar Suñu Bopp, lancée à l'été 2023 pour sensibiliser la population sénégalaise aux dangers des cyberviolences sexistes¹¹⁷.

Face à la montée de ces violences, la société civile semble ainsi se mobiliser sur le sujet dans chaque pays et au niveau du continent, avec notamment des tentatives d'imaginer un "internet féministe" comme horizon, à l'image de l'enquête "AlternAte reALities, AlternAte internets", publié en 2020¹¹⁸. Au-delà de la perspective qu'elle dessine, cette étude ne manque pas de dénoncer les blocages actuels dans la prise en charge de la problématique sur le continent. *"La violence en ligne contre les femmes est souvent considérée comme triviale, avec des sanctions très faibles de la part des autorités, qui parfois aggravent les choses en blâmant les victimes"*, fustige le rapport. Il mentionne le cas de Desire Luzinda, en Ouganda, qui a ainsi fait des excuses publiques en 2014 après avoir été accusée

¹¹⁵ Rapport du Groupe de la Banque mondiale sur la numérisation dans le monde, mars 2024 : <https://www.banquemondiale.org/fr/news/immersive-story/2024/03/05/global-digitalization-in-10-charts>

¹¹⁶ Measuring the prevalence of online violence against women, The Economist Intelligence Unit, 2021/ <https://onlineviolencewomen.eiu.com/>

¹¹⁷ AfricTivistes lance #TaxawTem! Aar Suñu Bopp contre les violences sexistes en ligne, août 2023 : <https://africativistes.com/fr/africativistes-lance-taxawtemm-aar-sunu-bopp-contre-les-violences-sexistes-en-ligne/>

¹¹⁸ "AlternAte reALities, AlternAte internets. African Feminist Research for a Feminist Internet", Pollicy, Association for Progressive Communications, 2020 : <https://ogbv.pollicy.org/report.pdf>

d'«exhibition de matériel pornographique» pour la diffusion de photos intimes d'elle sans son consentement.

Les témoignages de 3 306 femmes âgées de 18 à 65 ans, interrogées en **Ethiopie, Kenya, Ouganda, Sénégal et Afrique du Sud** (en tête-à-tête ou à travers des «*focus groups*») confirment le manque de données sur le sujet à l'échelle du continent pour qualifier un phénomène très présent. *«Je pense que la plupart des femmes subissent cette violence ou ce harcèlement mais n'en n'ont pas conscience ou la normalisent. Je ne me considérais pas comme une victime de violence de genre en ligne avant que vous ne me le disiez»*, fait savoir une participante en Ethiopie. Une partie des femmes n'ont ainsi pas conscience de subir des violences liées à leur genre.

Focus Afrique du Nord

En Afrique du Nord, les VBGFT représentent une menace croissante pour les femmes et les filles et les personnes LGBTQIA+. Ainsi, la problématique des VBGFT est décrite comme un «fléau» en **Tunisie**¹¹⁹ rendant nécessaire en urgence des «*réformes adaptées pour renforcer le cadre législatif*». L'Association tunisienne des femmes démocrates a révélé différentes formes de violence faite aux femmes, mentionnant spécifiquement le cyberharcèlement comme une forme émergente de VBGFT¹²⁰. Le cyberharcèlement sexuel est identifié comme une forme de violence de plus en plus fréquente dans le pays. Pour autant, la définition, les formes et la prévalence sont encore mal cernées. Selon les données des centres d'écoute des associations ATFD, AFTURD (Association des Femmes Tunisiennes pour la Recherche et le Développement) et AFC/Le Kef (Association Femme et Citoyenneté), les plaintes pour cyberharcèlement sexuel représenteraient plus d'un tiers des consultations au cours de l'année 2020. Une enquête en ligne sur le cyber harcèlement menée par la Fondation Friedrich Ebert a révélé que seulement 33,5 % des victimes portent plainte, tandis que 66,5 % ne le font pas. Déjà, en 2019, le mouvement #EnaZeda, l'équivalent tunisien du #MeToo, a pris naissance à la suite d'un scandale impliquant un député accusé de harcèlement sexuel, dont des photos ont circulé sur les réseaux sociaux. Le mouvement s'est rapidement propagé sur Twitter. L'organisation féministe Aswat Nissa (Voix de femmes) a créé un groupe Facebook #EnaZeda pour soutenir la lycéenne victime et offrir un espace d'expression aux autres victimes de violences sexuelles¹²¹. En quelques mois, ce groupe a rassemblé près de 40 000 membres et des centaines de témoignages. Ce qui a commencé comme un simple hashtag s'est transformé en un véritable mouvement social sans précédent en Tunisie, donnant aux victimes le courage de briser le silence et de porter plainte contre leurs agresseurs, et illustrant de ce fait l'ampleur du phénomène. Les pouvoirs publics prennent progressivement la mesure du problème. En 2021, le ministère de la Femme a condamné les VBGFT contre les Tunisiennes défendant la liberté et les droits de l'Homme. Le Ministre de la Femme, de la famille, de l'enfance et des seniors a affirmé que «la dignité de la femme tunisienne est au-dessus de toutes les considérations» et a condamné la cyberviolence ciblant les femmes qui défendent les droits de l'Homme et des libertés, en affirmant que la loi sera appliquée contre les contrevenants.

En **Égypte** également, les acteurs du terrain identifient une forte augmentation du harcèlement sexuel et de l'extorsion en ligne contre les femmes et les filles ces dernières années - sans réponse adéquate des autorités¹²². Les VBGFT prennent diverses formes, telles que le partage d'images sans consentement, l'exploitation, le harcèlement et la traque en ligne. Il semble que les femmes sont souvent

¹¹⁹ «Cyberharcèlement en Tunisie : quand le virtuel devient une violence réelle», Fance 24, décembre 2024 : <https://www.france24.com/fr/afrique/20241214-cyberharc%C3%A8lement-en-tunisie-quand-le-virtuel-devient-une-violence-r%C3%A9elle>

¹²⁰ ATFD, Les trajectoires de lutte contre la violence faite aux femmes, entre blocage et résilience : <https://atfd-tunisie.org/wp-content/uploads/2022/11/Etude-ATFD-2022.pdf>

¹²¹ Aswat Nissa : <https://www.aswatnissa.org/ena-zeda/>

¹²² Egyptian Initiative for Personal Rights, «Crises of Women and Girls Rights in Egypt 2019-2024»: <https://nwrcegypt.org/en/joint-upr-submission-the-crisis-of-womens-and-girls-rights-in-egypt-2019-2024/>

les principales victimes de ces actes violents¹²³. La Fondation New Woman, qui offre un soutien aux femmes, rapporte que 90 % des demandes d'aide proviennent de femmes victimes de violence en ligne. La Fondation des Femmes Avocat·es Égyptiennes (Egyptian Female Lawyers (EFLI)) leur fournit une assistance juridique, psychologique et technique. Il semble que les VBGFT contre les femmes ont augmenté dans le pays pendant les confinements liés au COVID-19 en 2020, alors que les gens passaient plus de temps en ligne.

Au **Maroc**, le Haut-commissariat au Plan a enquêté sur la situation en la matière dans cet autre pays du Maghreb, pour constater que les adolescentes (15-19 ans) sont les plus touchées, avec 34 % de victimes de cyberviolence, suivies des 20-24 ans qui sont 28 % à avoir été visées¹²⁴. Là aussi, la *“peur du rejet social”* empêche bien souvent les femmes visées d'en parler et donc de se défendre¹²⁵. Des campagnes de sensibilisation et d'aide aux victimes sont lancées par des associations locales. Par exemple, la campagne « Stop au numérique » lancée par Tahadi vise à informer les victimes sur leurs droits, inscrits dans la loi adoptée en 2018 contre les violences faites aux femmes. Le texte sanctionne le harcèlement sexuel dans les espaces publics, mais aussi dans l'espace virtuel (téléphone, courrier électronique, messages sur les réseaux sociaux, envoi d'images à caractère sexuel ou diffusion d'images portant atteinte à la vie privée). En 2022, une campagne nationale "Les dangers de la violence numérique sur les femmes et les filles" a été présidée par Awatef Hayar, ministre de la Solidarité, de l'Intégration sociale et de la Famille, sous le slogan : "Tous pour un espace numérique responsable et sûr pour les femmes et les filles". Enfin en novembre 2024, à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, les associations « ADFM », « Médias et Cultures », « Kif Mama Kif Baba », et « Jat w Jabt– Génération libre » ont lancé la campagne « Hors de contrôle », visant à dénoncer l'usage malveillant de la technologie sur les droits des femmes. Par ailleurs, la plateforme Espace Maroc Cyberconfiance a créé Espace Maroc cyberconfiance Helpline "EMC-Helpline" qui est une ligne d'assistance pour soutenir, conseiller et accompagner les enfants, les jeunes et les femmes marocains dans l'espace numérique, notamment pour les protéger contre la cyberviolence et le cyberharcèlement.

¹²³ SMEX, Egypt: Online Violence Against Women on the Rise, 2024: <https://smex.org/egypt-online-violence-against-women-on-the-rise/>

¹²⁴ Cyberharcèlement des femmes : 73% des violences proviennent des inconnus, *La Quotidienne*, septembre 2024 : <https://laquotidienne.ma/article/infos-societe/cyberharcèlement-femmes-maroc>

¹²⁵ Au Maroc, les femmes victimes de cyberharcèlement peinent à « briser le tabou », *Le Monde*, mars 2020 : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/03/15/au-maroc-les-femmes-victimes-de-cyberharcèlement-peinent-a-briser-le-tabou_6033161_3212.html

Focus Afrique australe

La violence basée sur le genre facilitée par la technologie semble être également un problème préoccupant en Afrique australe, affectant de nombreux pays de la région. Cependant, le manque de données systématiques et de recherches approfondies rend difficile une évaluation précise de l'ampleur du phénomène. Les rares études disponibles suggèrent néanmoins une prévalence significative des VBGFT, ciblant particulièrement les femmes¹²⁶. Les discours haineux peuvent cibler les femmes en raison de leur genre, ou, plus spécifiquement d'une combinaison de leurs facteurs identitaires. Au **Malawi**, 46,3 % des femmes interrogées ont été victimes de discours haineux en ligne et 53,7 % ont subi des violences physiques exacerbées par la violence en ligne¹²⁷.

Ainsi, les femmes engagées dans la sphère médiatique, politique ou militante semblent être des cibles privilégiées des VBGFT. Ces attaques prennent souvent la forme de harcèlement, de menaces, de diffusion de contenus intimes non consentis et de discours haineux. Par exemple, au **Botswana**, la journaliste Yvonne Mooka a été harcelée en ligne après avoir enquêté sur des affaires de corruption impliquant un « prophète » influent. Ce type d'attaques est rarement dirigé contre des journalistes masculins, illustrant ainsi un biais de genre profondément ancré dans les dynamiques des VBGFT¹²⁸.

De même, au **Zimbabwe**, la montée en puissance des réseaux sociaux a été accompagnée d'une recrudescence des VBGFT, visant notamment les journalistes et les militantes. En 2020, la journaliste Sophie Mokoena a été attaquée sur Twitter après avoir refusé de répondre à un message sexiste, déclenchant ainsi une vague de harcèlement massif. Les auteurs de ces violences s'appuient souvent sur des campagnes de désinformation et de diffamation pour discréditer les femmes dans l'espace public¹²⁹.

Il semble que l'absence de cadres législatifs adaptés et de mécanismes de protection efficaces contribue à la normalisation des VBGFT en Afrique australe. Dans plusieurs pays de la région, y compris au **Malawi** et en **Zambie**, des vidéos humiliantes de femmes désignées comme opposantes politiques ont été diffusées sans conséquences pour les auteurs. Ces formes de violence, qui vont du cyberharcèlement au chantage émotionnel et sexuel, renforcent les inégalités de genre en dissuadant les femmes de participer activement à la vie politique et médiatique.

Focus Afrique de l'Est

En Afrique de l'Est, il apparaît que là-aussi, les femmes et les filles subissent des niveaux élevés de harcèlement en ligne. Ces VBGFT, principalement motivées par des dynamiques de genre, prennent diverses formes, allant du cyberharcèlement à la surveillance intrusive (*stalking*), en passant par la diffusion non consentie d'images et les discours haineux. Au **Kenya**, une étude du Groupe de la Banque africaine de développement de 2016 sur les VBGFT a révélé que la plupart des victimes de harcèlement en ligne étaient des femmes. Plus elles s'expriment publiquement en ligne, plus elles subissent de violences, les obligeant à faire le choix difficile entre l'expression et la sécurité en ligne¹³⁰.

Les types de VBGFT rapportés en Afrique de l'Est sont similaires à ceux observés ailleurs dans le monde. Les victimes interrogées qui reconnaissent avoir été victimes de cyberviolence disent avoir été la cible de harcèlement sexuel en ligne, d'insultes, de cybersurveillance (*stalking*) et de *doxxing*. Ces divers abus se produisent majoritairement sur Facebook, et dans une moindre mesure sur WhatsApp.

¹²⁶ Media Institute of Southern Africa, UNESCO, *A study of technology facilitated gender-based violence in Southern Africa*, 2022: <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000390886>

¹²⁷ Center for International Governance Innovation: Technology-Facilitated Gender-Based Violence: An Overview https://www.cigionline.org/static/documents/SaferInternet_Paper_no_1_coverupdate.pdf

¹²⁸ Ibid.

¹²⁹ Ibid.

¹³⁰ Iyer, Nyamwire and Nabulega (2020), cités par : Center for International Governance Innovation: Technology-Facilitated Gender-Based Violence: An Overview https://www.cigionline.org/static/documents/SaferInternet_Paper_no_1_coverupdate.pdf

En 2020, l'étude¹³¹ (déjà évoquée plus haut) sur les expériences en ligne vécues par des femmes vivant dans cinq pays d'Afrique subsaharienne, notamment le Kenya, l'**Éthiopie** et l'**Ouganda**, a ainsi illustré comment les rencontres négatives répétées ont un impact fondamental sur la façon dont les femmes naviguent et utilisent Internet. Ceci, à son tour, renforce l'argument en faveur d'un changement radical dans le développement de réseaux numériques alternatifs fondés sur la théorie féministe.

Pour illustrer ce propos, la Zaïna Foundation en **Tanzanie**¹³² témoigne de VGBFT subies par leurs militantes. L'association a notamment dû traiter des cas de diffusion de photos intimes par un ex-conjoint. Selon Digital Woman Uganda¹³³, de nombreux défis majeurs liés aux VGBFT ont émergé. De fait, le manque de littératie numérique et de sensibilisation en **Ouganda**, en particulier parmi les groupes marginalisés, laissent de nombreuses femmes et filles vulnérables aux abus et à l'exploitation en ligne. Par ailleurs, l'intégration insuffisante des mesures de sécurité numérique sur les plateformes populaires expose les femmes à des risques accrus de *doxxing* et cyberharcèlement. Une étude de cas en Ouganda a montré que des images piratées ou volées sur des ordinateurs ont été diffusées sans consentement, et que des célébrités ont été ciblées par cette forme d'abus¹³⁴.

Sans surprise, les femmes journalistes, activistes ou engagées en politique décrivent un *“flux constant d'agression et de violence contre elles”* lorsqu'elles s'expriment sur les réseaux sociaux. *“La plupart du temps, les femmes politiques et journalistes finissent par quitter Facebook”*, témoigne une journaliste kényane, qui a elle-même pris cette décision à regret, après avoir été copieusement cyberharcelée. Au-delà des difficultés de mise en œuvre des mesures de lutte contre les VGBFT, s'ajoute un manque de volonté de la part des autorités des pays concernés (notamment l'**Éthiopie**, le **Kenya** dans la sous-région, mais aussi l'Ouganda, le Sénégal et l'Afrique du Sud) de réellement protéger les victimes et punir les auteurs¹³⁵.

Focus Golfe de Guinée

Le numérique, nouvel outil d'exploitation sexuelle

Au-delà des faits de cyberharcèlement, le numérique est aussi, en Afrique comme en Asie, une nouvelle arme pour les réseaux d'exploitation sexuelle. Là aussi, les actions entreprises par les autorités des pays du continent sont très insuffisantes, d'après les OSC. Une note de synthèse de 2023 sur les abus commis sur les enfants au **Ghana** et en **Côte d'Ivoire**¹³⁶ décrit les données disponibles comme lacunaires, mais indique une *“accélération des téléchargements”* de ce type de contenus pédopornographiques dans ces trois pays depuis 2019. *“Les études de cas révèlent des lacunes et des déficiences dans l'identification des victimes, leur protection et les poursuites judiciaires”*, avance ce rapport

Sur le même sujet, le projet AACTING, porté par ECPAT France et soutenu par l'AFD, vise à contribuer à la protection des filles et des garçons de la traite à des fins d'exploitation sexuelle des États d'Édo et de Delta, au **Nigéria**. Il doit permettre d'intensifier les actions dans de nouvelles zones identifiées comme très exposées, et de faire face à de nouvelles manifestations de la traite, dont le recrutement

¹³¹ *Alternate realities, alternate internets: African feminist research for a feminist internet*, Neema Iyer, Bonnita Nyamwire and Sandra Nabulega, 2020 <https://www.apc.org/en/pubs/alternate-realities-alternate-internets-african-feminist-research-feminist-internet>

¹³² Zaïna Foundation: <https://zainafoundationtz.org/>

¹³³ Digital Woman Uganda: <https://www.digitalwomanuganda.org/>

¹³⁴ Chisala-Tempelhoff et Kirya (2016), cités par : Center for International Governance Innovation: Technology-Facilitated Gender-Based Violence: An Overview https://www.cigionline.org/static/documents/SaferInternet_Paper_no_1_coverupdate.pdf

¹³⁵ “Alternate realities, Alternate internets. African Feminist Research for a Feminist Internet”, Pollicy, Association for Progressive Communications, 2020 : <https://ogbv.pollicy.org/report.pdf>

¹³⁶ Exploitation et abus sexuels des enfants en ligne en Afrique de l'Ouest, Commission de la Cedeao, Projet Ocwar-t (Initiative globale contre le crime organisé transnational), Août 2023 : <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2023/08/800803-pb-iss-ocwar-t-online-child-sexual-exploitation-french-01a.pdf>

des enfants victimes via internet. Par ailleurs, les routes de l'exploitation sexuelle en Afrique suivent les routes de la migration, et les recruteurs en ligne exploitent souvent le désir d'expatriation de jeunes femmes, notamment au **Nigéria**, et leur font miroiter un travail "honoré" en Europe pour mieux les enrôler dans leur réseau. **Le rôle de plus en plus central joué par internet dans le recrutement des victimes de la traite humaine**, cette fois en Mauritanie, est mis en lumière par ce rapport¹³⁷.

b. Revue critique du cadre juridique

Bien que l'Afrique ait adopté des instruments juridiques plus progressistes en matière de protection des droits des femmes, le cadre légal spécifique à la violence numérique basée sur le genre reste limité. En l'absence de dispositions explicites dans les textes fondateurs, certaines avancées récentes témoignent néanmoins d'une prise de conscience croissante du problème à l'échelle continentale et nationale.

Cadre continental

Le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique (connu sous le nom de « Protocole de Maputo ») garantit le droit des femmes d'être protégées contre toutes formes de violence. Toutefois, ce texte, adopté en 2003, ne prévoit pas de disposition spécifique aux VBGFT¹³⁸.

Pour compléter cette lacune, une résolution sur la protection des femmes contre la violence numérique en Afrique a été adoptée par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples en 2022¹³⁹. Cette résolution est une étape importante pour garantir que les droits des femmes soient respectés dans le domaine numérique, dans le cadre de l'agenda plus large de lutte contre la VBG. Elle met l'accent sur l'ampleur, la nature et l'impact de la dimension numérique de la violence à l'égard des femmes. La résolution appelle les États parties à prendre les mesures nécessaires pour protéger les femmes dans l'environnement numérique, notamment par l'adoption de mesures législatives, politiques et autres, la mise en place de programmes de sensibilisation et la formation des professionnels travaillant avec les victimes.

Lors de la 38^{ème} session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, qui s'est tenue les 15 et 16 février 2025, les États membres ont adopté la Convention de l'Union africaine sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles. La Convention constitue un cadre juridique global et contraignant pour la prévention, l'élimination et la réponse efficace à toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, y compris dans les espaces numériques. Elle vise à s'attaquer aux causes profondes et aux facteurs de cette violence, à renforcer les mécanismes juridiques et institutionnels, et à promouvoir une culture de respect des droits humains, de l'égalité des genres et de la dignité des femmes et des filles. L'Union Africaine a convoqué des consultations avec des groupes tels que les Organisations de Droits des Femmes, les Chefs Traditionnels, le Secteur Privé, le Monde Académique et la Jeunesse, dont les contributions ont informé le processus menant au développement de la Convention. Une Plateforme d'Engagement Citoyen a été établie pour recueillir les avis des personnes¹⁴⁰.

¹³⁷ Le rôle d'internet dans la croissance de la traite des êtres humains en Mauritanie, African Legal Think Tank on Women's Rights, mars 2021 : <https://cipesa.org/wp-content/files/documents/le-role-de-28099internet-dans-la-croissance-de-la-traite-des-etres-humains-en-mauritanie.pdf>

¹³⁸ Selon l'article 1(k) du Protocole de Maputo, on entend par « "violence à l'égard des femmes" tous actes perpétrés contre les femmes causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles, psychologiques ou économiques, y compris la menace d'entreprendre de tels actes, l'imposition de restrictions ou la privation arbitraire des libertés fondamentales, que ce soit dans la vie privée ou dans la vie publique, en temps de paix, en situation de conflit ou de guerre ». Bien que le Protocole ne fasse pas explicitement référence à l'intersectionnalité, il fait spécialement mention de différentes caractéristiques que peuvent présenter les femmes, à savoir le statut de réfugiée (article 4), l'âge (article 22), le handicap (article 23) et la situation de détresse (article 24).

¹³⁹ Résolution sur la protection des femmes contre la violence numérique en Afrique - CADHP/RES. 522 (LXXII) 2022

¹⁴⁰ Citizen Engagement Platform: <https://citizenengagement.nepad.org/survey/fill-form/118/177>

Certains pays africains ont commencé à introduire des lois spécifiques pour lutter contre la violence numérique basée sur le genre. Toutefois, les niveaux d'avancement varient selon les contextes nationaux.

Focus Afrique australe

Parmi les pays d'Afrique australe, il apparaît que l'**Afrique du Sud** est l'un des pays les plus avancés de la région sur la question. Le pays a adopté la loi sur les cybercrimes (2020), qui criminalise plusieurs formes de violences numériques ayant un impact genré, notamment sur les femmes. L'article 16 sur le cyberharcèlement criminalise l'utilisation de la communication électronique pour harceler, intimider ou menacer une autre personne. Il reconnaît le préjudice qui peut être causé par les plateformes numériques et vise à fournir un cadre légal pour protéger les victimes. L'article 3 aborde l'interception des données en criminalisant l'interception illégale et intentionnelle de données privées, telles que des courriels, des messages ou du contenu intime. Cette disposition est particulièrement pertinente dans les cas de partage non consensuel d'images intimes et de cyberharcèlement, où les auteurs peuvent intercepter ou accéder à des informations sensibles sans consentement pour contrôler, intimider ou faire du chantage aux victimes.

Pour autant, la législation peut aussi parfois victimiser davantage les personnes survivantes. De fait, **les auteurs de VBGFT peuvent utiliser la législation pour poursuivre les personnes survivantes lorsqu'elles signalent des crimes, sous prétexte de se défendre contre la diffamation**¹⁴¹. Par conséquent, les lois qui peuvent être interprétées ou utilisées de cette manière doivent être révisées, amendées et rééquilibrées pour protéger les survivants.

Focus Golfe de Guinée

Dans le Golfe de Guinée, des initiatives nationales en matière de législation concernant la lutte contre les VBGFT sont également lancées. Depuis l'adoption de la loi sur la cybercriminalité (2015), le **Nigéria** a désigné un Conseiller national à la sécurité pour coordonner les actions des agences de sécurité dans la lutte contre les cybercrimes, y compris les violences en ligne. Un Conseil consultatif sur la cybercriminalité et un Fonds national de cybersécurité ont également été créés pour assurer un cadre institutionnel structuré, bien que leur efficacité dans la lutte contre la violence numérique basée sur le genre reste encore à démontrer.

En 2017, le **Bénin** a promulgué la Loi n° 2017-20, qui inclut des dispositions relatives aux infractions en ligne. Une Autorité de régulation a été mise en place pour superviser l'application de cette loi et recevoir les plaintes des victimes et des associations. Cette autorité est mandatée pour développer des ressources humaines et matérielles spécifiques au traitement des plaintes liées aux cyberviolences, offrant ainsi un cadre institutionnel de protection et de recours pour les victimes¹⁴².

Focus Afrique du Nord

En Afrique du Nord, des mesures juridiques prises pour prévenir et protéger les victimes de VBGFT sont souvent insuffisantes et fragmentées. En **Tunisie**, par exemple, la législation et la justice ont encore des difficultés à circonscrire le problème des VBGFT et à adopter les mesures nécessaires pour les combattre. Il n'existe pas encore¹⁴³ un texte juridique qui traite la question de

¹⁴¹ Decoding technology-facilitated gender based violence, a reality check from seven countries, Rutgers, <https://rutgers.international/resources/decoding-technology-facilitated-gender-based-violence-a-reality-check-from-seven-countries/>

¹⁴² Banque Mondiale, *Protecting Women and Girls from Cyber Harassment: A Global Assessment of Existing Laws*, 2023 : <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099456506262310384/pdf/IDU0c7c3a5a70b56a04b250a31b0b32b8f5cd856.pdf>

¹⁴³ Voir Fonds des Nations Unies pour la population et Ministère de la sante, *Les violences basées sur le genre facilitées par la technologie en Tunisie : Prévalence, types et impact sur la qualité de vie et la santé mentale des victimes*, Tunisie, 2023 : https://tunisia.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/rapport_les_violences_fondees_sur_le_genre_-_unfpa.pdf

violence basée sur le genre facilitée par la technologie d'une façon holistique. Les références à la VBGFT et plus largement à la VBG sont réparties dans différents textes juridiques qui traitent les deux questions d'une manière séparée et sectorielle :

- Le code pénal qui vise depuis 1999 toutes les œuvres pornographiques diffusées via Internet, le code des télécommunications¹⁴⁴ ;
- La loi organique n°58 -2017 du 22 août 2017 relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes (dans la mesure où elle ne traite pas explicitement du cyberharcèlement, cela crée un vide juridique pour les victimes de VBGFT cherchant protection) ;
- Le décret-loi n° 2022-54 du 13 septembre 2022, relatif à la lutte contre les infractions se rapportant aux systèmes d'information et de communication¹⁴⁵.

Cette dispersion législative oblige les victimes à poursuivre les auteurs en invoquant des infractions diverses qui ne correspondent pas toujours aux actes subis. Certaines doivent recourir aux lois sur la diffamation ou la protection de la vie privée, tandis que d'autres tentent d'obtenir justice via des procédures civiles. Cette absence de cadre spécifique engendre une insécurité juridique, un manque de clarté pour les professionnels de la justice et une perpétuation de l'impunité.

Pour pallier ces lacunes, des initiatives comme le Baromètre de la cyberviolence faite aux femmes ont vu le jour. Cet outil d'auto-évaluation et de sensibilisation propose 23 échelles graduées, fournissant des conseils juridiques, informatifs et de sécurité numérique aux victimes¹⁴⁶.

Dans un autre pays couvert par la DR Afrique du Nord, le **Maroc, les efforts pour lutter contre les VBGFT sont souvent entravés par les lois criminalisant les membres de la communauté LGBTQIA+ et les femmes**. De fait, la communauté LGBTQIA+ risque des poursuites en raison de leur identité de genre et de leur orientation sexuelle, avec des peines de prison allant de six mois à trois ans pour homosexualité. De plus, un article du Code pénal marocain interdit les relations hors mariage, ce qui signifie que les femmes ou les filles qui signalent des actes de VBGFT, tels que le harcèlement en ligne ou la diffamation, peuvent être poursuivies pour avoir eu des relations intimes sans être légalement mariées. Cela dissuade souvent les victimes de signaler ces violences. Quand elles le font, elles doivent alors naviguer entre plusieurs instances, chacune ayant des compétences limitées en matière de cyberviolence basée sur le genre :

- La Commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel (CNDP)¹⁴⁷ peut être saisie pour des violations liées à la diffusion non consentie d'informations personnelles ou d'images intimes.
- Le Bureau du procureur général¹⁴⁸ traite les plaintes pour harcèlement, diffamation et cybercriminalité, mais ne dispose pas d'un cadre légal spécifique sur la violence numérique basée sur le genre.

¹⁴⁴ L'article 86 du code de télécommunications dispose qu'« est puni d'un emprisonnement de un (1) an à deux (2) ans et d'une amende de cent (100) à mille (1000) dinars quiconque sciemment nuit aux tiers ou perturbe leur quiétude à travers les réseaux publics des télécommunications. »

¹⁴⁵ L'article 21 énonce qu'il « est puni de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de trente mille dinars, quiconque aura délibérément détourné des données informatiques appartenant à autrui. »

¹⁴⁶ Le baromètre de la cyber violence a été mis en œuvre par Le Centre de Recherches, d'Etudes, de Documentation et d'Information sur la Femme (CREDIF) et le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), dans le cadre du programme "Emna : Pour une réponse intégrée aux violences fondées sur le genre" avec l'appui de l'Union Européenne (UE) : <https://barometrecyberviolence.tn/>

¹⁴⁷ CNDP, Plainte en ligne : <https://www.cndp.ma/fr/service-en-ligne/personnes-concernees/plainte-en-ligne.html>

¹⁴⁸ Présidence du Ministère Public, Plaintes en lignes : <https://plaintes.pmp.ma/>

- Les cellules de prise en charge des femmes victimes de violence dans les tribunaux¹⁴⁹ offrent un accompagnement juridique et psychologique aux victimes, bien que leurs actions se concentrent souvent sur les violences physiques et conjugales.

L'Égypte¹⁵⁰ a adopté en 2018 une loi générale sur la cybercriminalité et les crimes liés aux technologies de l'information, telles que les menaces, le chantage, la diffamation ou l'extorsion. La loi a ensuite été amendée afin de garantir l'anonymat des victimes de ces crimes. Bien que cette loi soit utile pour lutter contre les cybercrimes en général, elle fait l'objet de critiques. Outre l'absence d'une dimension sensible au genre, la loi a été critiquée¹⁵¹ parce qu'elle favorise à la fois la censure de l'Internet et une surveillance totale des échanges en ligne. La loi a également été critiquée pour son ambiguïté, qui permettrait aux autorités de l'utiliser pour incriminer des activistes. Cette même imprécision élargit le pouvoir de censure des autorités, leur permettant d'interdire tout contenu qu'elles jugeraient contraire aux valeurs et aux mœurs de la société égyptienne. En outre, la loi sur le harcèlement sexuel, articles 306(a) et 306(b), modifiée en 2021 permet d'inclure les cas de harcèlement sexuel se produisant sur les réseaux sociaux. Il existe un consensus sur la nécessité d'une loi unifiée pour combattre la violence contre les femmes, avec un projet de législation actuellement en attente d'examen par la Chambre des représentants égyptienne. L'unité spécialisée chargée de traiter toutes les plaintes et les cas signalés est appelée la Direction de la cybercriminalité au sein du ministère de l'Intérieur, en plus d'une unité de surveillance du harcèlement en ligne au sein du Bureau du Procureur général. En outre, plusieurs lignes d'assistance téléphonique sont mises à disposition des victimes, notamment au ministère de l'Intérieur, au Conseil national des femmes et au Bureau du Procureur général.

Focus Afrique de l'Est

En **Ouganda** et au **Rwanda**, les lois existantes peuvent parfois être utilisées pour poursuivre les survivants de VBGF¹⁵². En Ouganda, la loi anti-homosexualité de 2023 et la loi de 2014 sur la lutte contre la pornographie peuvent dissuader les membres de la communauté LGBTQIA+ de signaler les violences en ligne, car elles risquent d'être criminalisées elles-mêmes. De même, au Rwanda, la loi contre la distribution de pornographie peut être utilisée pour incriminer les survivants et survivantes de VBGF si du contenu intime est partagé sans consentement. Ces lois, bien qu'elles visent à protéger, peuvent parfois doublement victimiser les personnes qu'elles sont censées aider.

3.2.3. Amérique Latine

Le périmètre du département Amérique latine du groupe AFD correspond à l'aire géographique allant du Mexique à l'Argentine, en incluant Cuba. Elle couvre donc huit pays répartis en trois directions régionales : **Mexique, Cuba et Costa Rica** au sein de la direction régionale Amérique centrale ; **Colombie, Équateur, Pérou et Bolivie** au sein de la direction régionale Andes, et **Brésil et Argentine** au sein de la direction régionale Brésil Cône sud.

¹⁴⁹ Présidence du Ministère Public, Vidéo de présentation des cellules de prise en charge des femmes victimes de violence dans les tribunaux : <https://vcfemme.pmp.ma/>

¹⁵⁰ Digital Arabia Network, A study on digital violence against women in Egypt, 2023: <https://portal.salamatmena.org/wp-content/uploads/2023/11/Egypt-DVAW-2023-en.pdf>

¹⁵¹ Access Now. 2018. Egyptian Parliament approves Cybercrime Law legalizing blocking of websites and full surveillance of Egyptians. <https://www.accessnow.org/egyptian-parliament-approves-cybercrime-law-legalizing-blocking-of-websites-and-full-surveillance-of-egyptians>

¹⁵² Decoding technology-facilitated gender based violence, a reality check from seven countries, Rutgers, <https://rutgers.international/resources/decoding-technology-facilitated-gender-based-violence-a-reality-check-from-seven-countries/>

Nous présentons ci-dessous l'état des lieux des VBGFT et le cadre juridique en matière de lutte contre le phénomène dans un certain nombre des pays de ces 3 sous-ensembles régionaux calqués sur les découpages géographiques de l'AFD.

a. *Etat des lieux des VBGFT*

L'Amérique latine connaît des taux très élevés de violences basées sur le genre (VBG), et compte tenu des normes sociales et de l'impunité politique, il n'est pas surprenant que les survivantes de la VBGFT éprouvent une inquiétude légitime que les menaces en ligne puissent se concrétiser. De fait, en Amérique latine et dans les Caraïbes, la connectivité atteint un taux important de 77 % de la population¹⁵³, reflétant l'exploitation croissante des citoyens et citoyennes de l'outil internet. Le constat est alarmant en matière de VBGFT puisque 91 % des utilisatrices d'internet en ont été victimes¹⁵⁴.

Une cyberviolence omniprésente et politique

Les manifestations de la cyberviolence revêtent les mêmes caractéristiques que sur les autres continents. Les femmes qui sont engagées en politique sont plus susceptibles de subir des cyberattaques¹⁵⁵. Les facteurs comme l'ethnicité et l'identité de genre (LGBTQIA+) exacerbent les abus dont les femmes politiques au **Mexique** et en **Bolivie** sont la cible¹⁵⁶. Bien que X soit peu utilisé en Bolivie mais très largement au Mexique, il s'agit toujours d'un espace reconnu comme celui de l'expression politique, et donc pertinent pour cette étude comparative. Elle met en lumière notamment ce paradoxe : les VBGFT contre les femmes engagées en politique sont très présentes dans ces deux pays comme dans l'ensemble de l'Amérique latine, alors même qu'il s'agit de la région du monde avec le plus grand nombre de femmes députées : elles représentent 50 % du Parlement mexicain, et 46 % au Parlement bolivien. Un autre paradoxe constitue la colonne vertébrale de cette étude : à mesure que la présence des femmes en politique dans le monde ne cesse de progresser, la cyberviolence contre les femmes engagées en politique s'étend aussi, constituant une menace importante pour leurs droits politiques et droits humains.

Une menace croissante pour la liberté d'expression

Un autre rapport, portant sur les VBGFT ciblant les femmes qui ont une place dans le débat public dans 15 pays d'Amérique latine et des Caraïbes¹⁵⁷, vient confirmer cette menace : la liberté d'expression des femmes se trouve effectivement remise en cause par les attaques dont elles sont l'objet dans l'espace numérique, dont l'influence sur l'exercice de la démocratie s'accroît au fil des ans.

Focus sur les Caraïbes

Les violences en ligne basées sur le genre (VBG en ligne) constituent un défi majeur dans le Pacifique et dans les Caraïbes, où elles s'inscrivent dans un contexte de prévalence élevée des violences basées sur le genre (VBG) en général. Selon des études récentes, comme celles menées par l'UNFPA, la région affiche des taux alarmants de violences, notamment contre les femmes, avec des formes en ligne telles que le harcèlement, le cyberstalking et le partage non consenti d'images intimes¹⁵⁸. Ces violences, souvent sous-déclarées en raison de cadres juridiques insuffisants, créent une culture d'impunité qui aggrave leur impact.

¹⁵³ Rapport du Groupe de la Banque mondiale sur la numérisation dans le monde, mars 2024 :

<https://www.banquemondiale.org/fr/news/immersive-story/2024/03/05/global-digitalization-in-10-charts>

¹⁵⁴ Measuring the prevalence of online violence against women, The Economist Intelligence Unit, 2021

<https://onlineviolencewomen.eiu.com/>

¹⁵⁵ *Online Violence Against Women in Politics in Latin America : A virtual ethnography in Mexico and Bolivia*, Université de Salamanque, août 2024 : <https://gredos.usal.es/handle/10366/160470>

¹⁵⁶ Political Violence in Mexico's 2024 Elections: Gender-Based Political Violence Against Women:

<https://www.wilsoncenter.org/article/political-violence-mexicos-2024-elections-gender-based-political-violence-against-women>

¹⁵⁷ Online gender-based violence against women with a public voice. Impact on freedom of expression, UN Women, 2023 :

<https://lac.unwomen.org/en/digital-library/publications/2023/12/violencia-de-genero-en-linea-hacia-las-mujeres-con-voz-publica-impacto-en-la-libertad-de-expresion>

¹⁵⁸ UNFPA Caribbean, Breaking the Cycle of Impunity : [UNFPA Caribbean | Breaking the Cycle of Impunity](#)

Ces violences ont des conséquences profondes sur les femmes et les filles, affectant leur santé mentale, leur participation sociale et économique, et leur sécurité dans l'espace numérique. Avec l'accroissement de l'accès aux technologies, ces violences deviennent de plus en plus visibles, reflétant des normes patriarcales et des inégalités de genre structurelles. D'après le Commonwealth Secretariat, des enquêtes menées dans plusieurs pays dont la Jamaïque, Trinidad and Tobago, la Barbade, indiquent que les femmes dans ces pays subissent des violences numériques¹⁵⁹.

Dans ce paysage, des organisations non gouvernementales (ONG) féministes jouent un rôle crucial. Eveforlife, basée en Jamaïque, est un acteur clé, notamment avec le lancement en décembre 2021 de l'application mobile HOPE, en partenariat avec l'UNFPA et l'Initiative Spotlight. Cette application, vise à sensibiliser aux VBG et à fournir des informations sur les droits humains et les services disponibles pour les survivantes, sous le thème "Helping Our People Emerge"¹⁶⁰.

De son côté, Caribbean Women in Leadership (CIWiL) se consacre à faire progresser le leadership transformationnel des femmes, augmentant leur présence dans les postes de direction et de décision en politique et dans la vie civique¹⁶¹. CIWiL organise des formations pour les femmes leaders et sensibilise à de nombreuses thématiques liées au genre, y compris les VBG, à travers des campagnes comme celle sur les réseaux sociaux pour mettre fin à la violence basée sur le genre en Jamaïque. Ces efforts sont essentiels pour impulser des changements systémiques, notamment en renforçant les cadres juridiques et en promouvant une culture respectueuse des droits des femmes.

b. Revue critique du cadre juridique

L'Amérique latine a progressivement intégré les VBGFT ses cadres législatifs et institutionnels, en s'appuyant sur des instruments régionaux et nationaux. Bien que des avancées notables aient été réalisées, notamment en **Argentine**, au **Mexique** et au **Brésil**, des défis subsistent en matière de mise en œuvre et de coordination des mécanismes de protection et de répression.

Cadre régional

L'un des principaux instruments juridiques régionaux en Amérique latine est la Convention interaméricaine sur la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre la femme, connue sous le nom de Convention de Belém do Pará (1994)¹⁶². Il englobe toutes les formes de violence et de discrimination à l'égard des femmes et des filles, y compris leur dimension numérique. Un mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la Convention interaméricaine pour la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre la femme (MESECVI) a été établi en 2004. La région s'est dotée aussi de la loi interaméricaine modèle sur la violence politique à l'égard des femmes (OEA/CIM, 2017). Dans le cadre de ses activités de suivi, le MESECVI a attiré l'attention sur la dimension numérique de la violence dans plusieurs de ses rapports nationaux, notamment dans ses rapports relatifs à l'**Équateur** en 2020. En outre, le MESECVI s'est intéressé de près à la situation des personnalités publiques féminines en Amérique latine, qui étaient particulièrement vulnérables aux menaces, au harcèlement et à la violence en ligne. En effet, dans plusieurs déclarations, le MESECVI fait part de ses préoccupations concernant des actes graves de VBGFT commis contre des femmes journalistes et politiques¹⁶³. Il est

¹⁵⁹ Commonwealth Secretariat 2023: [Addressing Online Violence Against Women and Girls in the Commonwealth Caribbean](#).

¹⁶⁰ OSC Eve for Life application mobile: [UNFPA Caribbean | A Ray of Hope](#)

¹⁶¹ Caribbean Women in Leadership (CIWiL) : <https://ciwil.org/ending-gbv-in-jamaica-social-media-advocacy-campaign/>

¹⁶² Adoptée à Belém do Pará, Brésil, le 9 juin 1994, lors de la vingt-quatrième session ordinaire de l'Assemblée Générale.

¹⁶³ La dimension numérique de la violence à l'égard des femmes abordée par les sept mécanismes de la Plateforme EDVAW, Rapport thématique adopté* par la Plateforme des mécanismes indépendants d'experts sur la discrimination et la violence à l'égard des femmes précité. Voir également Tim Laurence, Violence politique de genre sur les réseaux sociaux en Amérique Latine Étude de la violence et désinformation en ligne contre les femmes politiques lors des campagnes présidentielles et nationales en Amérique Latine et aux Caraïbes (2020 – 2023): impacts et nouvelles mesures de protection, Organisation internationale de la francophonie, 2023 : <https://odil.org/wp-content/uploads/2023/12/Violence-politique-de-genre-sur-les-reseaux-sociaux-en-Amerique-Latine.pdf>

à noter que les indicateurs de résultats du traité de Belém do Pará incluent la violence numérique sexiste¹⁶⁴.

Législations nationales

Plusieurs pays d'Amérique latine ont adapté leurs cadres législatifs pour mieux répondre aux violences numériques basées sur le genre.

Focus Brésil Cône sud

En **Argentine**, l'un des pays couverts par la Direction régionale Brésil cône sud, la révision en 2021 de la loi intégrale pour la prévention, la sanction et l'éradication de la violence à l'égard des femmes n°26-485 vise à protéger les droits et les biens numériques des femmes, leur développement et leur permanence dans l'espace numérique, ainsi que leur dignité, leur identité et leur réputation numériques dans les environnements virtuels.

Par ailleurs, la loi 14 192 (2021) du **Brésil** établit des règles pour prévenir, réprimer et combattre la violence politique à l'égard des femmes, ainsi qu'une modification de la loi n° 4 737 (code électoral), de la loi n° 9 096 (loi sur les partis politiques) et de la loi n° 9 504 (loi électorale). Ces lois et réformes visent les délits de diffusion de faits ou de vidéos au contenu non véridique pendant les périodes de campagne électorale, et criminalisent la violence politique à l'égard des femmes. Des sanctions pécuniaires, pénitentiaires et administratives sont prévues. Par ailleurs, la Police fédérale du pays inclut un Bureau pour la suppression de la cybercriminalité qui couvre les VGBFT¹⁶⁵.

Focus Amérique Centrale

En Amérique centrale, plusieurs pays ont pris des mesures significatives pour lutter contre les VBGFT. Par exemple, la loi Olympia, votée au **Mexique** en 2021, fait de la violence numérique une nouvelle forme de violence fondée sur le genre. L'étendue de la loi est large et criminalise plusieurs comportements, tels la prise et la distribution d'images à caractère intime et sexuel sans le consentement de la personne concernée. Le harcèlement numérique est puni de peines de prison allant de trois à six ans, ainsi que d'une amende. De plus, des circonstances aggravantes sont prévues lorsque le crime est commis par le conjoint de la victime, un fonctionnaire public, ou un ancien partenaire, ainsi que lorsque cela est fait à des fins lucratives.

Par ailleurs, le pays se distingue la mise en place d'**unités spécialisées dans l'application de la loi pour lutter contre la cybercriminalité**, incluant la VBGFT. Par exemple, la Police fédérale du pays dispose d'une division médico-légale responsable des enquêtes sur les cybercrimes, incluant les cyberviolences en ligne contre les femmes et les filles.

Focus Andes

Il semblerait que les législations des pays de la région ne disposent pas de législation régulant spécifiquement la VGBFT, malgré des lois prenant à bras le corps les questions de VBG et/ou de violences faites aux femmes (domestiques notamment). Au **Pérou**, le Décret législatif n° 1323 renforce la lutte contre le féminicide, la violence familiale et la violence basée sur le genre, mais ne fait pas mention des VGBFT.

¹⁶⁴ Heinrich Boll Stiftung, *Analyse comparative des cadres juridiques actuels en Amérique latine visant à lutter contre la violence sexiste en ligne et à soutenir la participation des femmes dans la vie publique*, 2023 : <https://www.boell.de/sites/default/files/2023-11/estudio-comparativo-fm-fr.pdf>

¹⁶⁵ Lobby européen des femmes, *Rapport sur la cyber violence contre les femmes*, 2024 : https://www.womenlobby.org/IMG/pdf/ewl_french.pdf

En **Bolivie**, autre pays couvert par la Direction régionale des Andes, la protection des femmes contre les actes de VBG est indissociable de la loi 348, promulguée en 2013. Cette loi, fruit de la mobilisation du mouvement féministe et d'autres acteurs, a été adoptée suite au meurtre de la journaliste Hanalí Huaycho par son mari. Elle représente un tournant majeur dans la promotion des droits des femmes et la lutte contre le machisme enraciné dans la société. Pour autant, bien qu'elle couvre de nombreuses formes de violences spécifiquement à l'encontre des femmes (17 formes listées¹⁶⁶), elle ne mentionne pas explicitement les VBGFT.

La Police nationale de **Colombie** inclut une unité spécialisée dans la lutte contre la cybercriminalité, avec un Centre de police pour la cybernétique, en capacité à adresser les VBGFT.

3.2.4. Asie

L'action de l'AFD en Asie est organisée en 2 Directions Régionales.

- La direction régionale Asie du Sud est située à New Delhi avec un périmètre géographique couvrant cinq pays : **Inde, Bangladesh, Sri Lanka, Pakistan, Afghanistan**.
- La direction régionale Asie du Sud-Est accompagne la région dans sept pays, tous membres de l'Asean : **Birmanie, Cambodge, Indonésie, Laos, Philippines, Thaïlande et Vietnam**.

Nous présentons ci-dessous l'état des lieux des VBGFT et le cadre juridique en matière de lutte contre le phénomène dans un certain nombre des pays de ces sous-ensembles régionaux calqués sur les découpages géographiques de l'AFD.

a. Etat des lieux des VBGFT

Le continent asiatique présente une situation contrastée en matière de pénétration numérique. Selon un récent rapport de la Banque mondiale, environ 75 % de la population en Asie de l'Est et du Pacifique utilisent internet, tandis que ce taux descend à 45 % en Asie du Sud¹⁶⁷. Toutefois, même dans les zones où le numérique est le moins présent dans la vie quotidienne, la progression est très rapide. *“La population connectée en Asie du Sud a doublé entre 2018 et 2020, en grande partie sous l'impulsion de l'Inde, qui est parvenue à relier un tiers de sa population à l'internet, en partie grâce à une politique de développement des compétences numériques et en baissant le prix des forfaits”*, souligne ainsi le rapport.

Une prévalence élevée et sous-estimée des cyberviolences

D'après l'étude de The Economist datant de 2021, la prévalence des VBGFT à l'encontre des femmes est estimée à 88 % pour l'Asie - Pacifique¹⁶⁸. Toutefois, ce pourcentage pourrait être sous-estimé, selon l'UNFPA qui rappelle que les adolescentes, non prises en compte dans cette étude, sont plus utilisatrices d'internet et aussi plus ciblées par la cyberviolence. L'agence onusienne note aussi que toutes les formes de VBGFT ne sont pas prises en compte dans l'étude de The Economist, notamment celles perpétrées par le biais de GPS et d'autres technologies.

Les formes de VBGFT subies dans divers pays d'Asie à revenus moyens ou bas sont décrites précisément dans un article universitaire de 2023¹⁶⁹, qui insiste sur le fait que **le phénomène a pris de**

¹⁶⁶ Violences Physique, Féminicide, Psychologique, Sexuelle, Médiatique, Symbolique, Politique, Institutionnelle, Économique et patrimoniale, Contre la dignité, l'honneur et le nom, Contre les droits reproductifs, Contre la liberté sexuelle, Contre la liberté de décision, Contre la liberté de mouvement, Contre la liberté de travail, Contre la liberté d'association, Contre la liberté de pensée et d'expression.

¹⁶⁷ Rapport du Groupe de la Banque mondiale sur la numérisation dans le monde, mars 2024 : <https://www.banquemondiale.org/fr/news/immersive-story/2024/03/05/global-digitalization-in-10-charts>

¹⁶⁸ Measuring the prevalence of online violence against women, The Economist Intelligence Unit, 2021 <https://onlineviolencewomen.eiu.com/>

¹⁶⁹ A Scoping Review of Technology-Facilitated Gender-Based Violence in Low- and Middle-Income Countries Across Asia, Sage Journals, Mars 2023 : <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/15248380231154614>

l'ampleur pendant la période du Covid. Il souligne par ailleurs l'importance de la **perspective intersectionnelle**, les personnes cumulant plusieurs identités marginalisées étant d'autant plus vulnérables à la cyberviolence.

Si les données qualitatives sur la nature des cyberviolences subies par les femmes en général restent plutôt limitées, certaines études se concentrent sur les militantes des droits humains. En mars 2023, un rapport de l'ONG ICNL portant spécifiquement sur la cyberviolence expérimentée par ces activistes dans cinq pays de la région, notamment l'**Inde**, la **Thaïlande**, et le **Cambodge**¹⁷⁰ établissait ainsi que les formes de VBGFT les plus courantes étaient les discours de haine sexiste, le harcèlement sexuel en ligne et le *mass trolling*. Viennent ensuite les menaces et messages d'intimidation, puis la diffusion de rumeurs et fausses informations, et les campagnes de diffamation. La moitié des 15 militantes des droits humains interrogées ont fait l'objet de menaces de viol ou de violences sexuelles et certains déplorent avoir subi, en plus des attaques provenant de simples internautes ou de représentants politiques ou étatiques, un "retour de bâton" d'autres militants des droits humains, qu'elles considéraient initialement comme des alliés. Les données qualitatives rassemblées dans cette étude incluent également les réponses à un questionnaire de 54 personnes anonymes ayant été victimes de VBGFT, qui y parlent aussi des expériences de collègues, amies ou parentes : tous ces éléments permettent de confirmer que la cyberviolence toucherait toutes les femmes, bien au-delà de la sphère des militantes - même si elles restent plus systématiquement ciblées.

Une étude de la Ligue cambodgienne pour la promotion et la défense des droits humains¹⁷¹, confirme que les femmes et filles (non-activistes) utilisatrices d'internet au **Cambodge** sont souvent victimes d'envoi non sollicité de messages, images ou vidéos à caractère sexuel. Les principales conséquences de l'ensemble des VBGFT subies par les femmes interrogées dans cette étude sont lourdes : stress psychologique, réduction de la présence en ligne, auto-censure, peur d'attaques contre elles-mêmes ou leur famille et difficultés à trouver un emploi ou un logement liées à des problématiques psychiques.

Focus Asie du Sud-Est

La cyberviolence, un outil de répression politique

Dans plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, les cyberviolences sont également instrumentalisées par des acteurs étatiques. Dans le rapport précité d'Amnesty International sur les VBGFT, la **Thaïlande** fait l'objet d'un focus spécifique. Après des entretiens avec des dizaines de défenseuses des droits des femmes et des minorités LGBTQIA+ thaïlandaises, l'ONG a établi que *"des acteurs étatiques et non-étatiques instrumentalisent constamment l'espace numérique pour intimider et discréditer"* les activistes thaïlandaises.

Le rapport de ICNL mentionne également une étude menée auprès de militantes des droits humains en **Indonésie**¹⁷², qui sont visées par des VBGFT, aggravées par un climat politique hostile aux mouvements féministes.

Par ailleurs, la législation indonésienne met les personnes survivantes de VBGFT à risque de poursuites, notamment la communauté LGBTQI+. Le nouveau Code pénal de 2022 contient des dispositions vagues et oppressives qui permettent des invasions de la vie privée et une application sélective de la loi, facilitant ainsi l'extorsion par la police, le harcèlement des opposants politiques par les législateurs, et l'emprisonnement de blogueurs ordinaires par les fonctionnaires.

¹⁷⁰ Online Gender-based Violence And Its Impact On The Civic Freedoms of Women Human Rights Defenders in the Indo-Pacific, ICNL, mars 2023 (p. 6 et 7) : <https://www.icnl.org/wp-content/uploads/Online-Gender-Based-Violence-report-final.pdf>

¹⁷¹ "Status Update: Harassment on Social Media in Cambodia", Cambodian League for the Promotion and Defense of Human Rights, 2021 (14, 32) : https://www.licadho-cambodia.org/reports/files/235Status_Update_Report_EN_25112021.pdf

¹⁷² "We are the Target: Experiences of Women Human Rights Defenders in Confronting Online Gender-Based Violence," (executive summary), SAFEnet, AwaskbgoI, and UK Aid, 2022 : https://awaskbgo.id/wp-content/uploads/2022/03/Executive-Summary-We-Are-The-Target-Experiences-of-WHRDs-in-Confronting-OGBV_.pdf

De plus, la loi indonésienne sur les transactions électroniques et l'information (UU ITE), qui criminalise la diffamation en ligne, peut être utilisée par les auteurs pour poursuivre les survivants dans les cas où l'acte de VBGFT ne peut être prouvé. La loi sur la pornographie en Indonésie a également été utilisée pour inculper une femme qui a été contrainte sexuellement et enregistrée à son insu, en tant que l'une des auteurs de la "diffusion et création de contenu pornographique". L'article 8 de cette loi criminalise toute implication d'individus dans du contenu pornographique, même s'ils sont contraints¹⁷³.

Exploitation sexuelle en ligne et protection insuffisante des victimes

L'exploitation sexuelle des filles et des femmes via internet est un problème documenté de longue date en Asie, particulièrement en ce qui concerne les mineurs. Un rapport de 2017¹⁷⁴ établissait déjà une cartographie de la "sécurité des enfants en ligne" et donc de la prévention de leur exploitation sexuelle au travers des outils numériques dans la région Asie-Pacifique. En 2024, le bureau régional de l'ONU de lutte contre le crime et le trafic de drogue pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique a mené une **campagne de sensibilisation en ligne** sur le sujet, destinée autant aux enfants et aux parents qu'aux autorités des pays concernés¹⁷⁵.

Divers programmes de lutte contre les méthodes numériques au service de la pédocriminalité organisée en Asie du Sud-Est ont été mis en place depuis une dizaine d'années. Parmi eux, l'ONG Asmae a lancé un projet Cap Jeunesse – Graced en 2021, avec le soutien financier de l'AFD pour lutter contre les VBG faites aux jeunes. Elle a développé des outils pour prévenir le recrutement des enfants par les réseaux d'exploitation sexuelle aux **Philippines** et accompagner le gouvernement sur ce sujet dans ses actions en faveur des enfants des rues¹⁷⁶.

Focus Asie du Sud

Un manque de confiance dans les institutions

En **Inde** et au **Pakistan**, des études¹⁷⁷ révèlent un faible taux de signalement des cyberviolences auprès de la police, du corps enseignant et des leaders communautaires. Ce phénomène s'explique par un manque de confiance dans les institutions, une peur de voir sa vie privée exposée et l'humiliation liée aux procédures judiciaires. Ce climat d'impunité aggrave la vulnérabilité des femmes et limite les efforts de lutte contre les VBGFT dans la région.

Si certaines initiatives existent pour y faire face, notamment des partages de "bonnes pratiques" de la part des militantes des droits humains visées par les VBGFT pour se défendre et se protéger¹⁷⁸, elles restent insuffisantes pour enrayer le phénomène, qui nécessite une réponse coordonnée et volontariste de la part des États et des organisations internationales et locales. A titre d'exemple, on peut citer l'initiative d'IT for Change en **Inde**, ONG active dans les domaines du développement et droits numériques, en tenant compte des questions de la perspective genre. L'organisation produit des recherches et mène des activités de formation, de sensibilisation et de plaidoyer et dispose d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies. Au **Pakistan**, Digital Rights

¹⁷³ Decoding technology-facilitated gender based violence, a reality check from seven countries, Rutgers, <https://rutgers.international/resources/decoding-technology-facilitated-gender-based-violence-a-reality-check-from-seven-countries/>

¹⁷⁴ Mapping Online Child Safety in Asia-Pacific, Internet Society, 2017 : <https://www.icmec.org/wp-content/uploads/2018/08/Mapping-Online-Safety-in-11-Asian-Countries-Internet-Society.pdf>

¹⁷⁵ "New UNODC campaign set to raise awareness of online child sexual exploitation", avril 2024 : <https://www.unodc.org/roseap/en/2024/04/beware-the-share/story.html>

¹⁷⁶ Asmae – Philippines: <https://www.asmae.fr/fr/philippines/>

¹⁷⁷ Etudes citées par le Rapport de US AID précité.

¹⁷⁸ "Online Gender-based Violence And Its Impact On The Civic Freedoms of Women Human Rights Defenders in the Indo-Pacific", ICNL, mars 2023 : <https://www.icnl.org/wp-content/uploads/Online-Gender-Based-Violence-report-final.pdf>

Foundation, mène des activités de recherche, de sensibilisation et de prestation de services dans les domaines du harcèlement et de violence en ligne, des technologies et du genre en milieu scolaire.

Les OSC de la région aident à comprendre le phénomène et à qualifier les typologies de VBGFT qui s'y produisent. **Bangladesh** Nari Progati Sangha¹⁷⁹ rapporte le cas d'une cheffe de file du syndicat AFWA qui a dû se retirer de la vie publique pendant trois mois à cause de harcèlement en ligne, et a été attaquée par des hommes membres du syndicat qui ont voulu en profiter pour remettre en cause son leadership. De son côté, Southeast Asia Freedom of Expression Network (SAFE.Net)¹⁸⁰ mentionne que les militantes victimes de violences en ligne ressentent parfois un épuisement émotionnel. Pour y remédier, elle a mis en place un calendrier de rotation et des périodes de repos pour ses membres.

b. Revue critique du cadre juridique

L'Asie ne dispose pas encore d'un cadre régional spécifique et contraignant pour lutter contre la violence basée sur le genre, ni contre la violence numérique basée sur le genre. Les États s'appuient principalement sur des instruments internationaux. Toutefois, les initiatives régionales et nationales témoignent d'une volonté croissante de combler ce vide juridique, bien que les niveaux d'efficacité varient considérablement.

Initiatives régionales

L'amélioration de la participation des femmes au leadership numérique dans les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a parfois été dominée par des motifs liés à leur contribution économique, plutôt que sur l'égalité en tant que principe fondamental. Le Plan d'action régional de l'ASEAN sur les femmes, la paix et la sécurité (RPA WPS)¹⁸¹ reconnaît les menaces à la cybersécurité comme un problème de sécurité émergent et une préoccupation, et souligne que l'augmentation de la participation des femmes au leadership, à la prise de décision et dans les espaces numériques est nécessaire pour atteindre avec succès les objectifs de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité¹⁸². Parmi les actions prioritaires pertinentes figurent la réduction de la fracture numérique entre les sexes, la prévention et la lutte contre la violence numérique à l'égard des femmes, des enfants et d'autres personnes qui peuvent être particulièrement ciblées, ainsi que la protection de la vie privée et des données personnelles.

Des efforts de coopération émergent à travers l'Asie pour lutter contre les abus et l'exploitation sexuels en ligne des enfants, avec au moins sept coalitions, alliances et groupes de travail composés de gouvernements, d'organisations non gouvernementales (ONG), d'entreprises et de forces de l'ordre¹⁸³.

Réponses nationales

Dans les pays d'Asie¹⁸⁴, des réponses tant politiques que programmatiques pour lutter contre la cyberviolence existent mais avec des niveaux d'efficacité variés. Les lois existantes ciblant les cybercriminalités ont augmenté ces dernières décennies, la plupart des pays ayant adopté une forme de législation pour aborder ce phénomène croissant.

Focus Asie du Sud

¹⁷⁹ Bangladesh Nari Progati Sangha: https://www.facebook.com/bangladeshnariprogatisangha/?locale=bn_IN

¹⁸⁰ Southeast Asia Freedom of Expression Network: <https://safenet.or.id/>

¹⁸¹ <https://www.asean.org/wp-content/uploads/2022/11/32-ASEAN-Regional-Plan-of-Action-on-Women-Peace-and-Security.pdf>

¹⁸² Actions prioritaires sélectionnées pour la prévention, l'enquête et la poursuite des cybercrimes et des unités de cybersécurité selon le Plan d'action régional de l'ASEAN sur les femmes, la paix et la sécurité 2022 : Kaur, P., Fernandez, M.D., Vardhan, R. (2024); Sey, A. (2022). *Gender Security and Safety in the ASEAN Digital Economy*. Economic Research Institute for ASEAN and East Asia (ERIA) Discussion Paper Series. Discussion Paper No. 465.

¹⁸³ *Ibid.*

¹⁸⁴ USAID, Landscape analysis of technology-facilitated gender-based violence. Findings from the Asia Region: https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00Z7GS.pdf

L'Inde est un pays est pionnier en matière de législation sur la cybercriminalité avec la loi sur la technologie de l'information de 2000 (IT Act 2000). Parmi les actes pénalisés, la publication ou la transmission électronique de matériel sous forme électronique a contenu pornographique ou pédopornographique, les menaces de viol en ligne et les abus basés sur l'image, mais la loi elle-même n'est pas spécifique à la cyberviolence contre les femmes¹⁸⁵. Ce dispositif est complété par le code pénal général. Son étendu couvre aussi bien les comportements hors ligne que la cybercriminalité, grâce à sa révision successive et à son interprétation juridictionnelle. Le code criminalise le cyberharcèlement basé sur le genre – mais seules les femmes sont reconnues comme victimes potentielles de ce crime (article 354D). Le gouvernement national a créé le programme de prévention de la cybercriminalité contre les femmes et les filles, qui vise à former 27 500 acteurs du système de justice pénale, y compris des policiers, des procureurs et des magistrats, à la sensibilisation à la cyberviolence. Il a également pour objectif de former 13 500 fonctionnaires sur l'investigation des cybercriminalités et d'augmenter la formation des femmes officiers spécialisées dans ces crimes.

3.2.5. Proche et Moyen Orient

DIRECTION REGIONALE PROCHE ET MOYEN-ORIENT

La direction régionale Proche et Moyen-Orient (DRMO) pilote et appuie les activités du groupe AFD en **Jordanie, en Irak, au Liban et en Palestine**, et effectue le suivi de la **Syrie** et du **Yémen**, deux pays où l'AFD n'a plus d'opérations.

Nous présentons ci-dessous l'état des lieux des VBGFT et le cadre juridique en matière du lutte contre le phénomène dans un certain nombre des pays de cette région.

a. Etat des lieux des VBGFT

Malgré de fortes disparités, le Proche et le Moyen-Orient enregistrent des taux de connexion parmi les plus élevés du monde en développement. Ainsi, en Jordanie et au Liban, plus de 90 % de la population utilise internet en 2022 selon la Banque mondiale et de 79 % en Irak (même si ce taux n'est par ailleurs que de 18 % au Yémen en 2022 et de 36 % en Syrie¹⁸⁶). Cette forte pénétration numérique plutôt généralisée sur la région s'accompagne d'un taux alarmant de cyberviolences basées sur le genre. D'après une étude de The Economist (2021), 98 % des femmes utilisatrices d'internet du Moyen-Orient ont subi des VBGFT – soit le taux le plus élevé au monde¹⁸⁷.

En **Jordanie**, le fort niveau d'accès à Internet s'accompagne d'un grand nombre de VBGFT, notamment à l'encontre des femmes. Les formes courantes comprennent le harcèlement, le chantage, l'extorsion électronique, le harcèlement sexuel électronique et la surveillance. Près de 44 % des femmes subissent des violences de la part d'hommes étrangers dans le cyberspace, 86 % des victimes de harcèlement sont des jeunes femmes éduquées et non mariées. La plupart sont souvent ciblées pour leur apparence physique. Lors des élections parlementaires de 2020, la violence basée sur le genre en ligne s'est intensifiée alors que les campagnes se déplaçaient en ligne en raison de la COVID-19. Trois candidates sur cinq ont signalé avoir fait face à des slogans de campagne stéréotypés, et 32% ont subi des attaques en ligne, notamment des insultes et du harcèlement. Malgré l'existence d'une unité de cybercriminalité, peu de plaintes sont déposées, en raison d'un manque de confiance dans le système judiciaire¹⁸⁸. Des organisations comme l'Institut de solidarité mondiale (SIGI) fournissent un soutien juridique et psychologique aux survivantes de violences, construisent des coalitions pour le changement de

¹⁸⁵ Poorva Bhargla et Jahanvi Tuli, "A Study on Cyber Crime and its Legal Framework in India", International journal of law, management & humanities, Volume 4, 2021: <https://ijlmh.com/paper/a-study-on-cyber-crime-and-its-legal-framework-in-india/>

¹⁸⁶ A noter que les données ne sont pas disponibles pour la Palestine sur le site de la Banque mondiale.

¹⁸⁷ Measuring the prevalence of online violence against women, The Economist Intelligence Unit, 2021 <https://onlineviolencewomen.eiu.com/>

¹⁸⁸ EUROMED Rights, "Spaces of violence and resistance: women's rights in the online world", 2021: <https://euromedrights.org/publication/spaces-of-violence-and-resistance/>

politique, et gèrent le projet "Salamat" axé sur la sensibilisation à la sécurité numérique et le soutien juridique. En 2020, SIGI a lancé des cliniques numériques "Aman" offrant des services en ligne pour les femmes exposées à la violence.

En **Palestine**, un tiers des femmes palestiniennes sont soumises à la violence sexuelle et au harcèlement en ligne. Ainsi, le premier trimestre de 2017 a enregistré 850 cas de cybercriminalité contre les femmes en Cisjordanie. Les formes les plus courantes de violence en ligne sont le harcèlement sexuel et l'extorsion. La réponse des femmes face à ces violences implique souvent l'autocensure, avec 25 % des victimes fermant définitivement leurs comptes de réseaux sociaux. Le rôle social de la famille joue un rôle central dans l'isolement des femmes victimes, en raison du contexte sociopolitique et religieux palestinien. Beaucoup de victimes ne signalent pas ces violences aux autorités, en raison d'une faible confiance dans la police et le système judiciaire. De plus, l'intersection entre l'occupation israélienne et le contrôle patriarcal rend la situation encore plus complexe : la surveillance des activités politiques et des médias sociaux par les autorités palestiniennes et israéliennes, ainsi que la peur des représailles, dissuadent les victimes de signaler ces abus¹⁸⁹.

En **Irak**¹⁹⁰, les femmes luttent contre un système juridique profondément patriarcal qui offre peu de protections contre les VBGFT. Le code pénal irakien garantit une impunité quasi totale pour les violences masculines contre les femmes. Des organisations locales de défense des droits des femmes tentent de faire pression pour une réforme juridique intégrant des lois contre la violence domestique et le cyberharcèlement. Cependant, les autorités préfèrent concentrer leurs efforts sur la censure des contenus "indécents" en ligne, au lieu de protéger les victimes. En 2020, le ministère irakien de l'Intérieur a lancé une plateforme de signalement citoyenne, permettant aux internautes de dénoncer des contenus violant la morale publique ou menaçant la stabilité sociale. Toutefois, cette plateforme ne mentionne pas explicitement la cyberviolence de genre, ce qui empêche de traiter efficacement ces violences ciblées.¹⁹¹ Les militantes féministes et défenseuses des droits humains sont des cibles privilégiées des VBGFT dans les pays arabes. Une étude de l'organisation Fe-Male en 2022¹⁹² révèle que 78 % des 115 activistes interrogées avaient fait l'expérience de la violence en ligne - allant de l'envoi de messages racistes, sexistes et/ou homophobes à des menaces directes d'attaques physiques.

Le **Liban**, est classé 128^{ème} sur 177 dans l'indice WPS 2023-2024¹⁹³. En mars 2023, les candidates aux élections parlementaires du pays ont fait face à différentes formes de VBGFT - contrairement à leurs homologues masculins. Bien souvent, le "sentiment d'insécurité" ressenti par les femmes les dissuade de s'engager en politique ou de se présenter aux élections¹⁹⁴. Selon les statistiques recueillies par les Forces de sécurité intérieure du Liban, la VBGFT contre les femmes au Liban est en augmentation, avec un nombre alarmant de cas signalés. Les données montrent qu'entre 2020 et 2023, 80 % des victimes de violence numérique étaient des femmes, contre 20 % d'hommes¹⁹⁵. Plusieurs ONG offrent des services allant de l'assistance juridique au conseil en matière de santé et au renforcement des capacités dans le pays. Ainsi, le collectif Fe-Male¹⁹⁶ a mis en évidence que plus d'une centaine de cas de différentes formes de cyberviolence contre les femmes sont signalés chaque mois. KAFA (Enough)

¹⁸⁹ Rapport précité..

¹⁹⁰ Rapport précité..

¹⁹¹ Human Rights Watch, 2024: <https://www.hrw.org/world-report/2024/country-chapters/iraq>

¹⁹² "Online Violence against Women Human Rights Defenders in the MENA: Experiences and Perceptions", Fe-Male.org, 2022: <https://www.fe-male.org/archives/13653>

¹⁹³ Women Peace and Security Index 2023/24: <https://giwps.georgetown.edu/wp-content/uploads/2023/10/WPS-Index-full-report.pdf>

¹⁹⁴ SMEX, 80% of Women in Lebanon Face Digital Violence, 2024: <https://smex.org/80-of-women-in-lebanon-face-digital-violence/>

¹⁹⁵ Rapport précité.

¹⁹⁶ Fe-Male: <https://www.fe-male.org/>

Violence and Exploitation¹⁹⁷ est une organisation féministe qui fournit des services de plaidoyer et de soutien aux survivantes de violence ou encore SMEX, une organisation de défense des droits numériques, a lancé un système de gestion des incidents numériques appelé Digital Safety Helpdesk pour répondre rapidement aux attaques numériques¹⁹⁸.

b. Revue critique du cadre juridique

La lutte contre la violence numérique basée sur le genre dans la région du Proche et Moyen-Orient reste encore fragmentée et insuffisamment encadrée par des textes juridiques spécifiques. Les législations existantes abordent souvent séparément les questions de cybercriminalité et de violences basées sur le genre, rendant difficile l'accès à la justice pour les victimes.

Initiatives nationales

En **Jordanie**¹⁹⁹, l'absence d'un texte juridique clair criminalisant la violence contre les femmes dans le domaine numérique constitue un obstacle à leur protection dans le cyberspace et contribue à l'impunité des auteurs. Néanmoins, en tenant compte du système juridique en vigueur, certaines dispositions juridiques peuvent être utilisées pour lutter contre les diverses formes de violence à l'égard des femmes en Jordanie, telles que le Code pénal n° 16 de 1960 avec ses amendements, le Code civil jordanien n° 43 de 1976, la Loi sur la protection contre la violence domestique n° 15 de 2017, la Loi contre la traite des êtres humains n° 9 de 2009, la Loi sur le statut personnel n° 15 de 2019, la Loi sur les transactions électroniques n° 15 de 2015 et la Loi sur la cybercriminalité n° 17 de 2023, ainsi que les principes constitutionnels et les traités internationaux pertinents ratifiés par la Jordanie. La loi de 2023 ne contient pas de dispositions spécifiques traitant la nature particulière de la violence numérique à l'égard des femmes et de façon générale, **les textes juridiques en vigueur ne parviennent généralement pas à traiter efficacement les VBGFT**. En particulier, des lacunes subsistent dans la définition de ces crimes et des sanctions qui leur sont associées. Quant aux procédures judiciaires en cas de violence numérique contre les femmes, le processus commence par le dépôt d'une plainte par la victime, soit dans un commissariat de police, soit auprès de l'unité de cybercriminalité présente dans chaque grande direction de police depuis 2008. La plainte est ensuite transmise au ministère public, qui ordonne à l'unité de cybercriminalité d'enquêter sur l'affaire à la fois sur le plan technique et pénal. Dans certains cas, des mesures techniques peuvent être requises par l'unité de cybercriminalité, comme le blocage de sites web. Le pouvoir judiciaire rencontre des difficultés à appliquer les lois actuelles à ces infractions en raison de l'absence de définitions juridiques claires, du manque de pratiques établies et d'expertise en la matière. Bien que les cybercrimes contre les individus tendent à cibler principalement les femmes selon le directeur de l'unité de cybercriminalité²⁰⁰, les rapports et les données publiés ne donnent pas une image claire des crimes numériques en fonction du genre, en l'absence d'une approche sensible au genre dans les statistiques ce qui complique l'évaluation du problème et la conception de solutions efficaces.

Le **Liban**²⁰¹ a promulgué plusieurs lois pour lutter spécifiquement contre la violence à l'égard des femmes, protéger leurs droits et garantir leur sécurité dans les espaces réels et virtuels. Parmi ces nouvelles lois : la loi sur la pénalisation du harcèlement sexuel et l'assistance aux victimes (la loi n° 205 du 30 décembre 2020). Cette loi offre une définition exhaustive du harcèlement sexuel et englobe toutes les formes de harcèlement sexuel, y compris celles perpétrées par des moyens électroniques (y.c., Internet). La loi n° 81 du 10 octobre 2018 sur les transactions électroniques et la protection des données personnelles a été adoptée pour fournir un cadre juridique complet en matière de protection des

¹⁹⁷ KAFA: <https://kafa.org.lb/en/about>

¹⁹⁸ SMEX, Helpdesk: <https://smex.org/helpdesk/>

¹⁹⁹ Esraa Mahadin, Hussein Surairah & Dr. Nadia Al-Sakkaf, Digital violence against women in Jordan: legal context, The SecDev Foundation, 2024: <https://portal.salamatmena.org/wp-content/uploads/2024/06/Jordan-DVAW-2024-legal-EN.pdf>

²⁰⁰ Rapport précité.

²⁰¹ Roula Zayat, Anouar Mnasri, Digital Violence Against Women in Lebanon: Legal and Institutional Context, The SecDev Foundation, 2024: <https://portal.salamatmena.org/en/publication/dvaw-lebanon-legal-context/>

données personnelles. Elle couvre également des dispositions spéciales sur l'exploitation des mineurs dans les contenus pornographiques, la contrefaçon électronique et la publication électronique. Pour autant, il n'existe pas de loi spécifique traitant des cybercrimes au Liban. Le Bureau des crimes informatiques (Cyber Crime Bureau) enquête au cas par cas et punit les agresseurs en appliquant la procédure pénale et les articles du Code pénal qui répondent le mieux à l'infraction en question. Cette approche ne fournit pas une réponse cohérente ou sensible au genre à la violence en ligne.

Malgré la ratification de la CEDAW "The Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women" sans réserve, la **Palestine** manque de législation spécifique abordant les VBGFT. La loi sur la cybercriminalité (décret-loi n° 10 de 2018) manque de perspective de genre et a été critiquée pour restreindre la liberté d'expression.

Enfin, l'**Iraq**²⁰² est lui, placé 168 sur 177 dans l'indice WPS 2023-2024²⁰³. Le cadre juridique du pays pour lutter contre la VBGFT est actuellement insuffisant et obsolète. Le gouvernement irakien tente depuis plus de treize ans d'adopter une loi sur la cybercriminalité, mais celle-ci n'a pas encore été votée en raison d'articles flous et mal définis, susceptibles d'être exploités pour imposer des sanctions sévères aux militants, militantes, et défenseurs et défenseuses des droits humains. En conséquence, les sanctions pour les infractions liées à la VBGFT, sont toujours basées sur l'ancien Code pénal n° 111 de 1969, qui est inadapté aux cybercrimes modernes. Ce code comprend les articles (433), (434), (438), (363) et (403) qui prévoient des sanctions pour la diffamation et l'insulte, mais ces dispositions concernent principalement les médias imprimés traditionnels et non les publications en ligne. Le système judiciaire irakien a été critiqué pour avoir rendu des jugements sur la base de ce code dépassé, ce qui a conduit à des appels en faveur de mesures légales plus efficaces pour lutter contre la violence numérique. Dans la région du **Kurdistan**, le cadre juridique est tout aussi insuffisant. La loi n° 6 de 2008, qui vise à prévenir l'utilisation abusive des dispositifs de communication, est utilisée pour traiter les cas de chantage électronique, mais elle est là- aussi jugée inadaptée pour répondre à la gravité des VBGFT. Les efforts pour lutter contre la violence numérique incluent la mise en place de lignes d'assistance téléphonique pour signaler les cybercrimes ainsi que des initiatives menées par la police communautaire et le Service national de sécurité. Cependant, ces mesures sont souvent considérées comme insuffisantes, et une législation globale est nécessaire pour traiter spécifiquement la violence numérique et assurer une protection adéquate aux femmes. Avant les élections nationales de 2021 en Irak, les Nations Unies ont collaboré avec des responsables gouvernementaux pour mettre en place un nouveau code de conduite électoral visant à lutter contre la violence fondée sur le genre ciblant les femmes candidates et à criminaliser les VBGFT contre les femmes. Cette initiative a également permis la mise en place de lignes d'assistance téléphonique et la désignation de juges spécialisés pour traiter les violations²⁰⁴.

3.2.6. Trois Océans

L'AFD a adopté une approche « Trois Océans » qui regroupe les territoires ultramarins et les États étrangers voisins dans trois bassins géographiques : Atlantique, Indien et Pacifique.

- **La direction régionale océan Atlantique** couvre seize territoires de la Caraïbe, dont quatre territoires ultramarins et trois États étrangers dotés chacun d'une agence ou d'un bureau de représentation : Guadeloupe, Martinique, Guyane, Haïti, République dominicaine, Saint-Pierre-et-Miquelon, Suriname.

²⁰² Asia AbdelKarim Anwar, Walaa Ali Farhan, Tara Aziz, Digital Violence Against Women in Iraq, The SecDev Foundation, 2023: <https://portal.salamatmena.org/en/publication/digital-violence-against-women-in-iraq/>

²⁰³ WPS index Report 2023-2024: <https://giwps.georgetown.edu/wp-content/uploads/2023/10/WPS-Index-full-report.pdf>

²⁰⁴ WPS index Report 2023-2024, p. 50: <https://giwps.georgetown.edu/wp-content/uploads/2023/10/WPS-Index-full-report.pdf>

- **La Direction régionale océan Indien** couvre les territoires de l'Indianocéanie : La Réunion, Madagascar, Maurice, les Seychelles, Comores, Mayotte et les Terres australes et antarctiques françaises.
- **La Direction régionale océan Pacifique** couvre dix-huit États et territoires dont quinze États insulaires indépendants et trois collectivités françaises (Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, Polynésie française).

Focus Océan Atlantique

Parmi les pays de la DR Océan Atlantique, **Haïti** est placé 167^{ème} sur 177 pays dans l'indice WPS 2023-2024²⁰⁵ et a ratifié plusieurs traités internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme, dont la Convention de Belém do Pará. Le pays fait face depuis des décennies à une instabilité politique et au délitement de l'Etat. Les activités criminelles des gangs affectent l'économie et la sécurité du pays et reste le principal responsable des violations des droits humains. Entre janvier et décembre 2024, un total de 6 488 incidents de violence basée sur le genre ont été déclarés auprès des prestataires de services du Sous-Cluster VBG²⁰⁶. Les données sur les types de VBG existent et décrivent les formes les plus récurrentes : violences sexuelles (64 %), violences physiques (20 %), violences psychologiques et émotionnelles (21 %). **En revanche, les données spécifiques sur la VBGFT ne sont pas disponibles.** Les journalistes notamment travaillent dans la peur pour leur vie et sont constamment menacés, en particulier les femmes journalistes. Un niveau élevé d'autocensure a été enregistré en raison de menaces répétées ou de craintes de représailles de la part de gangs. En mars 2022, la Solidarité des Femmes Journalistes en Haïti (SOFEHJ), en partenariat avec l'Institut Panos, a organisé une conférence-débat sur les enjeux et défis de la violence numérique pour les femmes en Haïti. Il a été souligné que **les femmes journalistes et celles ayant une vie publique sont particulièrement vulnérables face à la violence numérique**. Les formes de cette violence incluent le cyberharcèlement, les menaces en ligne et les attaques à la réputation. Les gangs ont également parfois menacé et attaqué des organisations de la société civile.

La **République dominicaine**, elle, est placée 98^{ème} sur 177 Etats dans l'indice WPS 2023-2024²⁰⁷. Le contexte de violence contre les femmes et de violence intrafamiliale dans le pays reste une réalité généralisée dans tous les aspects de la vie des filles et des femmes. La VBGFT est devenue une nouvelle forme de violence, touchant de manière disproportionnée les femmes et les filles. Cependant, l'absence de données détaillées sur la discrimination et la violence de genre dans le pays aggrave le manque de sensibilisation et de prise de conscience à ces problématiques aux niveaux politique, législatif et judiciaire²⁰⁸. Le pays est signataire de la Convention interaméricaine sur la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre les femmes (Convention de Belém do Pará), de la CEDAW ainsi que de la Convention de Budapest du Conseil de l'Europe. Le Mécanisme de suivi de la Convention de Belém do Pará (MESECVI) a lancé fin 2024²⁰⁹ des consultations régionales sur la loi modèle pour lutter contre VBGFT la violence facilitée par la technologie à l'encontre des femmes dans les pays membres. Cette initiative a pour objectif de fournir aux pays des Amériques et des Caraïbes des outils

²⁰⁵ Woman Peace and Security Index, 2023-2024 : <https://giwps.georgetown.edu/wp-content/uploads/2023/10/WPS-Index-full-report.pdf>

²⁰⁶ Snapshot sur les incidents de Violences Basées sur le Genre, Février 2025 : https://reliefweb.int/report/haiti/snapshot-sur-les-incidents-de-violences-basees-sur-le-genre-vbg-de-janvier-decembre-2024?_gl=1*1dvbhji*_ga*NTY4OTYwOTM4LjE3NDEwMDIwMTM.*_ga_E60ZNX2F68*MTc0MTAwMjAxMi4xLjAuMTc0MTAwMjAxMi42MC4wLjA.

²⁰⁷ Woman Peace and Security Index, 2023-2024 : <https://giwps.georgetown.edu/wp-content/uploads/2023/10/WPS-Index-full-report.pdf>

²⁰⁸ Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur l'Examen périodique universel Quarante-sixième session 29 avril-10 mai 2024 Rapport national soumis comme suite aux résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'Homme - République dominicaine, A/HRC/WG.6/46/DOM/1, 16 février 2024 : <https://docs.un.org/fr/A/HRC/WG.6/46/DOM/1>

²⁰⁹ MESECVI Launches Regional Consultations on the Model Law to Combat Technology-Facilitated Violence Against Women in Argentina, Colombia, and Panama, Décembre 2024 : <https://belemdopara.org/wp-content/uploads/2024/12/Press-Release-Consultations-Model-Law-Nov-2024.pdf>

législatifs efficaces pour lutter contre ce type de violence (peut être ajoutée à la partie sur les instruments régionaux). **Le pays ne dispose pas d'une loi globale reconnaissant toutes les formes de violence, et a fortiori pas la VBGFT.** Le dispositif juridique repose sur divers textes juridiques, notamment la loi 24-97 adoptée en 1997 pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et dans le cadre familial, et sanctionnant les atteintes à la vie privée d'un individu, englobant ainsi certains aspects de la cyberviolence. La loi qualifie la violence à l'égard des femmes d'infraction et oblige le Procureur à enquêter, poursuivre et inculper l'auteur des faits, afin qu'il soit dûment réprimé. À cette fin, le Bureau du Procureur général de la République a donné des instructions aux procureurs au niveau national par l'intermédiaire des Lignes directrices pour une prise en charge des victimes ainsi qu'une enquête et des poursuites efficaces en matière de violences. Celles-ci visent à renforcer les poursuites pénales de ladite infraction à l'aide de politiques efficaces, tant en matière d'enquêtes que de prise en charge et de protection immédiate des victimes et de leurs enfants. L'objectif de ces lignes directrices est d'uniformiser les procédures de prise en charge des victimes, d'enquête et de poursuites pénales, en donnant au procureur chargé de l'affaire des directives minimales pour l'enquête et la conduite de la procédure, ainsi que les aspects techniques qui la caractérisent, afin d'offrir aux victimes un traitement digne et une réponse immédiate à la situation dans laquelle elles se trouvent. La loi sur la cybercriminalité de 2007 (Loi 53-07) cible spécifiquement les cybercrimes, y compris les infractions liées au cyberharcèlement et aux violations de la vie privée, offrant ainsi une base juridique pour poursuivre diverses formes de violence en ligne contre les femmes. Le Plan stratégique pour une vie sans violence à l'égard des femmes est adopté, approuvé en 2020 constitue la principale politique publique visant à éradiquer toutes les formes de violence.

3.3. Engagements & lacunes des intermédiaires internet

Le terme « intermédiaires internet » désigne habituellement un large éventail, varié et évoluant rapidement, de prestataires de services et plateformes « *user based content* » qui facilitent les interactions sur internet entre les personnes. Certains d'entre eux assurent la connexion des utilisateurs à internet, permettent le traitement des données et hébergent des services sur internet, y compris pour les commentaires créés par les utilisateurs. D'autres recueillent des informations, aident à effectuer des recherches, facilitent la vente de biens et de services ou permettent d'autres transactions commerciales. Ils peuvent souvent exercer plusieurs fonctions en parallèle, et notamment ne pas limiter leurs activités à celles d'intermédiaires. Par ailleurs, les intermédiaires internet animent et classent les contenus, principalement grâce à leur traitement algorithmique, et il arrive qu'ils exercent des activités proches de celles des éditeurs. Il s'agit notamment des grandes entreprises technologiques – Meta (Facebook, Instagram), X (anciennement Twitter), Grindr, TikTok et Google, et des fournisseurs de systèmes d'IA.

Politiques de modération et responsabilité des plateformes

Les intermédiaires d'Internet jouent un rôle central en fournissant des espaces numériques pour l'interaction entre les personnes et, en tant que tels, ont des responsabilités spécifiques en matière de droits humains. Selon les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme²¹⁰, **les réseaux sociaux ont la responsabilité de respecter les droits humains**, notamment ceux à la non-discrimination, à la vie privée et à la liberté d'expression. Ils doivent donc jouer un rôle crucial dans la prévention des VBGFT et la régulation des contenus violents en ligne.

De ce fait, les principales plateformes ont progressivement mis en place des politiques de modération des contenus, permettant l'identification, le signalement et la rectification des incidents de harcèlement ou de violence contre les femmes commis en ligne. Les intermédiaires de médias sociaux ont établi des mécanismes distincts pour traiter les abus en ligne, notamment par le biais de règles internes visant à « bloquer » les abuseurs en ligne ou à supprimer le contenu jugé non admissible.

²¹⁰ Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme 17/4 du 16 juin 2011, *Les droits de l'homme et les sociétés transnationales et autres entreprises*.

Instagram a ainsi introduit une fonctionnalité appelée “Restreindre”, qui permet aux victimes de limiter les interactions indésirables, filtrer et masquer les messages envoyés par des harceleurs potentiels sans qu’ils en soient informés. WhatsApp a renforcé son chiffrement de bout en bout pour éviter que les messages, photos, vidéos, messages vocaux, documents, mises à jour de statut et appels ne tombent entre de mauvaises mains, et a mis en place de notifications de sécurité qui alertent si un code est modifiée dans une des discussions.

Facebook et Instagram ont renforcé leurs algorithmes de détection des discours haineux et mis en place des outils permettant aux victimes de signaler plus facilement les contenus abusifs. Twitter a introduit un mode sécurisé qui bloque automatiquement les comptes envoyant des messages haineux ou harcelants.

YouTube et TikTok ont également adopté des politiques plus strictes concernant la suppression des contenus sexistes ou haineux. TikTok a mis en place un système d’avertissement automatique avant la publication de certains messages potentiellement violents, incitant les utilisateurs et utilisatrices à reconsidérer leurs propos.

Lacunes et risques de recul des droits

Pour autant, les ONG dénoncent souvent un manque de réactivité dans la suppression des contenus signalés et l’absence de mécanismes de recours clairs pour les victimes. De nombreuses organisations estiment que les plateformes privilégient leurs modèles économiques au détriment de la protection des utilisateurs et utilisatrices. Le manque de contrôle indépendant, l’absence de normes claires ou les différences normatives entre les plateformes, et l’application incohérente de la législation restent un problème. Par ailleurs, la qualité de la modération apparaît inégale entre les pays et régions du monde. En effet, certains pays enforcent des règles plus strictes en termes de protection des utilisateurs sur internet, ce qui influe sur les efforts de modération des plateformes.

Les récentes actualités montrent que, malgré les engagements affichés par les grandes plateformes numériques, des revirements et retours en arrière sont possibles, appelant à une vigilance accrue et constante. C’est tout l’objet de la campagne de Human Rights Watch « Sécuriser nos réseaux », qui appelle Meta à être plus transparente et responsable dans la protection des personnes LGBTQIA+ contre le ciblage en ligne par des acteurs étatiques et privés notamment dans la région MENA – où l’on observe un recul net des droits de ces personnes²¹¹.

Initiatives de collaboration avec la société civile

Certaines plateformes collaborent avec la société civile, et notamment des organisations de défense des droits des femmes et/ou de l’égalité de genre pour améliorer leurs dispositifs de signalement. Par exemple, Meta a développé des politiques, des ressources et des outils pour protéger les femmes contre les abus en ligne et leur permettre de contrôler leur expérience en ligne. Meta a travaillé avec plus de 400 organisations et expert.es en sécurité des femmes à travers le monde. Ces expert.es forme un groupe qui participe à des réunions trimestrielles dédiées à l’avancement de la sécurité des femmes en ligne²¹².

Le Conseil de surveillance (*Oversight Board*) a pour mission d’améliorer la façon dont Meta traite les individus et les communautés à travers le monde. Il applique les normes de contenu publiées sur Facebook, Instagram et Threads de manière à faire valoir la liberté d’expression ainsi que d’autres normes internationales des droits humains. Pour ce faire, il propose un contrôle indépendant de la modération du contenu de Meta, en prenant des décisions exécutoires sur les problématiques de

²¹¹ Human Rights Watch, Surveiller nos réseaux : <https://www.hrw.org/fr/news/2024/01/23/questions-et-reponses-facebook-instagram-et-le-ciblage-en-ligne-de-personnes-lgbt>

²¹² Meta, Women’s safety partners: <https://about.meta.com/actions/safety/audiences/women/#partners>

contenu les plus complexes. Il formule des recommandations de politique qui incitent Meta à améliorer ses règles, à agir de manière plus transparente et à traiter équitablement tous ses utilisateurs²¹³.

Meta et l'Association e-Enfance ont développé en 2023 en France un nouvel outil disponible sur Instagram et Messenger, visant à encourager les jeunes utilisateurs victimes de cyberharcèlement ou d'intimidation à obtenir de l'aide en parlant à un professionnel de l'Association e-Enfance, via le 3018, le numéro national pour les jeunes victimes de harcèlement et de violences numériques²¹⁴. Bien que n'étant pas destiné aux victimes de VBG spécifiquement, ces dernières peuvent de fait en bénéficier.

D'autres initiatives et outils existent afin de soutenir les victimes de VBGFT. Par exemple, StopNCII.org est un outil gratuit conçu pour soutenir les victimes d'abus d'images intimes non consensuelles (NCII)²¹⁵. L'outil fonctionne en générant un hachage à partir des images ou vidéos intimes. Le hachage d'image consiste à utiliser un algorithme pour attribuer une valeur de hachage unique à une image, dotée d'une empreinte numérique. StopNCII.org partage ensuite le hachage avec les plateformes partenaires afin qu'elles puissent aider à détecter et à retirer les images du partage en ligne. Selon la Diplomatie Féministe du MEAE, ce type d'outils bien qu'efficaces et utiles à la protection des victimes reposent sur la collaboration volontaire des plateformes en ligne et les capacités techniques et de négociations de la société civile. Les associations et initiatives de prévention et lutte contre les VBGFT ont la possibilité de devenir partenaire de confiance des plateformes, ce qui facilite le retrait d'images ou contenu violents. Dans un contexte de recul de la modération en ligne, notamment observé sur la plateforme Meta et X aux Etats-Unis, la résilience des initiatives reposant sur le volontariat des plateformes apparaît donc comme fragile.

Modération et intelligence artificielle

Indissociable du web, et ce, depuis son avènement, la modération en ligne a toujours été un rouage essentiel pour maintenir un environnement sûr et accueillant. Pendant longtemps, cette modération était par des équipes humaines, qui examinaient les contenus signalés par les utilisateurs, ou par des modérateurs volontaires. Au fil du temps, l'explosion du volume d'interactions a peu à peu complexifié la modération en ligne. De ce fait, la question du rôle de l'IA dans la modération des contenus a rapidement fait l'objet de débats. Ainsi, alors que les grandes plateformes subissent une énorme pression pour améliorer leur système de modération et un enjeu de réputation, certaines d'entre elles misent/ont misé sur l'IA pour rendre ces opérations plus rapides et efficaces. Google avait développé dès 2017 un outil fondé sur l'IA (*Perspective*) capable d'identifier les commentaires haineux et de modérer automatiquement les sections de discussion sur YouTube.

Les algorithmes d'IA peuvent analyser de vastes quantités de données en temps réel pour identifier des contenus potentiellement toxiques ou illégaux, tels que les discours haineux, le harcèlement en ligne et les contenus violents. Grâce à l'apprentissage automatique, ces systèmes peuvent s'améliorer continuellement en intégrant de nouvelles données et en analysant les erreurs passées, augmentant ainsi leur précision dans la détection et la modération des contenus problématiques.

Pour autant, il n'existe pas encore d'IA pouvant prétendre à une infaillibilité face à la toxicité et l'illégalité – et face aux nombreuses formes de VBGFT. Bien souvent, les algorithmes peuvent refléter les biais de genre présents dans les données d'entraînement, entraînant des décisions de modération injustes ou discriminatoires. Toute solution de modération proposant un taux d'automatisation fort, se voit donc généralement adossée à un dispositif humain complémentaire.

²¹³ Oversight Board: <https://www.oversightboard.com/?lang=fr>

²¹⁴ Meta et e-Enfance déploient pour la première fois dans le monde un bouton d'appel accessible depuis Instagram et Messenger pour les adolescents victimes de harcèlement en France : <https://about.fb.com/fr/news/2023/11/meta-et-e-enfance-deploient-pour-la-premiere-fois-dans-le-monde-un-bouton-dappel-accessible-depuis-instagram-et-messenger-pour-les-adolescents-victimes-de-harcelement-en-france/>

²¹⁵ StopNCII.org: <https://stopncii.org/?lang=fr-fr>

Pour autant, le Data Feminism Network (DFN), en partenariat avec la Data-Pop Alliance²¹⁶, cherche à développer des solutions de modération plus inclusives et équitables, adaptées aux divers besoins des utilisateurs et utilisatrices. Il promeut des principes féministes dans la science des données et la technologie. Leur approche intersectionnelle vise à combler les lacunes dans les données de genre et à représenter fidèlement les expériences des femmes et des minorités de genre.

3.4. VBGFT & Education

L'articulation entre les enjeux liés aux VBGFT et l'éducation sont nombreux et la **sensibilisation et l'éducation apparaissent comme un axe d'intervention prioritaire dans toutes les géographies**, bien que les lacunes soient encore plus flagrantes là où les compétences technologiques et la connaissance des droits sont moins ou inégalement développées.

D'une part, les VBGFT peuvent entraver l'accès et/ou le maintien des jeunes ciblés à l'éducation, et limiter leur réussite scolaire. Il apparaît donc crucial de sensibiliser et former les élèves, étudiants et étudiantes mais également l'ensemble de la communauté éducative pour prévenir et lutter contre les VBGFT. D'autre part, la sensibilisation, l'éducation et la formation constituent de puissants outils face aux **VBGFT qui sont souvent d'autant plus impactantes qu'elles sont mal connues et mal comprises**. Cette méconnaissance concerne également les moyens juridiques et technologiques pour se prémunir ainsi que les systèmes de dénonciation, de plainte et d'accompagnement des victimes. Le système éducatif reste un des principaux canaux permettant de diffuser les connaissances et compétences pour favoriser le développement d'un environnement numérique plus sûr et inclusif.

Les OSC et mouvements féministes disposant d'une compréhension des enjeux ont un rôle majeur à jouer pour sensibiliser, former et outiller le secteur éducatif et la société dans son ensemble. Les actions de la société civile en matière de plaidoyer doivent aussi inclure dans leur agenda une attention accrue au développement de l'éducation numérique, afin de renforcer le pouvoir d'agir et la résilience des personnes ciblées par les VBGFT.

Les VBGFT en milieu scolaire

Les VBGFT se produisent dans tous les environnements – y compris au sein du système éducatif. **Lutter contre ces formes de violences en environnement scolaire est décisif étant donné son caractère fondamental de socialisation et d'apprentissage**, où les normes de genre peuvent se construire, se reproduire mais aussi (et surtout) se déconstruire. Un climat scolaire marqué par les VBGFT entraîne une insécurité psychologique pour les élèves concernés et compromet aussi leur accès à une éducation de qualité, en augmentant les risques d'absentéisme et de décrochage.

L'éducation aux usages numériques responsables doit commencer dès le plus jeune âge pour inculquer des comportements respectueux et prévenir les dynamiques et l'école doit garantir un environnement sûr et inclusif en mettant en place des politiques de prévention, des mécanismes de signalement et des sanctions claires contre les différentes formes de violences basées sur le genre – ce qui inclut les formes facilitées par la technologie. Elle a également un rôle dans la lutte contre les VBGFT en formant le corps enseignant à la détection et à la prise en charge des violences, en promouvant des modèles positifs de masculinité et de féminité et en sensibilisant élèves et familles. Elle contribue donc à un changement profond des mentalités et des pratiques (y compris en ligne) favorisant in fine une société plus juste, non violente et respectueuse des droits des filles et des minorités sexuelles.

Dans cette logique, de nombreuses initiatives ont été mises en place pour prévenir les VBGFT en milieu scolaire. Des programmes d'éducation à la sécurité en ligne ont, par exemple, été lancés en **Malaisie** et aux **Philippines** pour sensibiliser les enfants aux risques du numérique. Par ailleurs, des hubs en ligne et des lignes d'assistance ont été créées pour faciliter le signalement des violences basées sur le genre facilitées par la technologie et permettre aux victimes d'accéder aux ressources et aux lois

²¹⁶ Data Pop Alliance: <https://datapopalliance.org/dfn/>

existantes. Certains États ont organisé des campagnes de sensibilisation dans des écoles et des groupes communautaires en **Argentine, le Salvador, Myanmar et Zimbabwe**. En **Inde**, des comités universitaires dédiés au harcèlement sexuel (notamment en ligne) ont été mis en place pour renforcer la protection des étudiants et étudiantes. Aux **Philippines**, un programme de protection des enfants sur Internet a été développé en partenariat avec la Police nationale, la société civile et les gouvernements locaux. Il comprend des sessions de formation sur la sécurité en ligne pour les élèves (primaire et secondaire), les fournisseurs d'accès à Internet et les leaders communautaires sur les dangers inhérents à l'utilisation d'Internet, ainsi que des conseils sur les préoccupations de sécurité. La police a également lancé le projet Angel Net pour sensibiliser et éduquer les parents sur la protection des enfants contre les crimes en ligne. De plus, les cybercafés ont été invités à adopter un code de conduite et à prendre des mesures pour protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle.

Les OSC ont un rôle à jouer sur ce terrain, en développant et mettant en œuvre des programmes pédagogiques. Il peut s'agir d'intervenir en appui à la communauté éducative dans les établissements scolaires et universitaires pour sensibiliser dès l'école et dans les universités aux violences en ligne et à la sécurité numérique, intégrer des modules sur la lutte contre les VBGFT dans les formations et cursus, créer des ateliers et des outils pédagogiques accessibles au grand public et spécifiquement aux écoliers et étudiants, mettre en place des espaces dédiés dans les écoles avec des points focaux. **L'école, les centres de formation et universités sont aussi un lieu opportun pour mobiliser activement les jeunes dans la lutte contre les VBGFT à travers des projets conçus et portés par eux-mêmes.** Les OSC peuvent ainsi encourager et accompagner les clubs scolaires et les projets d'établissement à se saisir de la question des VBGFT à travers des actions de sensibilisation dédiés et accompagnement des victimes pour éviter le décrochage scolaire.

Recherche et productions de données sur les VBGFT

Les universités sont des lieux privilégiés pour approfondir la recherche sur les VBGFT. En effet, la prévention et la lutte contre les VBGFT doit s'appuyer sur des données, quantitatives et qualitatives, ventilées par sexe mais aussi désagrégées en fonction d'autres critères de discrimination dans une approche intersectionnelle. Ces données restent insuffisantes, et quand elles existent, elles doivent être analysées et diffusées. Cette production de connaissance alimentera la recherche et les programmes de formation, tout en contribuant à nourrir les politiques publiques. A travers leurs activités, les OSC et mouvements féministes documentent l'ampleur et l'évolution du phénomène et collectent des données pouvant alimenter les projets de recherche et la production de savoir - comme l'illustre d'ailleurs la multiplication des articles et rapports sur le sujet. Des partenariats avec le monde académique sont à promouvoir.

Les échanges avec les OSC ont ouvert la voie à des initiatives plus ambitieuses. Par exemple, **la mise en place de centre de documentation, tel qu'un observatoire indépendant sur la lutte contre les VBGFT**, pourrait être imaginé dans les universités, les écoles des zones d'intervention, et au sein des communautés. Cette initiative pourrait être portée par la société civile et les mouvements féministes. Il aurait pour objectif de sensibiliser et informer les étudiants et étudiantes, les chercheurs et chercheuses, les ONG et tous les acteurs intéressés par la question de lutte contre la VBGFT, qui constitue une menace grandissante. Il serait intéressant de vulgariser le centre de documentation sur les VBGFT auprès des étudiants et étudiantes, personnels de recherche et corps professoral afin d'encourager les recherches sur cette problématique. Plus largement, un tel centre pourrait être une interface entre le monde éducatif et le grand public. Des plateformes numériques existantes pourraient être développées et renforcées en ce sens.

Participation des femmes dans les filières d'enseignement liées au numériques

Selon les données les plus récentes de l'UNESCO, les femmes représentent seulement 35 % des diplômés universitaires dans les domaines des sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STEM) à l'échelle mondiale. Cette proportion varie selon les disciplines : 29 % dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) et 26 % dans l'ingénierie, la fabrication et la construction.

Elle varie également selon les régions. Des pays affichent des pourcentages plus élevés de femmes parmi les ingénieurs diplômés, comme l'Algérie (48,5 %), le Maroc (42,2 %) et la Tunisie (44,2 %) mais aussi le Pérou (47,5 %) et l'Uruguay (45,9 %). Dans les pays du G20, la part des femmes exerçant dans les domaines STEM est de 22 %, avec une progression limitée au cours des quinze dernières années (19 % en 2005). Ces filières sont pourtant stratégiques pour former des professionnels capables de prévenir et d'intervenir. Ainsi, **cette faible présence des femmes dans les STEM a un impact en matière de VBGFT**. En effet, cela signifie qu'elles sont sous-représentées parmi les professionnels qui conçoivent, développent et régulent les outils numériques, avec des conséquences directes sur la manière dont ces technologies sont conçues et mises en œuvre, avec une moindre prise en compte de leurs besoins spécifiques, des biais algorithmiques et une moindre influence dans les instances de régulation et sur les politiques publiques. **Cette situation alimente un cercle vicieux dans les STEM où les femmes (et par extension les minorités de genre, en raison des stéréotypes de genre fortement ancrés, du manque de modèles et/ou de biais inconscients) sont peu nombreuses, renforçant leur sentiment d'insécurité.**

A cet égard, le rôle de la société civile et des mouvements féministes est considérable, en partenariat avec le secteur éducatif, pour sensibiliser dès le plus jeune âge et accompagner les filles et les femmes et autres minorités de genre qui s'orientent dans ces domaines.

Un niveau de sensibilisation et d'éducation à généraliser

Une plus grande diffusion des connaissances et des compétences (notamment mais non exclusivement en matière de droit et de technologie) est nécessaire dans toute la société pour prévenir et lutter contre les VBGFT au-delà des environnements scolaires et universitaires. Les victimes, les agresseurs, les autorités mais aussi une partie de la société civile féministe ne disposent que de connaissances et compétences approximatives en la matière (sur la définition des VBGFT, le cadre juridique, les moyens de protection et mécanismes d'alerte et de plainte, etc.). Les leviers éducatifs sont opérant à la fois en soutien aux OSC, personnes militantes, personnes particulièrement à risque d'être victimes de VBGFT (i.e., filles, femmes, personnes handicapées, minorités sexuelles, personnes racisées), ainsi qu'en matière de sensibilisation destinée au grand public dans son ensemble, notamment aux adolescents et adolescentes et aux jeunes, ainsi qu'aux forces de l'ordre, personnel juridique et médical chargé de prendre en charge les victimes de VBGFT.

Dans les zones rurales et marginalisées, moins connectées, ainsi que pour certaines minorités de genre, y compris les femmes, la littératie numérique et la maîtrise de la « netiquette » (c.-à-d. ensemble de bonnes pratiques à l'usage des internautes) sont faibles. L'accès au savoir, aux ressources et aux outils en matière de sécurité numérique est encore plus contraint, exigeant des actions ciblées et adaptées. L'acquisition des connaissances de base en cybersécurité est alors un usage préalable pour un accès sûr et inclusif au numérique afin d'améliorer la capacité à naviguer et à se protéger dans les espaces en ligne.

De nombreuses OSC interrogées confirment l'importance de ce type d'intervention et proposent des actions de sensibilisation en matière de « soins numériques », prévention de la violence numérique et autodéfense numérique. Un peu partout, le travail doit se faire au niveau communautaire et local pour renforcer les capacités et autonomiser les personnes. L'apprentissage techno-politique²¹⁷ doit permettre de reconnaître les VBGFT en comprenant le contexte des technologies, leurs usages, risques et opportunités. La mise à disposition de formations et ressources pour aider les personnes ciblées par les VBGFT, en particulier les jeunes femmes, à développer des compétences numériques pour reconnaître et répondre à la violence en ligne (y compris la façon de protéger les informations personnelles et de naviguer en toute sécurité dans les médias sociaux) sont à renforcer. Ces ressources doivent être facilement accessibles et connues du plus grand nombre.

²¹⁷ Techno-politique : terme apparu en 2010 « qualifie la prise en main des technologies numériques, réseaux sociaux en tête, à des fins de mobilisation ou de conquête politique par les citoyens d'un empowerment » (*Technopolitique, Comment la technologie fait de nous des soldats*, Asma Mhalla, 2024)

Parmi les personnes ciblées par les VBGFT, les personnes militantes et activistes ainsi que les journalistes, par leur visibilité, sont particulièrement exposées et doivent développer des compétences plus spécifiques afin d'assurer leur protection et celle de leur organisation et poursuivre leur engagement en ligne. Le soutien aux OSC et aux militantes peut prendre la forme d'ateliers de sensibilisation et de renforcement des capacités sur les compétences en cybersécurité, notamment la mise en place d'une authentification double, la protection des sites web, des identités numériques. Des organisations de la société civile comme Digital Society Africa²¹⁸ proposent formations sur la cybersécurité aux militantes, actions préventives pour se prémunir face aux VBGFT.

3.5. Présentation de la cartographie de la société civile

Rôle des organisations internationales et des OSC locales et régionales

Les organisations féministes jouent un rôle vital dans la lutte contre les VBGFT, en agissant à plusieurs niveaux. Elles contribuent à prévenir ces formes de violence, en sensibilisant les communautés – comme on l'a vu précédemment. Elles plaident pour des évolutions législatives et font du plaidoyer auprès des plateformes numériques et des gouvernements pour garantir l'efficacité et la durabilité des politiques publiques mise en place. Elles contribuent également à un contrôle rigoureux de ces politiques pour en maximiser l'impact en termes de réduction des violences.

Toutefois, ces organisations sont elles-mêmes exposées à des risques : leurs militantes figurent, comme on l'a vu précédemment, parmi les premières cibles des violences qu'elles dénoncent. Elles doivent donc être protégées, renforcées, mises en réseau et également soutenues dans leur dialogue auprès des acteurs institutionnels, pour être pleinement intégrées à la définition de politiques publiques et assurer une meilleure coordination des actions en matière de lutte contre les VBGFT.

C'est dans cette perspective que s'inscrit l'appel à projets FSOF de l'AFD - dont l'objectif final est de renforcer les organisations féministes qui luttent contre les VBGFT. L'objet de cette prestation, menée par PwC, est d'élaborer une étude de faisabilité de ce programme pour en définir les contours, thématiques, géographies, etc. **Dans ce cadre, l'un des premiers livrables avec la présente revue de littérature consiste en une cartographie des OSC engagées dans la lutte contre les VBGFT.** Cette cartographie vise à identifier des OSC (y compris fonds féministes) partenaires potentielles du programme d'appui de l'AFD, qu'elles postulent potentiellement à l'appel d'offres pour le consortium en charge de mettre en place le dispositif de financement et de renforcement de capacité, ou actives sur le sujet des VBGFT. **Cette cartographie fait l'objet d'un document annexe sous format Excel** – il est présenté de manière synthétique ci-dessous.

Nota Bene : Cette cartographie est un travail de compilation des ressources publiques directement disponibles en ligne sur les sites, par exemple sur les sites internet et brochures des OSC. En ce sens, **elle nous semble pouvoir être transmise à la demande des éventuelles organisations intéressées et/ou engagées par la suite dans le consortium.** De fait, en entretien, plusieurs d'entre elles ont manifesté un intérêt à recevoir ce document. A l'inverse, les informations récoltées en entretien ou à travers le questionnaire en ligne ne pourront être communiquées qu'avec l'accord des organisations (qui leur a été explicitement demandé).

²¹⁸ <https://digitalsociety.africa/>

Contenu de la cartographie

Le travail de cartographie a permis d'identifier 264 organisations de la société civile (OSC)²¹⁹ internationales, régionales ou locales féministes actives dans les zones d'intervention de l'AFD en Afrique, Asie-Pacifique, Afrique du Nord et Moyen-Orient, Europe de l'Est et Balkans. Les OSC féministes identifiées ont été classées en cinq grandes catégories selon leur degré de spécialisation, leur approche pour aborder la thématique des VBGFT ainsi que leur adoption d'une perspective féministe :

264

OSC féministes
identifiées

- **OSC généralistes ou actives sur les VBG, les droits et l'éducation des femmes et des filles :** Cette catégorie regroupe les OSC ayant un pilier sur l'égalité de genre, ainsi que celles centrées sur les VBG et les droits et l'éducation des femmes et des jeunes filles. Ces OSC adoptent généralement une perspective féministe limitée aux femmes ou aux filles. Elles offrent un accès à une prise en charge globale en cas de VBG (prévention, réponse d'urgence).
- **OSC à l'intersection du féminisme, de l'égalité de genre et des technologies :** Ces OSC proposent souvent des *hotlines* d'urgence ou des *chatbots* offrant des ressources d'aide aux victimes de VBGFT. Elles fournissent un contenu spécifique sur l'égalité de genre dans un contexte de transformation numérique, avec un focus sur les VBGFT et la modération des plateformes. L'approche féministe de ces OSC est généralement intersectionnelle, bénéficiant aussi bien aux femmes et aux filles qu'aux personnes LGBTQIA+.
- **OSC focalisées sur les droits des personnes vulnérables :** LGBTQIA+, journalistes, militantes ou politiciennes : Ces OSC couvrent les violences et le harcèlement en ligne subis par des personnes particulièrement visées en raison de leur identité ou expression publique. L'approche féministe de ces OSC dépend du groupe de personnes vulnérables ciblé, les organisations qui soutiennent spécifiquement la communauté LGBTQIA+ comme Outright International sont intersectionnelles²²⁰.
- **OSC centrées sur les droits de l'Homme, la démocratie et le numérique responsable :** Ces OSC œuvrent à la préservation de la démocratie, à la défense des droits humains et à la promotion d'un numérique responsable. Elles abordent les VBGFT sous cet angle, bien que l'attention aux enjeux de genre puisse parfois être limitée. L'approche féministe de ces organisations peut être inclusive ou limitée aux seules femmes et filles.
- **Fonds féministes :** ces fonds mobilisent des ressources financières, humaines pour soutenir les OSC et mouvements féministes et créent des réseaux entre les acteurs soutenus pour décupler l'impact de leurs actions.

Un travail complémentaire a été conduit pour classer ces OSC en fonction du rôle potentiel qu'elles pourraient tenir, soit en tant que (i) OSC potentiellement intéressées/pertinentes pour répondre à l'appel d'offres du consortium ou en tant que (ii) OSC actives sur la thématique des VBGFT. Pour ce faire, nous avons défini un certain nombre de critères de sélection.

Les OSC potentiellement intéressées/pertinentes pour répondre à l'appel d'offres du consortium sont celles présentant un ou plusieurs des critères suivants – considérant que l'ensemble de ces critères devront être couverts et partagés par les membres :

- Expérience avérée dans la lutte contre les VBGFT, droits humains ou droits des femmes et/ou numériques ;
- Approche féministe et intersectionnelle ;

²¹⁹ En ligne avec la définition de la société civile des Nations unies : « Non-State, not-for-profit, voluntary entities formed by people in the social sphere that are separate from the State and the market. CSOs represent a wide range of interests and ties. They can include community-based organizations as well as non-governmental organizations (NGOs). In the context of the UN Guiding Principles Reporting Framework, CSOs do not include business or for-profit associations. » <https://www.ungpreporting.org/glossary/civil-society-organizations-csos/>

²²⁰ Outright International: <https://outrightinternational.org/>

- Compétences technologiques utiles à la prévention et lutte contre les VBGFT ;
- Expérience en structuration et gestion de projets multi-acteurs et partenariats fructueux avec d'autres OSC ;
- Présence et/ou actions dans les régions ciblées par l'appel à projet : Afrique, Amérique Latine, Europe de l'Est, Asie et Pacifique ;
- Antécédents en gestion de financements internationaux et capacité administrative et en termes de gouvernance pour assurer un suivi financier rigoureux et transparent.

Des contacts avec des OSC pertinentes pour l'appel d'offres du consortium ont également été pris par l'équipe PwC. Pour ce faire, nous avons conduit des entretiens qualitatifs en ligne avec un certain nombre d'OSC et avons diffusé un questionnaire en ligne afin de comprendre leur perception de la pertinence de mettre en place ce dispositif de soutien aux OSC, leur intérêt à se positionner sur l'appel d'offres et collecter des recommandations et éventuels points d'attention. Les informations et points d'attention remontés, articulés avec les éléments issus de la revue de littérature et les recommandations de l'AFD doivent permettre de nourrir la note de cadrage, préparer l'atelier de concertation avec les OSC et préciser le périmètre de l'appel d'offres.

En ce qui concerne, les OSC actives sur la thématique des VBGFT, nous avons identifié les organisations ayant des activités visant à lutter contre les VGB et plus spécifiquement de VBGFT, via la sensibilisation, prévention, formation ou plaidoyer législatif au niveau régional ou local, et en particulier celles adoptant une approche féministe.

Le graphe ci-dessous présente un aperçu du nombre d'OSC identifiées dans l'une ou l'autre des catégories par aire géographique.

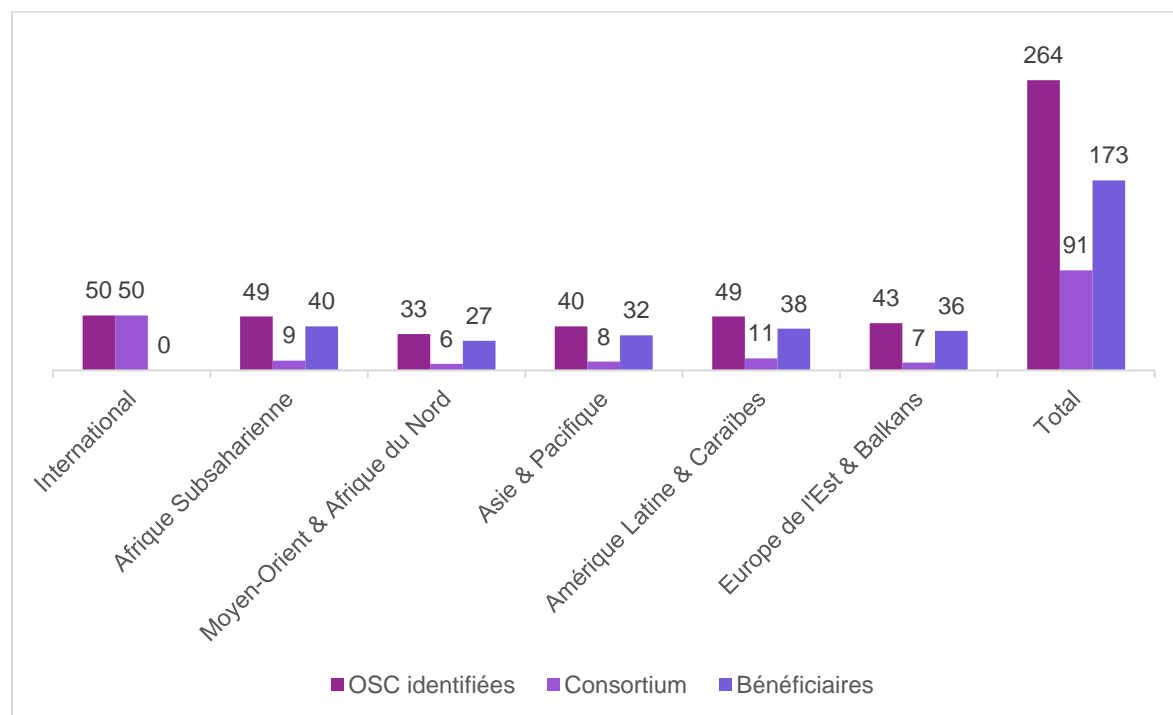


Figure 3 – Présentation des OSC de lutte contre les VBGFT identifiées dans la cartographie par zone géographique

Parmi les organisations identifiées, 20 sont situées dans certains des grands pays émergents : le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud. Comme cela a été évoqué en réunion d'équipe, elles ne pourront *a priori* pas figurer parmi les bénéficiaires de l'appel à projets AFD – toutefois, il nous a semblé pertinent de les faire apparaître dans la cartographie puisqu'elles développent des activités particulièrement pertinentes en

matière de prévention et de lutte contre les VBGFT. Leur présence permet d'assurer une vision plus complète des dynamiques régionales en la matière.

Nous avons également classé ces OSC selon leur type d'activités principales. Elles sont ainsi catégorisées selon leur implication dans les 8 catégories d'activités suivantes : sensibilisation, plaidoyer législatif, renforcement des capacités, recherche ou centre de ressources, services d'écoute aux victimes, mobilisation et création de partenariats, soutien juridique, et financement. Le graphique ci-dessous (Figure 4 - Types d'activités des OSC *identifiées par région*), présente une vue d'ensemble de la répartition des OSC identifiées par type d'activités. Il apparaît que les activités de sensibilisation, de plaidoyer législatif et de renforcement des capacités sont les plus courantes.

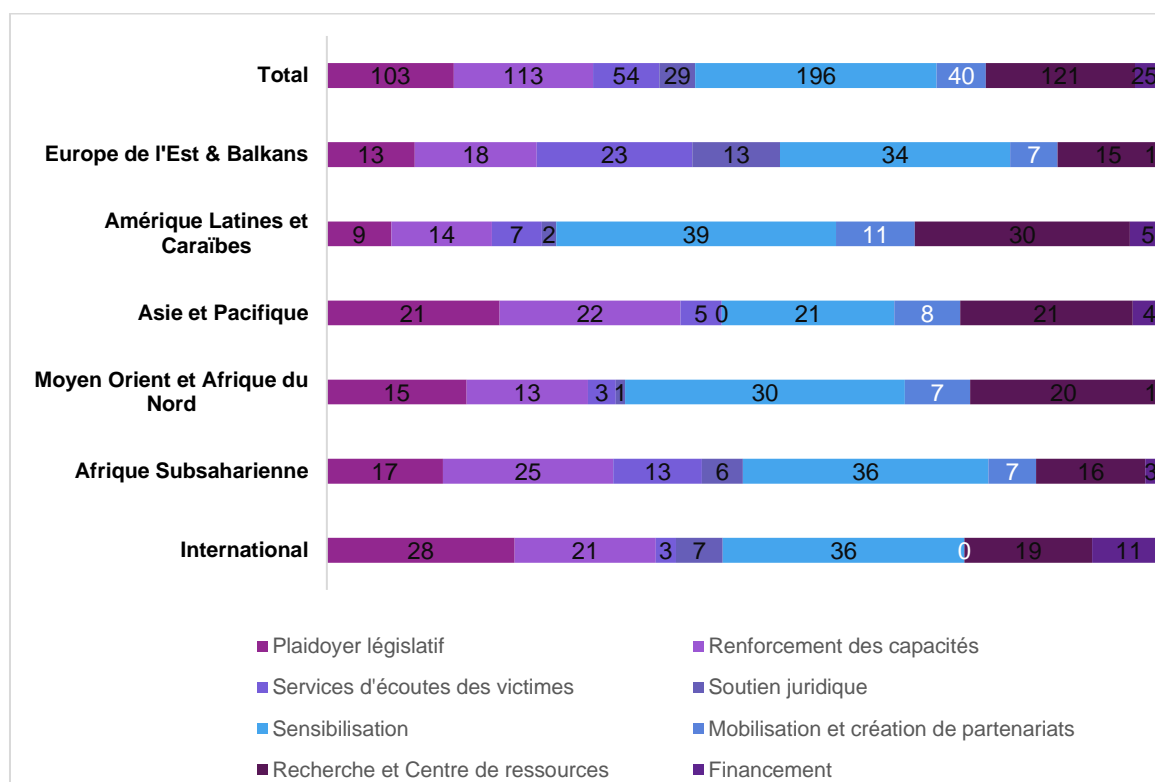


Figure 4 - Types d'activités des OSC identifiées par région

Tendances observées par région

Les OSC internationales, généralement situées en Europe ou en Amérique du Nord et disposant de relais en Afrique, Asie et Moyen-Orient, jouent un rôle clé dans la lutte contre les VBGFT. Les OSC que nous avons identifiées proposent de nombreux programmes à travers des partenariats avec des organisations locales et leurs antennes. Elles mettent notamment en place des programmes de sensibilisation, comme Equipop qui sensibilise le public par la production de rapports sur les VBGFT et les moyens de contrer les discours masculinistes en ligne²²¹. De plus, elles s'engagent dans des actions de plaidoyer législatif grâce à leurs réseaux internationaux et moyens conséquents. Equality Now, par exemple, promeut des législations plus fortes pour prévenir l'exploitation sexuelle en ligne²²². Ces OSC offrent également des opportunités de financement via des appels à projets et des subventions aux OSC nationales et locales - c'est le cas de Womankind Worldwide qui offre des opportunités de financement aux organisations féministes en Afrique²²³. Ces organisations internationales pourraient au regard des critères établis être amenées à répondre à l'appel à projets et à jouer – en cas de sélection

²²¹ Equipop : <https://equipop.org/guide-vbg/>

²²² Equality Now : <https://equalitynow.org/>

²²³ Womankind Worldwide: <https://www.womankind.org.uk/what-we-do/>

- un rôle moteur en tant que leader ou membre du Consortium dans le cadre de ce projet, aux côtés d'OSC locales spécialisées.

En Afrique subsaharienne, les OSC généralistes, centrées sur les violences faites aux femmes et prenant en compte les VBGFT à la marge, sont surreprésentées parmi celles identifiées dans la cartographie par rapport aux autres régions analysées. De plus, un nombre élevé d'organisations, 15 au total, proposent des activités au niveau régional en Afrique de l'Ouest, de l'Est, du Sud et centrale. Les organisations identifiées offrent une large gamme de programmes, principalement des actions de sensibilisation, de renforcement des capacités, de plaidoyer législatif et de services d'écoute pour les victimes. Par exemple, l'OSC Digital Rights Lab au Soudan propose des formations dédiées aux défenseurs des droits de l'homme et aux personnes à risque²²⁴, et Pollicy, une OSC à l'intersection du féminisme, des droits LGBTQ et des technologies, sensibilise le public dans toute l'Afrique à travers des rapports spécialisés sur la sûreté numérique pour les femmes sur leurs lieux de travail²²⁵. De plus, Digital Society Africa et Azur Développement offrent des services d'écoute aux victimes, des *hotlines* et même une application mobile dédiée à fournir des ressources et accompagner les victimes de VBGFT²²⁶.

Au Proche et Moyen-Orient et en Afrique du Nord, un nombre élevé d'organisations identifiées, 8 au total, proposent des activités au niveau régional que ce soit dans l'ensemble des pays Arabes ou au Maghreb. Les OSC identifiées sont moins centrées sur le genre et la technologie, mais davantage sur les droits de l'Homme, la liberté d'expression et le numérique. Dans la région, les activités de renforcement des capacités et de recherche sont particulièrement développées. Par exemple, la Secdev Foundation a produit vingt rapports et deux cents guides de sûreté numérique²²⁷, afin de renforcer les compétences dédiées à la prévention des VBGFT dans la région. De même, Mwatana for Human Rights forme les travailleurs et travailleuses des ONG et les défenseurs et défenseuses des droits humains sur les VBGFT, afin qu'ils puissent mieux soutenir les victimes et répondre à leurs besoins²²⁸.

En Asie et dans le Pacifique, les OSC identifiées sont particulièrement actives au niveau local, avec seulement 5 d'entre elles qui agissent au niveau régional. Les organisations à l'intersection du féminisme, des droits LGBTQI et des technologies sont surreprésentées, à l'instar de la Digital Rights Foundation au Pakistan²²⁹ et de la Foundation for Media Alternatives aux Philippines²³⁰. Au niveau des actions proposées, elles incluent par exemple la sensibilisation via des podcasts proposés par Common Room²³¹ en Indonésie qui explore la culture numérique ou encore Bytes for all Bangladesh²³², qui a mené un sondage auprès de 100 utilisatrices d'Internet, avec l'objectif de cartographier la prévalence, la nature, l'étendue et les effets des VBGFT dans le pays.

En Amérique Latine et dans les Caraïbes, la Colombie, l'Argentine et le Chili regroupent près de la moitié des OSC identifiées, au total 17 OSC exercent à l'échelle régionale en Amérique latine, centrale et dans les Caraïbes. 30 des OSC de la région conduisent des actions de recherche - c'est notamment le cas de Derechos Digitales²³³ une OSC leader dans la région qui produit des études sur les VBGFT, ou de Alianza Regional qui a produit une étude sur la thématique en collaboration avec ONU Femmes²³⁴. Certaines OSC proposent des dispositifs de sensibilisation innovants comme Luchadoras²³⁵ en Argentine qui a mis en œuvre un site web pour évaluer la sûreté des environnements

²²⁴ Digital Rights Lab : <https://driightslab.org/>

²²⁵ Pollicy (Uganda) : <https://pollicy.org/projects/the-future-of-work-digital-safety-for-women-in-the-workplace/>

²²⁶ Azur Développement : <https://azurdev.org/>

²²⁷ Secdev Foundation : <https://secdev-foundation.org/>

²²⁸ Mwatana for Human Rights: <https://www.mwatana.org/en/home>

²²⁹ Digital Rights Foundation : <https://digitalrightsfoundation.pk/>

²³⁰ Foundation for Media Alternatives : <https://fma.ph/>

²³¹ Common Room : <https://commonroom.info/>

²³² Bytes for all Bangladesh : <https://bytesforall.net/>

²³³ Derechos Digitales : <https://www.derechosdigitales.org/>

²³⁴ Alianza Regional : <https://www.alianzaregional.net/>

²³⁵ Luchadoras : <https://adc.org.ar/en/?s=Online+violence>

en ligne ou Codigo Sur qui propose un soutien dans la création d'infrastructures numériques pour les OSC féministes de la région, utilisant ainsi le numérique comme un outil contre les violences et pour l'émancipation des femmes et personnes LGBTQI²³⁶.

En Europe de l'Est, Balkans et voisinage européen, les OSC généralistes axées sur la violence domestique et les violences basées sur le genre en général sont majoritaires. La Bulgarie, la Roumanie et la Moldavie comptent le plus grand nombre de ces OSC, avec seulement 4 proposant des activités au niveau régional. De nombreuses OSC offrent un soutien juridique et des ressources aux victimes de violences, ainsi que des services d'écoute et d'aide, c'est le cas de La Strada²³⁷, basée en Ukraine. L'OSC propose une *hotline* pour les femmes victimes de violence et de The Wake-up Foundation offre quant à elle un groupe d'entraide en ligne pour les victimes de violences²³⁸. Les OSC traitant des VBGFT sous l'angle des droits des femmes journalistes ou politiciennes sont également nombreuses. Parmi elles, on trouve l'Association of Journalists of Kosovo²³⁹ et le Centre for Media Pluralism and Media Freedom²⁴⁰.

FOCUS : LES ORGANISATIONS DOTEES DE COMPETENCES EN DEVELOPPEMENT DE TECHNOLOGIES

Certaines OSC identifiées dans la cartographie se distinguent par leur capacité à déployer des solutions technologiques innovantes, voire leur spécialisation technologique. Leur personnel, composé de développeurs, de *data-scientists*, d'experts en cybersécurité et de professionnels en *machine learning*, travaille activement à renforcer la sécurité numérique, grâce à des formations dédiées et des boîtes à outils par exemple la « Boîte à outils de sécurité numérique pour les recours collectifs » de Derechos Digitales²⁴¹ et le « Taxaw Temm Toolkit » sur la sûreté numérique d'Africivistes²⁴². Certaines d'entre elles développent directement des infrastructures numériques telles que des applications pour lutter contre les VBGFT, ainsi que des solutions numériques pour des associations de la société civile comme le projet « Infra Comunitaria » de CodigoSur qui propose des infrastructures numériques autonomes pour les OSC²⁴³. Ces organisations et leurs initiatives permettent non seulement de mieux protéger les victimes de VBGFT, mais aussi de sécuriser les données sensibles de militantes et soutenir les actions d'organisations tierces dans un environnement numérique de plus en plus complexe et menacé.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, l'organisation CodigoSur développe des technologies libres et renforce la sécurité numérique des organisations, mouvements et collectifs sociaux d'Amérique latine et des Caraïbes pour accroître leur autonomie technologique. Elle offre une gamme de services aux OSC, tels que l'hébergement sur des serveurs cryptés, des adresses mail sécurisées, des espaces de visioconférences sécurisés, la création d'applications et un support technique général. Ces services contribuent à autonomiser et à assurer la sécurité des militantes issues de groupes particulièrement vulnérables.

L'OSC Pollicy, un collectif féministe basé en Ouganda, se distingue par son expertise sur les enjeux des femmes, filles et personnes LGBTQIA+²⁴⁴. En tant que « civic-tech », elle regroupe des développeurs, des *data-scientists* qui utilisent des méthodes de *machine learning*, de *data-scraping* et de cybersécurité pour par exemple, évaluer les violences subies par des

²³⁶ Codigo Sur : <https://www.codigosur.org/>

²³⁷ La Strada : <https://la-strada.org.ua/en/>

²³⁸ Wake-up Foundation : <https://www.thewakeupfoundation.org/en>

²³⁹ Association of Journalists of Kosovo : <https://www.agk-ks.org/>

²⁴⁰ Centre for Media Pluralism and Media Freedom : <https://cmpf.eui.eu/>

²⁴¹ Boîte à outils (TEDIC & Derechos Digitales) : <https://www.tedic.org/toolkit-seguridad-digital-para-acciones-colectivas/>

²⁴² Taxaw Temm Toolkit (Africivistes) : <https://africivistes.com/en/taxaw-temm-the-toolkit-for-responsible-social-media-use/>

²⁴³ Infra Comunitaria (CodigoSur) : <https://www.codigosur.org/>

²⁴⁴ Pollicy : <https://pollicy.org/projects/byte-bullies/>

personnalités politiques lors des élections de 2022 au Kenya ou former des organisations de la société civile à la cybersécurité.

Dans un registre similaire, en Afrique australe, l'OSC Digital Society Africa (DSA) s'est spécialisée dans le renforcement de la sécurité numérique des organisations de la société civile. Composée de spécialistes en cybersécurité, elle propose des solutions de cybersécurité, des audits de sécurité numérique et une assistance d'urgence aux OSC²⁴⁵. En Afrique de l'Ouest, Africivistes réalise également des audits de sécurité numérique et forme des groupes vulnérables, tels que les femmes journalistes et militantes, aux compétences en cybersécurité, son équipe est également composée de *data-scientists* et de spécialistes en cybersécurité.

IV. Pistes d'actions

4.1. Recommandations générales à destination de la société civile

Dans le prolongement du travail de revue de littérature, nous proposons ci-dessous quelques pistes d'action clé à destination des OSC pour identifier, prévenir, traiter et lutter contre les VBGFT. Cette liste n'est pas exhaustive et ne conditionne pas le périmètre d'intervention du FSOF en préparation.

Comme on l'a vu, les OSC jouent un rôle clé notamment dans le soutien aux victimes, le plaidoyer et la sensibilisation. Elles pourraient veiller à mettre en place les actions suivantes :

- **Développer des formations en auto-défense numérique**
 - Former les femmes et les filles et personnes en situation de vulnérabilité à la protection de leurs données, à la gestion des paramètres de confidentialité et à la documentation des preuves de cyberviolence basées sur le genre ou l'orientation sexuelle.
 - Mettre à disposition des guides pratiques et des outils (accessibles en langue locale).
- **Plaider pour une meilleure protection juridique des victimes**
 - Faire pression sur les gouvernements pour renforcer et faire appliquer les lois spécifiques sur les VBGFT.
 - Organiser des campagnes de sensibilisation pour mobiliser l'opinion publique.
 - Se mettre en réseau et partager les bonnes pratiques entre OSC de différentes régions géographiques, afin de gagner en visibilité et en impact.
- **Offrir des services de soutien psychologique et juridique**
 - Créer des centres d'accueil dédiés aux victimes de VBGFT avec des professionnelles et professionnels formés.
- **Lutter contre la censure des contenus féministes et protéger les militantes**
 - Travailler avec les plateformes numériques pour éviter la suppression injustifiée de contenus féministes.
 - Soutenir les militantes, journalistes et défenseuses des droits ciblées par des campagnes de cyberharcèlement en finançant les OSC qui proposent des actions pour protéger les personnes à risque, ces organisations mettent en place des actions préventives, d'urgence, et a posteriori :
 - **Prévention** : Développer des boîtes à outils et des formations sur la sécurité numérique, comme celles proposées par le Digital Rights Lab au Soudan pour les

²⁴⁵ Digital Society Africa (DSA): <http://digitalsociety.africa/about/>

personnes militantes et LGBTQIA+²⁴⁶, et par Acoso.online en Amérique Latine. Réaliser des audits de sécurité numérique, tels que ceux offerts par Digital Society Africa et CodigoSur.. Encourager les OSC qui en ont les capacités à se positionner comme partenaires des plateformes et développer des outils comme Stop LCII, Disrupt, ou Take it down. Faire connaître ses outils et faciliter leur appropriation.

- **Urgence** : Mettre en place des *hotlines* ou des référentiels d'urgence²⁴⁷ permettant aux militantes d'obtenir un soutien immédiat et de mettre en œuvre des mesures de protection numérique. Fournir un soutien psychologique et juridique, c'est le cas de ADC en Amérique Latine²⁴⁸. Mobiliser une communauté de soutien en ligne, encourager l'envoi massif de messages de soutien sur les réseaux sociaux des personnes ciblées pour contrer les campagnes de haine en ligne²⁴⁹.
- **A posteriori** : Intervenir et accompagner la récupération des comptes en ligne usurpés. Offrir un soutien psychologique et juridique durable pour assurer le rétablissement et l'accès à la justice, c'est le cas de ADC en Amérique Latine sur le soutien juridique²⁵⁰ et de Azur Développement en RDC qui propose un guichet unique d'assistance juridique et psychologique aux femmes et filles victimes de violence²⁵¹.
- **Documenter et analyser l'ampleur des VBGFT**
 - Réaliser des recherches et études sur les cyberviolences de genre pour adapter les réponses politiques et sociales.
 - Mettre en place des bases de données (en désagrégeant les données par genre et par type de vulnérabilités) pour suivre les tendances et impacts des VBGFT. Il s'agit ici de pouvoir mettre en évidence les enjeux d'intersectionnalité de façon à pouvoir les défendre dans les politiques de lutte contre les VBGFT.
 - Développer des centres de ressources / observatoires indépendants ou liés aux universités sur les VBGFT.
- **Contribuer au développement de l'éducation numérique pour le grand public en général et pour les personnes les plus vulnérables et/ou ciblées en particulier**
 - Sensibiliser, former et outiller le secteur éducatif en développant des modules et programmes pédagogiques
 - Mobiliser les jeunes et en particulier les jeunes filles dans des projets contre les VBGFT développer dans le cadre de leur scolarité / études
 - Accompagner les jeunes filles et jeunes femmes étudiant dans la filière STEM et en particulier en informatique pour qu'elles se saisissent des enjeux liés aux VBGFT et faciliter l'orientation et la réussite des filles dans ces filières
 - Développer des programmes d'éducation informelle et campagnes de sensibilisation pour le grand public et en particulier les personnes particulièrement vulnérables pour développer leur littératie numérique et maîtrise de la netiquette
 - Doter les personnes les plus ciblées par les VBGFT de l'expertise techno politique et des outils à même de leur permettre de maintenir un engagement en ligne plus sûr.

4.2. Recommandations spécifiques à l'appel à projet FSOF

Ces recommandations ont été élaborées sur la base des entretiens virtuels avec les OSC et leurs réponses au questionnaire élaboré, en préparation de l'atelier de concertation.

²⁴⁶ Digital Rights Lab – Renforcement des capacités des militant.e.s : <https://drihtslab.org/#>

²⁴⁷ Acoso Online - référentiel d'urgence en ligne : <https://acoso.online/>

²⁴⁸ Asociación por los Derechos Civiles (ADC) : <https://adc.org.ar/en/home/>

²⁴⁹ PEN America, Manuel de défense contre le cyberharcèlement : <https://onlineharassmentfieldmanual.pen.org/fr/mobiliser-une-communaute-de-soutien-en-ligne/>

²⁵⁰ Asociación por los Derechos Civiles (ADC) : <https://adc.org.ar/en/home/>

²⁵¹ Azur Développement, Guichet unique de soutien aux victimes : <https://azurdev.org/>

PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

Le périmètre géographique du FSOF VBGFT a fait l'objet de nombreuses discussions lors des échanges avec les OSC, qui tenaient à concilier réalisme et nécessité de créer des synergies.

- Le phénomène des VBGFT est présent et à combattre dans l'ensemble des régions d'intervention de l'AFD, avec quelques spécificités régionales. Les différentes régions d'Afrique, ainsi que la région Proche et Moyen-Orient sont proposées comme régions à privilégier dans le cadre de ce FSOF. Des éléments de justification sont exposés ci-après.

Les zones géographiques ainsi présentées comme prioritaires pour l'intervention – **Afrique du Nord, Afrique de l'Est, Afrique australe, Golfe de Guinée, Grand Sahel, Proche et Moyen-Orient** – présentent ainsi des contextes particulièrement préoccupants en matière de VBGFT.

Si les dynamiques de numérisation y sont inégales, la prévalence des VBGFT y est souvent plus élevée qu'en Europe, en raison de facteurs structurels : faible protection juridique, impunité des auteurs, normes sociales patriarcales, criminalisation des identités LGBTQIA+, faible littératie numérique genrée, ou encore implication directe des États dans les mécanismes de harcèlement et de surveillance en ligne.

Dans plusieurs de ces régions, les femmes journalistes, militantes féministes ou défenseuses des droits humains font l'objet d'attaques numériques ciblées visant à les délégitimer, les réduire au silence et les exclure de la vie publique. Par ailleurs, les jeunes filles et femmes, particulièrement exposées à la sextorsion, au harcèlement et à la traite sexuelle organisée en ligne, sont rarement protégées par des mécanismes de recours effectifs.

Le choix de ces zones d'intervention permet ainsi de cibler des contextes où les besoins de protection, de plaidoyer et de structuration des réponses portées par les organisations féministes locales sont les plus urgents, et où les VBGFT participent à un continuum de violences genrées qu'il est impératif d'enrayer. L'existence d'une société civile féministe déjà active sur le sujet (dont un certain nombre d'organisations ont déjà été identifiées dans la cartographie en annexe) représente un autre atout pour la mise en œuvre du programme.

- **La région Afrique du Nord** est le lieu du paradoxe d'une jeunesse très connectée mais faiblement protégée contre les VBGFT. La présence de forts mouvements féministes numériques (comme en Tunisie avec #EnaZeda, ou au Maroc avec des applications comme Manchoufouch), le contexte marqué par des normes patriarcales persistantes, des lois insuffisamment appliquées, ainsi que la stigmatisation sociale des victimes (ce qui freine les signalements et accroît les effets du "chilling effect") conduisent à une forte exposition aux VBGFT. La société civile est active mais confrontée à un "backlash" croissant (en matière de droits des femmes et plus largement de droits humains), ce qui conduit au besoin d'un appui pour consolider les dynamiques existantes et renforcer la résilience des actrices locales face aux formes de répression numérique.
- **La région Proche et Moyen-Orient** concentre également l'importance croissante du numérique articulée à la situation des droits humains et droits des femmes et des minorités sexuelles, avec un risque particulièrement élevé pour les femmes activistes. L'usage des VBGFT comme moyen de répression politique et sociale, la stigmatisation des victimes et criminalisation des LGBTQIA+ aggrave les impacts des VBGFT. La censure des contenus féministes sur les plateformes sociales, réduit les possibilités de contre-discours. Le besoin d'une action ciblée pour protéger les militantes et les victimes dans un contexte autoritaire et appuyer les nombreuses OSC féministes actives pour le développement d'outils de protection et de plaidoyer se fait sentir.

- **L'Afrique de l'Ouest (DR Golfe de Guinée et Grand Sahel)** est la zone d'intervention d'un autre volet du projet mis en œuvre par Expertise France portant sur l'appui du dialogue

entre les OSC et les acteurs institutionnels en renforçant le rôle des OSC et ainsi de faciliter la co-construction des politiques publiques de lutte contre les VBGFT en Afrique de l'Ouest, notamment au Sénégal, au Nigéria et au Bénin. Ces activités s'inscriront et bénéficieront des synergies avec un programme d'assistance technique multi-pays portant sur le « Leadership des femmes dans le secteur public des technologies de l'information et de la communication (TIC) », financé par la Commission Européenne et mis en œuvre par des agences de six Etats membres de l'Union européenne. Les fortes mobilisations en ligne (campagnes telles que #balancetonsaïsaï au Sénégal en 2018) illustrent une forte volonté d'agir des mouvements féministes, malgré les tentatives de *backlash* et la prégnance des normes patriarcales. La faiblesse de la législation et des mécanismes de protection contre les VBGFT, et rôle parfois ambigu de l'État accentue l'exposition croissante des personnes vulnérables et ciblées aux VBGFT. Dans ces conditions, la société civile dynamique mais sous pression a besoin d'appui notamment pour structurer les réponses, renforcer les outils de signalement, la cybersécurité et accompagner les victimes. La proximité de conflits armés exacerbant toutes formes de violence, et le faible niveau d'éducation numérique, en particulier pour les filles et jeunes femmes sont d'autres enjeux majeurs. Les VBGFT participent à un continuum de violence dans un contexte d'insécurité généralisée.

- **L'Afrique centrale**, traversée par de multiples conflits, présentent des enjeux similaires. Le cas du Cameroun est emblématique, avec des campagnes de dénonciation massives comme #StopBopda, révélant à la fois la gravité du phénomène et la capacité de mobilisation numérique. De manière générale, les VBGFT en Afrique centrale sont peu documentées (voire invisibilisées) bien que probablement très présentes et couplées à une faible littératie numérique ainsi qu'à l'impunité juridique. L'exploitation sexuelle en ligne est également un phénomène croissant dans la région, nécessitant un renforcement des actions des mouvements féministes, peu spécialisées.
- **L'Afrique de l'Est** connaît une croissance rapide de la connectivité, notamment chez les jeunes (même si fracture numérique rurale persistante), et l'on déplore la hausse des VBGFT liée à des usages massifs des réseaux sociaux. Le numérique devient à la fois un espace de mobilisation et de risques, en particulier pour les minorités LGBTQIA+. Le développement de l'exploitation sexuelle en ligne doit aussi être combattu. La rapidité de la transformation numérique dans la région nécessite des efforts accrus pour sensibiliser aux risques de VBGFT et pour mettre en place des cadres juridiques et des dispositifs de protection et d'accompagnement des victimes
- **L'Afrique australe** où l'on constate certaines avancées législatives (ex. Zimbabwe avec la loi sur le *revenge porn*), mais encore beaucoup de lacunes dans l'application et la protection figure également dans les zones à cibler. Comme ailleurs, la prévalence élevée des VBG hors ligne, qui se prolongent dans le numérique, ciblant particulièrement les activistes et défenseuses des droits, notamment via des campagnes coordonnées de harcèlement numérique. Il apparaît crucial de renforcer les capacités d'analyse et de compréhension des VBGFT et d'appuyer la mise en œuvre effective des lois existantes et leur adaptation aux réalités numériques.
- Il est important **d'adopter une approche régionale pour éviter le saupoudrage**, favoriser les synergies et les économies d'échelle - tout en restant réaliste et cohérent avec l'enveloppe allouée (qui ne pourra couvrir l'ensemble des zones géographiques ou pays d'une région).
- Restreindre l'appel d'offres à une liste précise de pays limiterait la capacité d'initiatives des OSC (qui ne pourraient potentiellement pas s'appuyer sur des dynamiques existantes mais devraient s'efforcer de recréer des logiques plus artificielles). Il serait donc préférable de **suggérer un nombre de pays et régions plutôt que d'imposer une sélection stricte**.

THEMATIQUES

Les VBGFT, omniprésentes et en constante évolution, doivent être abordées dans le cadre du continuum des VBG, sans cloisonner artificiellement certains thématiques.

- Comme pour les aspects géographiques, les OSC espèrent conserver une **flexibilité et liberté d'initiative dans la définition du périmètre des thématiques de l'appel à projets**, afin de s'adapter à un secteur en constante évolution. La **protection est toutefois citée comme l'enjeu majeur** pour éviter d'exposer les militants et militantes à davantage de haine en ligne et hors ligne.
- L'approche intersectionnelle est fondamentale, notamment en prenant en compte l'âge (mesures de sauvegarde pour les jeunes, adolescents et adolescentes, personnes âgées), mais aussi l'orientation sexuelle et le handicap. En ce sens les initiatives à soutenir seront encouragées à faire du « sur mesure ».
- Le numérique, en plus d'être un levier de lutte contre les VBG, constitue aussi une porte d'entrée vers l'accès aux droits et à l'autonomisation. Il est important de ne pas réduire l'articulation entre féminisme et numérique à la question des violences, mais **d'encourager également les initiatives de renforcement du pouvoir d'agir par le numérique**.
- Comme cela a pu être le cas lors de précédents FSOF, il est recommandé d'adopter une terminologie inclusive dès l'AO, afin **d'élargir la cible au-delà des acteurs de l'égalité femmes-hommes**, et d'assurer l'**acceptabilité** des formulations dans tous les contextes.

MODALITES DE L'APPEL D'OFFRES

Les OSC familières du FSOF sont sensibles à son esprit d'origine, qui encourageait les initiatives féministes, plutôt qu'une manière de faire qui s'apparenterait à une commande stricte (tout en respectant des lignes directrices et orientations de la politique féministe de la France).

- Les OSC du Sud Global ont un rôle majeur à jouer dans la mise en œuvre du FSOF VBGFT, non comme simples relais et exécutants, mais en tant **qu'actrices majeures, avec une priorité donnée aux pratiques locales**. Leur action doit s'articuler avec celle des ONG internationales engagées dans la diplomatie féministe de la France. Des partenariats structurés avec des modalités de collaboration horizontales peuvent être aussi efficaces qu'une présence des chefs de file sur le terrain.
- **Les attentes et exigences de l'AFD pour cet AO doivent s'adapter aux budgets alloués**, désormais plus restreints que lors des premiers FSOF, afin de garantir une approche qualitative sur des sujets et des terrains sensibles.
- **Un délai de réponse plus long (3 mois au lieu de 2)** faciliterait la structuration des offres qui restent complexes.
- Certaines OSC font part de leurs craintes quant à l'articulation de l'APD avec des enjeux liés à l'influence économique et/ou aux politiques migratoires.
- Il serait bénéfique de mettre en place des **critères d'éligibilité plus souples**, de façon à tenir compte des réalités des OSC opérant dans des environnements contraints, avec des budgets limités (se reflétant notamment dans les taux élevés de rotation de personnels) et des capacités opérationnelles des OSC parfois restreintes.

CONTOURS DE L'ACCOMPAGNEMENT DES OSC ET INITIATIVES

Les positions des OSC sur cet aspect sont très variées – ce qui plaide pour une approche laissant au consortium la liberté d'identifier les dynamiques qu'il souhaiterait soutenir et les manières de le faire, tout en conservant les 3 composantes structurantes.

- Les appels à projets ouverts, publics et en ligne peuvent mettre en danger les personnes militantes et activistes. Il est donc préférable **d'adopter des approches plus sécurisées, en**

passant directement par les réseaux et partenaires locaux et en répondant aux demandes spécifiques. La cartographie des bénéficiaires pourrait être un appui dans cette démarche.

- Les financements de base aux organisations et mouvements féministes locaux doivent être flexibles pour leur permettre de remplir leur mission, y compris pour les organisations informelles – conformément à l'esprit initial du FSOF. Cela implique **d'adapter les exigences fiduciaires et de conformité, afin de ne pas exclure ces acteurs clés.**
- Le suivi du projet devra être continu (et réorienté si nécessaire), plutôt que limité aux échéances clés (rapports d'activité), afin de mieux s'adapter aux contextes mouvants. La création d'un agenda commun transnational favoriserait également une coordination et mise en œuvre régionales.
- **Une attention particulière doit être portée aux programmes et initiatives portés par les groupes les plus vulnérables**, notamment les personnes survivantes de violences, défenseurs et défenseuses des droits et personnes LGBTQIA+.
- Il est difficile d'anticiper pleinement ce qui pourra émerger de la capitalisation, mais le projet doit aussi permettre de produire et partager des connaissances bénéfiques pour l'écosystème féministe (ex : similitudes des VBGFT et nuances locales). Pour cela, structurer les initiatives afin de partager l'information, localiser les ressources et inciter à la collaboration est essentiel.

V. Annexes

5.1. Compléments sur les instances internationales intégrant les droits des personnes LGBTQIA+

Diverses instances internationales ont clarifié l'intégration des droits des personnes LGBTQIA+ dans les mécanismes juridiques existants :

- **Le Comité des droits de l'Homme** affirme que le « terme "sexe" utilisé à l'article 2, paragraphe 1, et à l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques doit être considéré comme comprenant l'orientation sexuelle »²⁵².
- **Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels** affirme aussi : « la garantie de non-discrimination prévue dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels comprend l'orientation sexuelle »²⁵³.
- **Le Comité de la CEDAW** a insisté dans sa recommandation générale n°28 (article 2 - obligations des États) sur le fait que : « La discrimination fondée sur le sexe ou le genre est indissociablement liée à d'autres facteurs tels que la race, la religion, l'origine ethnique, [...] l'orientation sexuelle [...] les États parties doivent prévoir également ces formes superposées de discrimination et l'effet cumulé de leurs conséquences négatives pour les intéressés, et ils doivent les interdire ».
- **Le Conseil des droits de l'Homme** adopte la résolution 17/19, le 15 juin 2011, qui constitue la première résolution des Nations Unies sur l'orientation sexuelle. Il a été le premier organe intergouvernemental à exprimer sa « grave préoccupation concernant la violence et la discrimination contre les individus en fonction de leurs orientation sexuelle »²⁵⁴. Cet engagement

²⁵² Document CCPR/C/50/d/499/1992, par. 8.7. Affaire Toonen.

²⁵³ Orientation sexuelle : Comité des droits économiques, sociaux et culturels, Observation générale n° 20 (non-discrimination en matière de droits économiques, sociaux et culturels), par. 32.

²⁵⁴ Assemblée générale des Nations Unies 14 juillet 2011 : Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'Homme 17/19 : Droits de l'Homme, orientation sexuelle et identité de genre, 47 A/HRC/RES/17/19. 48

est affirmé par la désignation d'un Expert indépendant chargé de la question de la protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre. Dans un rapport paru le 18 avril 2024, sur la « Protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre en relation avec l'exercice des droits fondamentaux à la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association », l'Expert indépendant met l'accent sur la gravité des restrictions et violences dans la sphère numérique touchant les personnes et les organisations LGBT ²⁵⁵.

· **Le Comité des droits de l'Homme, et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels et le Comité des droits de l'enfant** ont exprimé leurs inquiétudes face à la discrimination homophobe dans les écoles, en lançant des appels en faveur de mesures de lutte contre cette discrimination et ces attitudes homophobes, en ligne et hors ligne²⁵⁶.

Sur le plan régional, plusieurs instances ont renforcé la protection des droits LGBTQIA+ :

· **Le Conseil de l'Europe et la Cour européenne des droits de l'Homme** veillent à promouvoir et à faire respecter les droits fondamentaux de tous, et notamment l'égalité en droits et la dignité de tous les êtres humains, y compris LGBTQIA+²⁵⁷.

· **L'Union européenne**, via sa directive (UE) 2024/1385 du 14 mai 2024, cite dans son article 11 « l'intention [...] de punir la victime pour son orientation sexuelle » parmi les circonstances aggravantes des infractions liées aux violences de genre.

· **La Commission africaine des droits de l'Homme et des Peuples** reconnaît l'orientation sexuelle comme motif de non-discrimination²⁵⁸ et a adopté en 2014 une résolution sur la protection contre la violence et d'autres violations des droits humains de personnes sur la base de leur identité ou orientation sexuelle réelle ou supposée²⁵⁹. Toutefois, en l'absence de mesures contraignantes sur la manière de protéger les droits des personnes LGBT, chaque pays peut interpréter ces textes de manière autonome et discrétionnaire.

Au niveau de l'**ASEAN**, le projet de la Déclaration des droits de l'homme (2012), contenait dans sa version initiale une référence à la protection des droits des personnes LGBT mais cette référence a été retirée sous la pression des Etats opposés aux droits des LGBT. Néanmoins, l'agenda Femmes, paix et sécurité de 2022, reconnaît la diversité des identités de genre et orientations sexuelles et la nécessité d'une approche inclusive pour parvenir à la justice de genre.

²⁵⁵ A/HRC/56/49: <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/g24/057/41/pdf/g2405741.pdf>

²⁵⁶ Observations finales du Comité des droits de l'Homme sur le Mexique, § 21 ; Observations finales du comité des droits économiques, sociaux et culturels sur la Pologne, § 12 ; Observation générale du Comité des droits de l'enfant n°3, § 8 et n°13, § 60 et 72 ; ainsi que les Observations finales sur la Nouvelle Zélande, § 25, sur la Slovaquie, § 27 et 28 et sur la Malaisie, § 31

²⁵⁷ La [Recommandation CM/Rec\(2010\)5](#) du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur des mesures visant à combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre a établi des lignes directrices et des normes dans ce domaine à l'attention des pouvoirs publics des États membres. La même année, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a adopté la [Résolution 1728](#) et la [Recommandation 1915](#), qui traitent de la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre, appelant les États membres à élaborer des politiques visant à renforcer et garantir l'égalité des personnes LGBTI. La Commissaire aux droits de l'homme, la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), l'Unité Orientation sexuelle et Identité de genre du Conseil de l'Europe (OSIG), la Commission de Venise et la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) ont abordé dans leurs documents respectifs différents aspects des droits et de l'égalité des personnes LGBTI. Voir : <https://rm.coe.int/resume-et-recommandations-du-document-thematique-droits-humains-et-ide/1680aed5ce>

²⁵⁸ 245/02, Zimbabwe Human Rights NGO Forum c/ Zimbabwe (2006) AHRLR 128 (CADHP 2006) (21e Rapport d'activité de la Commission), par. 169.

²⁵⁹ CADHP/Res.275(LV)2014

5.2. Bibliographie

Pénétration du numérique dans le monde

- Rapport du Groupe de la Banque mondiale sur la numérisation dans le monde, mars 2024 : <https://www.banquemondiale.org/fr/news/immersive-story/2024/03/05/global-digitalization-in-10-charts>

Prévalence des VBGFT dans le monde

- Measuring the prevalence of online violence against women, The Economist Intelligence Unit, 2021 <https://onlineviolencewomen.eiu.com/>

Etudes et rapports généraux sur les VBGFT dans le monde

ONU, UE, gouvernement français :

- Violence basée sur le genre facilitée par la technologie, « Rendre tous les espaces sûrs », UNFPA, 2021 <https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPA-TFGBV-FR.pdf>
- Intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles : violence contre les femmes et les filles facilitée par les technologies : rapport du Secrétaire général (3ème commission, point 27 de l'ordre du jour, novembre 2024) : <https://www.unwomen.org/fr/digital-library/publications/2024/10/intensification-de-laction-menee-pour-eliminer-toutes-les-formes-de-violence-a-legard-des-femmes-et-des-filles-rapport-du-secretaire-general-2024>
- Online gender-based violence against women with a public voice. Impact on freedom of expression, UN Women, 2023 : <https://lac.unwomen.org/en/digital-library/publications/2023/12/violencia-de-genero-en-linea-hacia-las-mujeres-con-voz-publica-impacto-en-la-libertad-de-expresion>
- "Cyberviolence Against Women and Girls: The Growing Threat of the Digital Age", UN, Regional Information Center for Western Europe, December 2024 : <https://unric.org/en/cyberviolence-against-women-and-girls-the-growing-threat-of-the-digital-age/>
- Déclaration du ministère des Affaires étrangères français, novembre 2024 : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-feministe/actualites-et-evenements/article/droits-des-femmes-adoption-par-l-assemblee-generale-des-nations-unies-de-la>
- Report on the Implementation of the Outcomes of the World Summit on the Information Society (WSIS), 2015 Input from the Internet Governance Forum (IGF), ONU : https://www.intgovforum.org/en/filedepot_download/4586/586
- "Online and ICT facilitated violence against women and girls during COVID-19", UN Women, 2020 : <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/04/brief-online-and-ict-facilitated-violence-against-women-and-girls-during-covid-19>
- Violence en ligne à l'égard des femmes journalistes : un aperçu mondial des incidences et impacts, Unesco, 2020 (Julie Posetti, Nermine Aboulez, Kalina Bontcheva, Jackie Harrison, Silvio Waisbord) : <https://www.icfj.org/sites/default/files/2021-03/Online%20Violence%20Against%20Women%20Journalists%20Global%20Snapshot%20French.pdf>

ONGs :

- Amnesty International, "Online violence. Take the course", 2024 : <https://www.amnesty.org/en/what-we-do/technology/online-violence/>
- Laure Salmona, "Cyberviolences de genre : plongée dans la toile des dominations", *Droits et libertés*, n° 203 (magazine de la Ligue des Droits de l'homme), novembre 2023 : <https://www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2023/11/DL203-Actualite-2.-Cyberviolences-de-genre.pdf>

- “Libres d’être en ligne ? Les expériences des filles et des jeunes femmes en matière de harcèlement en ligne, Plan International, 2020 (étude portant sur 31 pays d’Afrique, d’Amérique et d’Europe) : <https://plan-international.org/uploads/2023/06/SOTWGR2020-CommsReport-edition2023-FR.pdf>
- Pegasus, révélations sur un système mondial de surveillance, Amnesty International, 2023 : <https://www.amnesty.fr/actualites/projet-pegasus-revelations-sur-un-systeme-mondial-de-surveillance>
- Basic Stages of Grooming for Sexual Exploitation, End Slavery Now, 2014 : <https://www.endslaverynow.org/blog/articles/basic-stages-of-grooming-for-sexual-exploitation>

Universitaires

- Priyanka Kapoor, “Social Media and Violence against Women : A Global Perspective”, Journal of National Development (India), 2019 : <http://jndmeerut.org/wp-content/uploads/2020/09/Volume-32-No-2-Winter-2019.pdf#page=124>

Rapports par région

Asie

- Online Gender-based Violence And Its Impact On The Civic Freedoms of Women Human Rights Defenders in the Indo-Pacific, ICNL, mars 2023 : <https://www.icnl.org/wp-content/uploads/Online-Gender-Based-Violence-report-final.pdf>
- A Scoping Review of Technology-Facilitated Gender-Based Violence in Low- and Middle-Income Countries Across Asia, Sage Journals, Mars 2023 : <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/15248380231154614>
- Bangladesh Nari Progati Sangha: https://www.facebook.com/bangladeshnariprogatisangha/?locale=bn_IN
- Southeast Asia Freedom of Expression Network: <https://safenet.or.id/>

Afrique

- “AlternAte reAlities, AlternAte internets. African Feminist Research for a Feminist Internet”, Pollicy, Association for Progressive Communications, 2020 : <https://ogbv.policy.org/report.pdf>
- Exploitation et abus sexuels des enfants en ligne en Afrique de l’Ouest, Commission de la Cedeao, Projet Ocwar-t (Initiative globale contre le crime organisé transnational), Août 2023 : <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2023/08/800803-PB-ISS-OCWAR-T-Online-child-sexual-exploitation-FRENCH-01A.pdf>
- Le rôle d’internet dans la croissance de la traite des êtres humains en Mauritanie, African Legal Think Tank on Women’s Rights, mars 2021 : <https://cipesa.org/wp-content/files/documents/le-role-de28099internet-dans-la-croissance-de-la-traite-des-etres-humains-en-mauritanie.pdf>
- Collaboration on International ICT for East & Southern Africa : <https://cipesa.org/>
- Zaïna Foundation: <https://zainafoundationtz.org/>

MENA

- “Online Violence against Women Human Rights Defenders in the MENA: Experiences and Perceptions”, Fe-Male.org, 2022 : <https://www.fe-male.org/archives/13653>
- Digital violence against women in Algeria, Fondation SecDev, 2022 : <https://portal.salamatmena.org/wp-content/uploads/2023/12/Algeria-DVAW-2022-EN.pdf>
- Survey: Syrian Women Reflect on Digital Violence, Fondation SecDev, 2023 : <https://secdev-foundation.org/survey-gbv-syria-2023/>
- “Yemen: Authorities and Meta must address online gender-based violence”, Amnesty International, 2024 : <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2024/11/yemen-authorities-and-meta-must-address-online-gender-based-violence/>

- Combating Cyber Violence Against Women and Girls: An Overview of the Legislative and Policy Reforms in the Arab Region*, Sukaina Al-Nasrawi, The Emerald International Handbook of Technology-Facilitated Violence and Abuse, June 2021 (*non cité dans la revue de littérature*)
- <https://www.emerald.com/insight/content/doi/10.1108/978-1-83982-848-520211037/full/html>

Amérique latine

- Online Violence Against Women in Politics in Latin America : A virtual ethnography in Mexico and Bolivia, Université de Salamanque, août 2024 : <https://gredos.usal.es/handle/10366/160470>
- UNFPA Caribbean, Breaking the Cycle of Impunity : [UNFPA Caribbean | Breaking the Cycle of Impunity](#)
- Commonwealth Secretariat 2023: [Addressing Online Violence Against Women and Girls in the Commonwealth Caribbean](#).
- OSC Eve for Life application mobile: [UNFPA Caribbean | A Ray of Hope](#)
- Caribbean Women in Leadership (CIWiL) : <https://ciwil.org/ending-gbv-in-jamaica-social-media-advocacy-campaign/>

Europe de l'Est & Balkans

- "It's enough for people to feel it exists" : Civil society, secrecy and surveillance in Belarus, Amnesty International, 2016
- <https://www.amnesty.org/en/documents/eur49/4306/2016/en/>
- For Women in the Balkans, Digital Space is a Double-Edged Sword, Balkan Insight, juin 2023 :
- <https://balkaninsight.com/2023/06/07/for-women-in-the-balkans-digital-space-is-a-double-edged-sword/>
- Association Anaïs : <https://asociatia-anais.ro/>
- Asociația Necuvinte <https://www.necuvinte.ro/>
- Centre for Monitoring and Research: <https://cemi.org.me/en/about>

Bases de données d'organisations de la société civile

- Open Observatory of Network Interference (OONI), 2024: <https://ooni.org/partners/>
- Association for Progressive Communications (APC), 2024: <https://www.apc.org/en/network>
- Women's Learning Partnership, 2024: <https://learningpartnership.org/who-we-are/our-partners>
- Women Against Violence Europe (WAVE), Feminist Network Promoting Human Rights of Women and Children, 2024: <https://wave-network.org/about/#wave-members>
- Womankind Worldwide, 2024: <https://www.womankind.org.uk/who-we-are/our-partners/>

En partenariat
avec

